

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, chambres réunies, saisi par le Président de la Chambre des Représentants, le 11 février 1993, d'une demande d'avis sur une proposition de loi "visant à achever la structure fédérale de l'Etat" (Doc. Chambre, 897 (1992-1993), n° 1), après avoir examiné l'affaire aux séances des 2, 5, 8, 10, 12, 16 mars et 1er avril 1993, a donné le 1er avril 1993 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, verenigde kamers, op 11 februari 1993 door de Voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers verzocht hem van advies te dienen over een voorstel van wet "tot vervollediging van de federale Staatsstructuur" (Gedr. St., Kamer, 897 (1992-1993), nr. 1), heeft, na de zaak te hebben onderzocht op de vergaderingen van 2, 5, 8, 10, 12, 16 maart en 1 april 1993, op 1 april 1993 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

1. La proposition soumise pour avis présume l'approbation de plusieurs dispositions de la Constitution, actuellement encore en cours de discussion au Parlement, ainsi que l'approbation d'une proposition, fondée en partie sur ces dispositions nouvelles de la Constitution, de loi spéciale visant à achever la structure fédérale de l'Etat (Doc. Sénat, 558 (1992-1993), n° 1).

Il convient donc de répéter avec d'autant plus de force, en l'espèce, la réserve formulée par le Conseil d'Etat dans son avis au sujet de la proposition précitée de loi spéciale (Doc. Sénat, 558 (1992-1993), n° 2, pp. 1-2).

La proposition présentement soumise pour avis a été examinée en partant de l'hypothèse que les dispositions de la Constitution et les dispositions de la loi spéciale qui la fondent seront adoptées dans la forme dans laquelle elles se présentent actuellement ou, à tout le moins, dans une version qui laisse entières les conclusions juridiques relatives à la proposition soumise.

2. La proposition se réfère à plusieurs reprises à des articles de la loi spéciale du 8 août 1980, qui sont modifiés de manière fondamentale par la proposition précitée de loi spéciale visant à achever la structure fédérale de l'Etat.

.../...

A l'heure actuelle, il est non seulement impossible de savoir quelle sera la teneur de ces articles (voir première observation générale), mais même leur numérotation exacte reste tout à fait incertaine, compte tenu des observations faites à ce sujet par le Conseil d'Etat.

L'examen de la proposition de loi ne peut, dès lors, s'étendre à l'exactitude éventuelle des différentes références à la loi spéciale du 8 août 1980.

Il peut néanmoins être signalé, d'ores et déjà, que la proposition présentement soumise pour avis ne concorde même pas avec la proposition de loi spéciale. En effet, lorsqu'il est fait référence aux articles 31, 31bis, 31ter, etc., il s'agit le plus souvent respectivement - sauf par exemple dans la référence figurant à l'article 37 - des articles 31bis, 31ter, 31quater, etc.

3. Les livres Ier et II de la proposition de loi contiennent essentiellement des règles relatives à la législation électorale.

Dans son avis relatif à la proposition de loi du 6 juillet 1990 réglant les modalités de l'élection du Conseil de la Communauté germanophone, le Conseil d'Etat a fait l'observation suivante :

"La loi en projet abandonne le système de référence. ... On ne peut cependant s'empêcher de relever une certaine inconséquence, dans la mesure où certaines dispositions du projet réintroduisent le système de ré-

.../...

férence au Code électoral ... Il conviendra, ..., à chaque modification du Code électoral, de vérifier s'il ne faut pas également modifier la loi en projet. ... Au Code électoral, à la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen, à la loi du 12 janvier 1989 (régulant les modalités de l'élection du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale) précitée, à la loi organique des élections provinciales et à la loi électorale communale viendra donc s'ajouter une nouvelle loi qui diffère de celles qui viennent d'être citées. Une telle façon de procéder ne contribue pas à la simplification ni à la cohérence du système institutionnel et risque de susciter des confusions dans le chef de ceux qui doivent appliquer les différentes législations" (Doc. Chambre, 1217 (1989-1990), n° 1, pp. 41-42).

La multiplicité et la diversification des législations électorales se trouveront désormais amplifiées : un régime autonome est institué pour les élections du Conseil régional wallon et du Conseil flamand (articles 1er à 42 de la proposition), tandis que, pour les élections des conseils provinciaux, une nouvelle combinaison est prévue en ce que, d'une part, les modalités relatives au vote valable sont calquées sur celles des élections communales mais que, d'autre part, le régime actuel est maintenu en ce qui concerne la répartition des sièges (c'est-à-dire celui qui est en vigueur pour les Chambres législatives et pour les Conseils de communauté, soit le système dit D'Hondt).

Il convient, dès lors, de répéter l'observation prérappelée et même de la compléter par le voeu que des efforts soient faits dans le sens d'une plus grande rationalisation des divers systèmes.

.../...

Il peut être rappelé également qu'à la suite de l'observation prérappelée, le Gouvernement a manifesté, dans l'exposé des motifs de la loi précitée du 6 juillet 1990, son intention "de codifier en un seul texte l'ensemble des lois électorales" (o.c., p. 6).

4. Dans le souci de faciliter la lecture et la consultation de la proposition de loi, il serait indiqué de rédiger dans une forme aussi concise que possible les intitulés des livres, titres et chapitres. A titre d'exemples :

- "Des élections du Conseil régional wallon et du Conseil flamand" au lieu de "Règlement des modalités de l'élection du Conseil régional wallon et du Conseil flamand" (livre Ier, titre Ier);
- "Dispositions relatives à la Communauté germanophone" au lieu de "Modifications de la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone et de la loi du 6 juillet 1990 réglant le mode d'élection du Conseil de la Communauté germanophone" (livre II, titre IV).

5. Lorsque, dans une même loi, certains articles sont modifiés ou remplacés, tandis que d'autres articles sont abrogés, il est d'usage en technique législative de suivre

.../...

l'ordre numérique des articles à modifier. La présente proposition de loi s'écarte de cet usage, notamment en ce qui concerne les modifications du Code électoral, en groupant à la fin du texte plusieurs dispositions modificatives et abrogatoires (voir les articles 111 et 112).

En respectant l'ordre numérique, il pourrait être évité également de formuler deux fois la même modification, ce qui est le cas par exemple aux articles 84 et 111 de la proposition en ce qui concerne l'article 169 du Code électoral.

6. A la proposition de loi soumise pour avis sont joints plusieurs tableaux et modèles, dont certains sont appelés à figurer en annexe des textes normatifs autonomes prévus par la proposition (à savoir, les annexes au titre Ier du livre Ier), tandis que d'autres ont pour objet de remplacer des annexes existantes à d'autres lois.

Il y aura lieu de prévoir une numérotation continue de toutes ces annexes et chacune d'elles devra être revêtue des mêmes contreseings que la loi à laquelle elles sont jointes.

Dans les dispositions autonomes de la proposition (par exemple à l'article 6), il conviendrait de viser l'annexe concernée comme suit : "... conformément au tableau formant l'annexe ... de la présente loi".

.../...

Il y aurait lieu de préciser comme suit les dispositions remplaçant une annexe à une loi existante (par exemple les articles 200 et 220) : "... est remplacé par le(s) modèle(s) figurant à l'annexe(s) ... de la présente loi".

7. Les auteurs de la proposition de loi devront également vérifier s'il n'y aurait pas lieu de réviser la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques.

LIVRE Ier.

Règlement des modalités de l'élection du Conseil régional wallon et du Conseil flamand et dispositions relatives à la délimitation des provinces du Brabant wallon et du Brabant flamand et à la désignation de leurs chefs-lieux.

Observation préliminaire.

Le livre Ier de la proposition de loi groupe des dispositions relatives, d'une part, au "règlement des modalités de l'élection du Conseil régional wallon et du Conseil flamand" (titre Ier, articles 1er à 42) et, d'autre part, à "la délimitation des provinces du Brabant flamand et du Brabant wallon et à la désignation de leurs chefs-lieux (titre II, articles 43 à 46).

.../...

Les dispositions du titre II, relatives à la scission projetée de la province de Brabant, diffèrent à ce point des règles figurant au titre Ier qu'il est préférable de ne pas les faire figurer en un même livre de la loi proposée. Les dispositions des articles 43 à 46 seraient mieux à leur place dans le livre II, titre VII, de la proposition, titre qui est en effet relatif aux provinces et aux élections provinciales.

Si cette suggestion est retenue, la division du livre Ier en titres devient sans objet, il y aura lieu d'adapter l'intitulé du livre concerné et il conviendra d'adapter en conséquence les références figurant dans les autres dispositions de la proposition.

Chapitre Ier. - Dispositions préliminaires.

Article 1er.

Dans la phrase introductive, il y aurait lieu de remplacer les mots "Pour l'application de la présente loi" par les mots "Pour l'application (du titre Ier) du livre Ier de la présente loi".

Article 2.

Selon cette disposition "les articles 1er, § 1er, 5º, et 49 des lois sur l'emploi des langues en matière ad-

.../...

ministrative, coordonnées le 18 juillet 1966, sont applicables, par analogie, à l'élection pour le Conseil".

Ainsi qu'il appert des "considérations d'ordre général relatives au titre Ier" de la proposition (p. 13), les articles 1er à 42 "s'inspire(nt) de la loi du 12 janvier 1989 réglant les modalités de l'élection du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale" et "les dispositions en (ont été reproduites dans la proposition) chaque fois que cela s'avère possible".

Dans le commentaire des articles, les développements se réfèrent dès lors exclusivement, pour justifier l'inclusion du présent article 2 dans la proposition, à l'article 2 de la loi précitée du 12 janvier 1989 dont l'article proposé constitue une reproduction quasi littérale.

A l'occasion de cette transposition, les auteurs du projet ont manifestement perdu de vue que le champ d'application ratione loci de la loi précitée du 12 janvier 1989 et celui des règles proposées sont différents, en ce sens que la loi du 12 janvier 1989 est relative à des élections se déroulant dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, alors que le livre Ier de la proposition tend à régler des élections qui auront lieu dans la région de langue française et dans la région de langue allemande, en

.../...

ce qui concerne les élections du Conseil régional wallon, et dans la région de langue néerlandaise en ce qui concerne les élections du Conseil flamand (1).

Cette différence présente notamment une importance essentielle en ce qui concerne la désignation de l'autorité compétente pour régler l'emploi des langues en matière électorale : pour la région bilingue de Bruxelles-Capitale, cette compétence appartient au législateur national, statuant à la majorité ordinaire; toutefois, en ce qui concerne les régions de langue française, néerlandaise ou allemande, la désignation de l'autorité compétente doit être effectuée - conformément à la jurisprudence de la Cour d'arbitrage - sur la base de l'article 59bis, § 4, alinéa 2, de la Constitution.

Dans son arrêt n° 26/90 du 14 juillet 1990, la Cour d'arbitrage, statuant sur des recours tendant à l'annulation totale ou partielle de la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen, a jugé en effet :

- que la compétence du législateur national de régler la matière électorale ne comprend pas celle de régler l'emploi des langues dans ce domaine (considérant 10.B.9.);

(1) Voir les dispositions combinées de l'article 9 de la proposition de loi spéciale visant à achever la structure fédérale de l'Etat (Doc. Sénat, 558 (1992-1993), n° 1), l'article 2 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et les articles 3, § 1er, 4 et 5 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966.

- que les opérations électorales constituent une matière administrative au sens de l'article 59bis, § 3, de la Constitution (considérant 10.B.2.), dont il résulte qu'en ce qui concerne les régions de langue française et de langue néerlandaise, les Conseils de communauté (français et flamand) sont en principe compétents, à l'exclusion du législateur, pour régler l'emploi des langues en cette matière;
- qu'en vertu de l'article 59bis, § 4, alinéa 2, le législateur national est seul compétent pour régler l'emploi des langues en matière administrative en ce qui concerne :
 - a) les communes ou groupes de communes contigus à une autre région linguistique et où la loi prescrit ou permet l'emploi d'une autre langue que celle de la région dans laquelle ils sont situés; une loi à majorité spéciale est requise à cet effet;
 - b) les services dont l'activité s'étend au-delà de la région linguistique dans laquelle ils sont établis;
 - c) les institutions nationales et internationales désignées par la loi dont l'activité est commune à plus d'une communauté (considérant 10.B.2.);
- que l'organisation des élections (européennes) n'est pas un service dont l'activité s'étend au-delà de la région

.../...

- linguistique dans laquelle il est établi et n'est pas davantage une institution dont l'activité est commune à plus d'une communauté (considérant 10.B.3.);
- qu'en ce qui concerne l'emploi des langues dans les communes situées (respectivement) dans la région de langue néerlandaise (et dans la région de langue française), en vertu de l'article 59bis, § 4, alinéa 2, de la Constitution, seule la Communauté flamande (ou la Communauté française) est compétente, sauf pour les communes bénéficiant d'un statut particulier en vertu de cette disposition constitutionnelle, pour lesquelles seul le législateur national, prenant sa décision à une majorité spéciale, est compétent.

Il semble, dès lors, devoir être conclu de ce qui précède qu'il y a lieu de supprimer l'article 2 de la proposition, et que le règlement de l'emploi des langues pour les opérations électorales concernées devra être fixé par la Communauté française et par la Communauté flamande pour les communes sans statut linguistique spécial, situées respectivement dans la région de langue française et dans la région de langue néerlandaise, tandis que, pour les communes dotées d'un statut linguistique spécial, ce règlement devra être fixé par le législateur national, statuant à la majorité spéciale.

.../...

Chapitre II. - Dispositions générales relatives à l'élection directe des membres du Conseil flamand et du Conseil régional wallon.

Article 3.

Aux termes de l'alinéa 3, 1^o, de cet article, sont inscrites sur la liste des électeurs, les personnes "qui, à la date à laquelle la liste des électeurs est dressée", réunissent les conditions d'électorat.

Les alinéas 4, 5 et 6 prévoient les cas dans lesquels la liste des électeurs ainsi établie doit être modifiée en raison de circonstances se produisant entre la date à laquelle la liste des électeurs est dressée et le jour de l'élection : radiation des électeurs qui, pendant cette période, ont perdu la nationalité belge ou font l'objet d'une condamnation ou d'une décision emportant dans leur chef soit l'exclusion des droits électoraux, soit la suspension, à la date de l'élection, de ces mêmes droits, d'une part, adjonction à la liste des personnes qui, à la suite d'un arrêt de la cour d'appel ou d'une décision du collège des bourgmestre et échevins, doivent être inscrites comme électeur, d'autre part.

Aux termes de l'article 26, § 1er, proposé, de la loi spéciale du 8 août 1980 (article 9 de la proposition précitée de loi spéciale visant à achever la structure fédérale de l'Etat), les membres du Conseil régional wallon et les membres à élire directement du Conseil flamand sont

.../...

élus par les Belges qui, "au jour de l'élection", sont inscrits dans les registres de la population d'une commune des territoires respectifs de la Région wallonne et de la Région flamande.

Il résulte de cette disposition que la règle inscrite à l'article 3 de la proposition en ce qui concerne l'adaptation des listes électorales, devra être complétée par des dispositions en vertu desquelles seront, d'une part, rayées des listes électorales, les personnes qui, entre la date à laquelle la liste des électeurs est dressée et le jour de l'élection, sont rayées du registre de la population sans être inscrites dans une autre commune de la Région concernée, et en vertu desquelles seront, d'autre part, ajoutées à la liste électorale, les personnes qui sont inscrites, pendant la période visée, dans le registre de la population de la commune et qui, à la date à laquelle les listes des électeurs ont été dressées, n'étaient pas inscrites dans les registres de la population d'une autre commune de la Région.

Article 4.

Par souci d'uniformité dans la terminologie dont il est fait usage dans la proposition précitée de loi spéciale visant à achever la structure fédérale de l'Etat (voir notamment l'article 10 de la proposition), il conviendrait de remplacer, à l'alinéa 2 du paragraphe 1er de la version néerlandaise, le mot "kiesomschrijving" par le mot "kieskring".

.../...

Article 5.

Dans le texte néerlandais de l'alinéa 2, il y aurait lieu d'écrire, sur l'exemple du texte français, "wordt de verwijzing naar artikel 10, § 2, van het Kieswetboek in de artikelen 18 en 19 van dat Wetboek vervangen ..." au lieu de "wordt de verwijzing naar artikel 10, § 2, van het Kieswetboek vervangen ...".

Article 6.

1. L'alinéa 1er de cet article fait référence "au tableau annexé à la présente loi" déterminant les circonscriptions électorales et leur composition.

Eu égard à l'observation générale 6, il conviendrait de remplacer dans cette disposition les mots "au tableau annexé à la présente loi" par les mots "au tableau figurant à l'annexe 2 de la présente loi".

2. A l'alinéa 2, il y aurait lieu de remplacer les mots "définis au tableau de répartition annexé à l'article 87 du Code électoral" par les mots "définis au tableau de répartition visé à l'article 87 du Code électoral".

.../...

Article 7.

Compte tenu de l'observation formulée relativement à l'article 3 de la proposition, il faut inscrire, dans le présent article, une disposition prévoyant la communication des modifications à apporter à la liste électorale et qui résultent soit de la radiation du registre de la population de la commune sans inscription dans les registres d'une autre commune de la Région concernée entre la date à laquelle la liste électorale est dressée et le jour de l'élection, soit de l'inscription dans le registre de la population - pendant cette période - de personnes venant d'une autre Région ou de l'étranger.

Article 9.

1. L'alinéa 2 de cet article a pour objet de mettre un nombre de dépenses électorales (primes d'assurance, frais de déplacement, jetons de présence et indemnités de déplacement) à la charge de la Région wallonne ou de la Région flamande, selon le cas.

Eu égard à la disposition figurant à l'article 115, alinéa 3, de la Constitution, une telle règle ne peut être édictée que par une loi adoptée à la majorité spéciale visée à l'article 1er, dernier alinéa, de la Constitution.

.../...

2. A l'alinéa 1er, on remplacera les mots "l'autorité fédérale" par les mots "l'Etat", dès lors que c'est la personne morale qui est visée.

Article 11.

1. Dans la dernière phrase de l'alinéa 4, il conviendrait de remplacer les mots "Les instructions pour l'électeur, annexées à la présente loi, ..." par les mots "Les instructions pour l'électeur, figurant à l'annexe 1 de la présente loi (modèle I) ...".

2. La dernière phrase de l'alinéa 5, étant une simple redite de la dernière phrase de l'alinéa 1er, doit être omise.

Article 12.

Il est recommandé de préciser, à l'alinéa 3, 2°, que pour l'application de l'article 131 du Code électoral, la référence faite, à l'alinéa 5 de cet article, aux articles 147, 162 et 175 "du Code électoral", est remplacée par une référence aux articles 20, § 4, 23, § 2, et 24, § 3, de la loi proposée.

Les auteurs de la proposition semblent, au demeurant, avoir perdu de vue que l'article 98 de la proposition a modifié en article 179 la numérotation de l'article 175 du

.../...

Code électoral. Il faut mettre en concordance avec cette nouvelle numérotation l'article 131, alinéa 5, du Code électoral - et par là même l'alinéa 3, 2°, du présent article.

Article 14.

Compte tenu de la définition du "Conseil" qui est inscrite à l'article 1er, 2°, de la proposition, il conviendrait de remplacer, à l'alinéa 1er, les mots "renouvellement des conseils régionaux" par les mots "renouvellement du Conseil".

Article 15.

1. Il y aurait lieu de remplacer, dans les alinéas 1er et 2, les mots "l'article 31, § 1er, 1°, de la loi spéciale" et "l'article 31, § 1er, 2°, de la loi spéciale" respectivement par les mots "l'article 31bis, § 1er, 1°, de la loi spéciale" et "l'article 31bis, § 1er, 2°, de la loi spéciale".

2. Par souci de concordance avec la terminologie employée dans les articles 62 et 67 de la proposition, il conviendrait de remplacer, à l'alinéa 3, le mot "domicile" par les mots "résidence principale".

.../...

3. A l'alinéa 7, 1^o, on remplacera les mots "l'article 31bis de la loi spéciale" par les mots "l'article 31ter de la loi spéciale".

Article 17.

1. Il conviendrait de remplacer chaque fois, dans le texte néerlandais du paragraphe 1er, alinéa 1er, et du paragraphe 2, alinéa 1er, le mot "kandidaat-raadsleden" par le mot "kandidaat-titularissen".

2. Pour le motif indiqué dans la deuxième observation relative à l'article 15, il y aurait lieu de remplacer également, à l'alinéa 2 du paragraphe 2, le mot "domicile" par les mots "résidence principale".

3. Il conviendrait de rédiger comme suit la dernière phrase du paragraphe 2, alinéa 2 : "Elle reproduit aussi les instructions pour l'électeur (modèle I) figurant à l'annexe 1 de la présente loi".

Article 18.

1. Au paragraphe 1er, alinéa 1er, et au paragraphe 3, on remplacera chaque fois les mots "l'article 31bis de la loi spéciale" par les mots "l'article 31ter de la loi spéciale".

.../...

2. Au paragraphe 1er, alinéa 1er, on écrira à la fin : "... et selon les modèles (modèles A, B et C) figurant à l'annexe 3 de la présente loi".

Article 19.

1. Au paragraphe 2, alinéa 1er, il conviendrait de remplacer les mots "ainsi que les instructions pour l'électeur, annexées à la présente loi, et ..." par les mots "ainsi que les instructions pour l'électeur, figurant à l'annexe 1 de la présente loi (modèle I), et ...".

2. En ce qui concerne l'alinéa 2 du paragraphe 2, aux termes duquel notamment un exemplaire de la loi spéciale et de la loi proposée est déposé dans la salle d'attente, à la disposition des électeurs, il est éventuellement recommandé de préciser que seules les dispositions de ces lois se rapportant à l'élection doivent être mises à disposition.

Article 20.

Eu égard à la définition inscrite à l'article 1er, 2°, il y aurait lieu de remplacer, dans la phrase introductive du paragraphe 2, les mots "le Conseil flamand et le Conseil régional wallon" par les mots "le Conseil".

.../...

Article 21.

1. En ce qui concerne la référence, faite au paragraphe 1er, alinéas 1er et 2, 2°, à l'article 155 du Code électoral, il a été apparemment perdu de vue que l'article 77 de la proposition a intégré, en son paragraphe 1er, le texte actuellement en vigueur de cet article 155.

Sauf à accueillir la suggestion formulée dans la suite du présent avis, quant à inscrire, sous la forme d'un paragraphe 2, la disposition figurant à l'article 77 de la proposition, à l'article 156 au lieu de l'article 155, il importe d'écrire chaque fois, au paragraphe 1er, alinéas 1er et 2, 2°, "l'article 155, § 1er," au lieu de "l'article 155".

2. Dans le texte néerlandais du paragraphe 1er, alinéa 2, 1°, il conviendrait de remplacer les mots "naar artikel 16, achtste lid" par les mots "naar artikel 161, achtste lid".

3. Par souci d'uniformité dans la terminologie par rapport aux autres dispositions du paragraphe 2, il y aurait lieu, dans la version néerlandaise de la deuxième phrase de l'alinéa 3 de ce paragraphe, d'écrire "eerste ondercategorie" au lieu de "eerste subcategorie".

.../...

Article 25.

1. Cet article, qui règle la procédure de groupement de listes, ne tient pas compte de la possibilité, prévue à l'article 31quater (non : 31ter) proposé de la loi spéciale, selon laquelle, lorsque les circonscriptions électorales coïncident avec les limites des provinces ou dépassent celles-ci, les attributions des bureaux centraux provinciaux sont exercées par un bureau central régional (voir l'article 9, alinéa 2, de l'article 31sexies proposé de la loi spéciale).

2. Il conviendrait de remplacer chaque fois, au paragraphe 1er et au paragraphe 2, alinéa 1er, les mots "l'article 31ter de la loi spéciale" par les mots "l'article 31quater de la loi spéciale".

3. Au paragraphe 3, alinéas 4 et 5, du texte néerlandais, on remplacera respectivement les mots "kiesomschrijvingen" et "omschrijvingen" par le mot "kieskringen". Dans le texte français on écrira "circonscription électorale" au lieu de "circonscription".

Article 26.

Il conviendrait d'écrire "l'article 31quater" au lieu de "l'article 31ter".

.../...

Article 27.

Dans le texte néerlandais de l'alinéa 2, on écrira "op de dag van de verkiezing" au lieu de "voor de dag van de stemming".

Article 28.

1. Eu égard à la définition inscrite à l'article 1er, 2°, de la proposition, il y aurait lieu de remplacer les mots "pour le Conseil flamand et le Conseil régional wallon" par les mots "pour le Conseil".

2. Dans la version néerlandaise du paragraphe 3, on écrira "in twee of meer stemafdelingen van dezelfde gemeente of in verscheidene gemeenten" au lieu de "in twee of meer stemafdelingen van dezelfde gemeente of in dezelfde gemeente".

3. Au paragraphe 4, on remplacera les mots "ne doivent être prises en considération que les élections selon le cas pour le Conseil flamand ou le Conseil régional wallon" par les mots "ne sont prises en considération que les élections pour le Conseil".

.../...

Chapitre III. - Dispositions particulières organisant l'élection simultanée du Conseil flamand, du Conseil régional wallon et du Parlement européen.

Chapitre IV. - Dispositions particulières organisant l'élection simultanée du Conseil flamand, du Conseil régional wallon et des Chambres législatives fédérales.

Observation générale.

Les chapitres III et IV (du titre Ier) du livre Ier de la proposition fixent les modalités relatives aux élections simultanées du Conseil régional wallon et du Conseil flamand, d'une part, et du Parlement européen (chapitre III) ou des Chambres législatives fédérales (chapitre IV), d'autre part.

Aux termes des articles inaugurant respectivement ces chapitres III et IV (articles 29 et 36), ces élections simultanées seront en principe régies par les dispositions des chapitres Ier et II du livre Ier de la proposition relatives à l'élection du Conseil régional wallon et du Conseil flamand, sous réserve des modalités (dérogatoires) prévues aux chapitres III et IV.

C'est notamment par les délais dans lesquels les diverses opérations électorales doivent s'effectuer que les règles énoncées aux chapitres Ier et II concernant l'élec-

.../...

tion des Conseils s'écartent des règles fixées pour l'élection du Parlement européen et des Chambres législatives.

Le Conseil d'Etat n'a pu vérifier, dans le délai qui lui a été imparti et compte tenu de l'ampleur de la proposition, dans quelle mesure ces règles dérogatoires peuvent donner lieu à des difficultés d'application.

Article 29.

Dans le texte néerlandais de cet article, il convient de remplacer respectivement les mots "titels" et "titel" par "hoofdstukken" et "hoofdstuk".

Il y aurait lieu de préciser par ailleurs, dans les deux versions, que les chapitres Ier et II visés sont ceux "(du titre Ier) du livre Ier" de la loi proposée.

La même observation vaut pour l'article 36.

Article 33.

En ce qui concerne la disposition faisant l'objet de l'alinéa 2 du paragraphe 1er, qui prévoit une dérogation à l'article 9 de la proposition, on se reportera à l'observation formulée plus haut à propos dudit article 9.

.../...

Articles 34 et 35.

Aux termes de ces articles, la liste des électeurs belges dressée pour l'élection du Parlement européen tient lieu de liste des électeurs pour le Conseil (article 34) et les lettres portant convocation des électeurs du Conseil valent également pour les élections du Parlement européen, étant entendu qu'il y a lieu d'indiquer dans ces lettres de convocation les mentions complémentaires exigées pour l'élection du Parlement européen (article 35).

Les règles proposées appellent les observations suivantes.

1. Ainsi qu'il ressort de l'article 1er et des sections première et II du chapitre II de la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen, il est dressé deux listes d'"électeurs belges" pour cette élection, à savoir, d'une part, la "liste des électeurs inscrits aux registres de population d'une commune belge ou possédant leur résidence effective sur le territoire d'une commune belge" et, d'autre part, la "liste des électeurs belges ayant leur résidence effective sur le territoire d'un autre Etat membre de la Communauté européenne".

Il va de soi que l'article 34 de la proposition vise uniquement la première de ces listes.

2. Même si la précision susvisée est apportée à l'article 34 de la proposition, cette disposition appelle encore la réserve suivante.

.../...

Aux termes de l'article 1er, § 1er, 3°, de la loi du 23 mars 1989 précitée, il faut, pour être électeur pour le Parlement européen, être inscrit aux registres de la population d'une commune belge.

Il résulte de cette disposition que lorsqu'une personne inscrite sur une liste des électeurs d'une commune est rayée du registre de la population de cette commune entre la date à laquelle la liste des électeurs fut dressée et le jour de l'élection, pour être inscrite dans les registres de la population d'une autre commune belge - fût-elle située sur le territoire d'une autre Région -, cette circonstance ne saurait donner lieu à la radiation sur la liste des électeurs (ni au transfert sur la liste des électeurs de la commune dans laquelle l'intéressé s'est établi entre-temps).

Ainsi qu'il a été relevé sous l'article 3 de la proposition, la circonstance susvisée doit toutefois donner lieu à la modification des listes des électeurs pour l'élection du Conseil régional wallon et du Conseil flamand.

3. Aux termes des articles 11, § 1er, et 16 de la loi du 23 mars 1989, les articles 89bis et 107bis, notamment, du Code électoral s'appliquent aux élections pour le Parlement européen, ce qui emporte que les électeurs inscrits sur les listes des électeurs des communes de Fourons et de Comines-Warneton ont la faculté, en ce qui concerne l'élection pour le Parlement européen, de voter respectivement à Aubel et à Heuvelland et qu'un modèle spécial de lettre de convocation sera adressé à ces électeurs.

.../...

La faculté prérappelée n'existe pas pour les élections du Conseil régional wallon et du Conseil flamand.

Il y aura lieu d'adapter la proposition pour tenir compte des observations qui précèdent, en ce qui concerne non seulement le libellé de la lettre de convocation mais également l'organisation des opérations de vote et des opérations de dépouillement.

Article 40.

Il est recommandé, par souci de conformité avec les dispositions analogues des articles 165, § 2, et 196, § 2, de la proposition, de confier au bureau de dépouillement A visé au paragraphe 2, alinéa 1er, les opérations pour l'élection des Chambres législatives.

Il conviendrait dès lors de rédiger la première phrase de l'alinéa 1er du paragraphe 2 ainsi qu'il suit :

"Les opérations de dépouillement se font, pour l'élection des Chambres législatives fédérales et pour l'élection du Conseil, dans des bureaux de dépouillement distincts dénommés respectivement A et C".

Articles 41 et 42.

A ces articles s'appliquent, moyennant les adaptations nécessaires, les observations 2 et 3 formulées à propos des articles 34 et 35 de la proposition.

.../...

LIVRE II.

Modifications des lois.

TITRE Ier.- Modifications du Code électoral.

Observations générales.

1. Du point de vue de la technique législative, il convient, dans une phrase liminaire, de citer le texte à modifier en mentionnant toutes les modifications antérieures qui demeurent pertinentes. Cette règle n'est pas appliquée dans les articles du présent titre. Il convient par exemple d'écrire, à l'article 49 de la proposition : "L'article 88 du même Code, modifié par la loi du 5 juillet 1976, est remplacé par la disposition suivante :" et, à l'article 52 de la proposition : "L'article 94bis du même Code, inséré par la loi du 4 juillet 1989, ...".

Il va de soi qu'il n'entre pas dans le cadre de la mission du Conseil d'Etat de rechercher systématiquement toutes ces lacunes dans une proposition de l'ampleur du texte qui lui est présentement soumis.

2. Les modifications apportées à la numérotation de textes existants par les articles 83 à 99 de la proposition - même si elles semblent exemptes d'erreurs - appellent les critiques suivantes du point de vue de la technique législative.

La réorganisation des articles 165 à 180 du Code électoral ne devrait pas s'effectuer, eu égard à son

.../...

étendue, en affectant ceux-ci un par un d'une nouvelle numérotation, à plus forte raison lorsque cette opération s'accompagne de modifications apportées au contenu de ces articles et que ces articles sont groupés dans de nouveaux chapitres.

Afin de mettre en évidence les modifications envisagées - et de mieux les préparer, par là même, à la discussion parlementaire - il est souhaitable de reformuler en leur entier les articles 165 à 180 du Code électoral en leur consacrant un seul article de la proposition.

3. Conformément à la terminologie utilisée dans les dispositions constitutionnelles proposées, l'expression "arrondissement électoral" est remplacée, dans le Code électoral, par "circonscription électorale".

Cette nouvelle terminologie n'est cependant pas employée systématiquement dans les dispositions de la législation électorale modifiées par la proposition (voir par exemple les articles 51, 61 et 87), ni dans les nouvelles normes autonomes (voir par exemple l'article 25, § 3). Qui plus est, dans des dispositions qui étendent l'application d'un article du Code électoral moyennant des adaptations, l'ancienne terminologie est encore utilisée, bien que la proposition ait adapté la disposition en question (voir par exemple l'article 146, 1^o, de la proposition, qui cite un terme de l'article 119 du Code électoral, sans tenir compte de la modification terminologique apportée à cet article 119 par l'article 111 de la proposition).

.../...

Il est à noter par ailleurs que, bien qu'annoncée dans les développements, l'habilitation accordée au Roi pour mettre le Code électoral en concordance avec la nouvelle terminologie (p. 23) ne se retrouve aucunement dans le texte de la proposition.

4. La proposition modifie certaines dispositions pour tenir compte de la scission de la province du Brabant et de la situation particulière de l'arrondissement de Bruxelles-Capitale (voir notamment les articles 59 et 98 de la proposition). Les dispositions du Code électoral ne font cependant pas toutes l'objet de pareilles modifications. Les articles 91 et 93 du Code électoral, par exemple, continuent de mentionner uniquement le gouverneur de la province.

Au lieu du procédé fastidieux consistant à compléter systématiquement les mots "gouverneur de la province" par "et le gouverneur de l'arrondissement de Bruxelles-Capitale", les auteurs de la proposition pourraient envisager d'insérer à la fin du Code électoral une disposition portant que le gouverneur de l'arrondissement de Bruxelles-Capitale remplit pour cet arrondissement les missions que ledit Code assigne au gouverneur de la province.

Article 47.

Les mots "conformément au tableau annexé au présent code", qui figurent à l'article 87 proposé, pourraient donner à penser qu'il est fait référence à un tableau préexistant, annexé au Code électoral, alors qu'ils visent

.../...

le tableau faisant l'objet des pages 278 à 297 de la présente proposition.

Sur le modèle des articles 200 et 220, il convient dès lors de compléter le titre Ier du livre II par une disposition par laquelle le tableau actuellement en vigueur en vertu de l'article 87 du Code électoral est remplacé par le nouveau tableau annexé à la proposition. Il y a lieu, par ailleurs, de donner à ce tableau un intitulé adéquat.

Article 48.

1. Aux alinéas 3, 4 et 5 de l'article 87bis proposé, il convient d'écrire, chaque fois, "collège électoral" ou "collèges électoraux" au lieu de "collège" ou "collèges".

2. L'article 53 proposé de la Constitution et le présent article 48, qui assure la mise en oeuvre de ladite disposition constitutionnelle, impliquent l'abrogation, avec effet au prochain renouvellement intégral de la Chambre des Représentants, de la loi du 7 mars 1984 portant répartition des sièges des sénateurs élus directement par le corps électoral entre les arrondissements électoraux et fixant le nombre de sénateurs élus par les conseils provinciaux et par le Sénat, conformément aux résultats du recensement général de la population du 1er mars 1981.

Il est recommandé d'abroger formellement la loi précitée par une disposition à insérer dans le livre V de la proposition, et ce avec effet au prochain renouvellement intégral de la Chambre des Représentants.

.../...

Article 49.

Les mots "composant les circonscriptions électorales", figurant à l'article 88, alinéa 1er, proposé, sont superflus et, de plus, source de confusion. Mieux vaudrait dès lors les supprimer.

Article 51.

1. Pour plus de clarté, il conviendrait de remplacer la totalité de l'alinéa 1er de l'article 94. Il y aurait lieu, dans ce cas, de le rédiger comme suit :

"Au chef-lieu de chaque circonscription électorale pour l'élection des membres de la Chambre des Représentants, il est constitué un bureau principal de la circonscription électorale".

Dans la suite de l'article, il y aura lieu de faire état dès lors, lorsqu'il sera procédé à l'adaptation de la terminologie, du "bureau principal de la circonscription électorale", de "circonscriptions électorales" et du "chef-lieu de la circonscription électorale".

2. A l'alinéa 5 de l'article 94, il y a lieu, eu égard à l'article 48 de la proposition, de supprimer les mots "ou des sénateurs".

.../...

Article 52.

1. Conformément à un usage établi, il convient, dans le texte néerlandais de l'article 94bis, alinéa 2, proposé, de placer la règle relative au collège électoral néerlandais avant celle qui concerne le collège électoral français.

2. L'article 94bis, § 2, proposé prévoit la création de bureaux principaux de province pour l'élection des sénateurs à élire directement. La proposition ne précise toutefois aucunement la composition de ces bureaux.

Si l'intention est de confier les missions dévolues à ces bureaux au bureau principal de la circonscription électorale pour l'élection des membres de la Chambre des Représentants, lequel siège au chef-lieu de la province, il y a lieu - sur le modèle de l'article 115, alinéa 3, proposé, du Code électoral, concernant la mission du bureau central provincial - de l'indiquer expressément à l'article 94bis proposé.

Dans le cas contraire, il y a lieu de compléter la proposition par une disposition fixant la composition de ces bureaux principaux de province.

.../...

Article 55.

Il convient d'améliorer cette disposition comme suit :

"Dans l'article 96, alinéa 2, seconde phrase, du même Code, les mots "au président du bureau principal d'arrondissement" sont remplacés par les mots "au président du bureau principal de la circonscription électorale ainsi qu'au président du bureau principal de collège".

Article 56.

1. Dans le texte français de la phrase liminaire, on écrira "... la phrase introductive est ...".
2. Dans le texte néerlandais, il y a lieu d'écrire "de hoofdbureaus van een (et non : de) kieskring".
3. Si l'intention n'est pas que la tâche des bureaux principaux de province soit effectuée par un bureau principal de circonscription (cf. à ce sujet l'observation relative à l'article 53), l'énumération figurant dans la disposition proposée doit être complétée par la mention de ces bureaux principaux de province. Cette observation s'applique également à l'article 116, § 5, alinéa 3, proposé (article 62 de la proposition).

.../...

Article 57.

Au 3º, il convient d'écrire "abrogé" au lieu de "supprimé".

Article 59.

Si la proposition formulée dans la quatrième observation générale relative au titre Ier du livre II est retenue, cet article peut être supprimé.

Cette observation s'applique également à l'article 98 de la proposition.

Article 60.

Etant donné que, dans la structure du Code électoral, les dispositions relatives à la Chambre des Représentants précèdent généralement celles concernant le Sénat, il est souhaitable d'observer également cet ordre dans les modifications et ajouts envisagés.

Il est dès lors préférable de rédiger l'article 115, alinéa 1er, proposé comme suit :

"Les présentations de candidats doivent être déposées respectivement entre les mains du président du bureau principal de circonscription et du président du bureau principal de collège ...".

Le 2º doit être adapté dans le même sens.

.../...

Article 61.

1. Au 2º, il serait préférable d'écrire : "dans le § 1er, alinéa 3, les mots "dans chaque arrondissement électoral" sont remplacés par les mots "dans chaque circonscription ou collège électoral"".

2. Au 3º, il serait préférable d'écrire : "dans le § 1er, alinéa 5, les mots "des bureaux principaux d'arrondissement" sont remplacés par les mots "des bureaux principaux de circonscription et de collège"".

3. Au 5º, il y a lieu d'écrire "est abrogé" au lieu de "est supprimé".

4. Au 9º du texte néerlandais, il convient de remplacer in fine "de auteur" par "de indiener".

Article 62.

1. Au paragraphe 1er du texte néerlandais de l'article 116 proposé, il y a lieu d'écrire in fine "hetzij door ten minste drie aftredende leden".

.../...

2. L'expression "cinq mille électeurs ... inscrits dans une quelconque des cinq provinces" employée au paragraphe 2 est ambiguë, dès lors qu'elle ne fait pas apparaître que les cinq mille électeurs visés ne doivent pas appartenir à une même province. En outre, il est inexact d'écrire que des candidats appartiennent à un collège électoral. Pour ces raisons, il convient de réécrire le paragraphe 2 proposé.

3. Il y a lieu de réécrire la première phrase du paragraphe 3 comme suit :

"La présentation est remise au président du bureau principal de circonscription ou au président du bureau principal de collège, soit par une des trois personnes que les candidats désignent parmi les électeurs visés aux §§ 1er et 2, soit par un des deux candidats désignés par les parlementaires présents".

Pour le motif indiqué dans l'analyse de l'article 60, il convient de mentionner également dans la dernière phrase du paragraphe 3 le bureau principal de circonscription avant le bureau principal de collège.

4. Compte tenu de ce que la disposition du paragraphe 4, alinéa 3, doit également s'appliquer aux sigles qui ont fait l'objet d'une protection lors d'élections pour le

.../...

Conseil flamand et d'élections pour le Conseil de la Communauté germanophone, il y a lieu d'écrire "Conseils communautaires et régionaux" au lieu de "Conseils régionaux".

Article 63.

Etant donné que, selon l'article 87bis proposé du Code électoral (article 48 de la proposition), les deux collèges électoraux pour le Sénat comporteront chacun deux circonscriptions électorales, il n'est plus correct de disposer que "nul ne peut être candidat en même temps dans plus d'un arrondissement électoral (lire conformément à la nouvelle terminologie : circonscription électorale)". L'article 118, alinéa 2, du Code électoral doit dès lors être adapté.

Article 66.

Il convient de préciser dans l'article 119quater proposé qu'il s'agit de la disposition de "l'article 116, § 4, alinéa 5, deuxième phrase".

Article 67.

Par souci de concordance avec l'article 116, § 4, alinéa 1er, proposé (article 62 de la proposition), il convient de ne remplacer, à l'article 123, alinéa 3, 4°, du

.../...

Code électoral, que le mot "domicile" par les mots "résidence principale" (les mots "et adresse complète" doivent donc être maintenus), alors qu'à l'article 127, alinéa 2, du même Code, le mot "domicile" doit être remplacé par les mots "résidence principale".

Article 68.

Dans la seconde phrase du texte néerlandais, il y a lieu d'écrire : "Voor de verkiezing voor de Senaat ...".

Article 69.

1. Selon les développements relatifs à la proposition (p. 28), la procédure organisée par cet article est instaurée sur l'exemple des dispositions de la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen.

Il convient toutefois de signaler que, contrairement au régime figurant à l'article 22, 5°, de la loi précitée du 23 mars 1989 - qui prévoit une procédure de recours contre des décisions du bureau principal de collège prise sur la réclamation d'un candidat -, la procédure présentement proposée vise des décisions que le bureau principal de collège peut également prendre de manière autonome.

Il incombe au législateur de juger si les deux textes normatifs ne devraient pas être mieux harmonisés.

.../...

2. Comme à l'article 119quater proposé (article 66 de la proposition), il convient également de préciser à l'article 125quinquies, alinéa 1er, proposé qu'il s'agit de candidats qui n'ont pas satisfait au prescrit de "l'article 116, § 4, alinéa 5, deuxième phrase".

Il serait en outre plus correct d'écrire à l'alinéa 2 "une chambre française ou néerlandaise du Conseil d'Etat", l'institution comptant plusieurs chambres françaises et plusieurs chambres néerlandaises.

Article 70.

1. Au paragraphe 1er, alinéa 4, de l'article 128 proposé, il y a lieu d'écrire dans le texte néerlandais "opvolgers" (au pluriel).

2. Au paragraphe 2, alinéa 3, il convient d'écrire "des bureaux principaux de province de son ressort" au lieu de "des bureaux centraux provinciaux de son ressort" et, au paragraphe 2, alinéa 4, chaque fois "collège électoral" au lieu de "collège".

3. Au paragraphe 2, alinéa 4, il y a lieu de préciser que le bulletin de vote doit être "établi conformément aux modèles II d), II e) et II f) annexés au présent Code".

.../...

A la fin du titre Ier du livre Ier, la proposition doit en outre être complétée par une disposition distincte aux termes de laquelle les modèles visés sont annexés au Code électoral en remplacement des modèles actuels.

Les mêmes observations doivent être formulées, mutatis mutandis, à l'égard du paragraphe 3 en ce qui concerne les modèles de bulletins de vote pour l'élection des membres de la Chambre des Représentants.

Article 73.

En ce qui concerne cet article, on se reportera à l'observation faite sous l'article 9.

Article 74.

Aux termes de l'actuel article 132 du Code électoral, lors des élections pour le renouvellement intégral de la Chambre des Représentants ou du Sénat, les candidats d'une liste peuvent, avec l'assentiment des personnes qui les ont présentés, déclarer former groupe, au point de vue de la répartition des sièges, avec les candidats, nominativement désignés, de listes présentées dans d'autres arrondissements électoraux (lire actuellement : d'autres circonscriptions électorales) de la même province.

La proposition supprime à juste titre la faculté d'apparentements pour les élections du Sénat, les apparen-

.../...

ments n'étant plus compatibles avec les règles désormais en vigueur pour ces élections.

L'article 132 doit toutefois être également adapté dans la mesure où il concerne les élections pour la Chambre des Représentants, sinon des groupements de listes déposées dans la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde, d'une part, et de listes déposées dans la circonscription électorale de Nivelles ou de listes déposées dans la circonscription électorale de Louvain, d'autre part, - possibilités que les auteurs de la proposition ne veulent manifestement pas exclure (voyez l'article 60 de la proposition) - ne seraient plus admis à partir du 1er janvier 1995, dès lors qu'à compter de cette date, la province de Brabant sera scindée en une province du Brabant wallon et une province du Brabant flamand et qu'en outre, l'arrondissement administratif de Bruxelles ne fera plus partie d'aucune province.

Article 77.

Il serait plus logique d'apporter, à l'article 156 du Code électoral, les modifications proposées à l'article 155 de ce Code.

.../...

Article 79.

Dans l'article 161bis, alinéa 1er, proposé, il convient d'écrire "le bureau principal de province" au lieu de "le bureau central provincial".

Article 83.

Si la suggestion, qui est formulée ci-dessus dans la deuxième observation générale sous le titre Ier du livre II et qui vise à remplacer intégralement les articles 165 à 180 du Code électoral, n'est pas retenue, il convient de rédiger l'article 83 comme suit :

"Dans le titre IV du même Code, il est inséré, après l'article 164, l'intitulé suivant :

"Chapitre 5.

De la répartition ...".

Il serait pour le moins surprenant alors que le premier article de ce nouveau chapitre soit l'article 165 que la proposition abroge (article 112, 2°).

La proposition formulée relativement à la rédaction de l'article 83 vaut également mutatis mutandis pour les articles 85 (portant erronément la numérotation 84), 89 et 95.

.../...

Article 85.

1. La numérotation de cet article doit être modifiée en article 86.

2. L'article 174 du Code électoral devra également être complété par une disposition prévoyant qu'à partir du 1er janvier 1995, en cas de groupements de listes déposées dans la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde, d'une part, et de listes déposées dans la circonscription électorale de Nivelles ou dans la circonscription électorale de Louvain, d'autre part, pour l'élection de la Chambre des Représentants, la répartition des sièges et la désignation des élus ne seront pas effectuées par un bureau central provincial mais bien par le bureau principal de la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde.

Article 87.

Au 2^o, il convient d'écrire "circonscription électorale" au lieu de "circonscription".

Article 93.

Sans préjudice des critiques émises dans la deuxième observation générale formulée sous le titre Ier du livre II à propos des modifications de numérotation et des réaménagements des articles 165 à 180 du Code électoral, il est proposé d'améliorer la rédaction de l'article 93 comme suit :

.../...

"L'article 178 du même Code en devient l'article 175 et est remplacé par la disposition suivante :

"Le bureau central provincial ...".

Article 101.

1. Cette disposition vise manifestement à régler, en exécution de l'article 53, § 6, alinéa 2, proposé de la Constitution, l'élection des sénateurs visés au paragraphe 1er, 3^o à 5^o, de l'article précité de la Constitution, à savoir les sénateurs communautaires.

2. Vu les articles 34 et 46 de la Constitution, aux termes desquels chaque Chambre vérifie les pouvoirs de ses membres et détermine, par son règlement, le mode suivant lequel elle exerce ses attributions, il n'appartient pas au législateur de fixer un délai dans lequel les sénateurs élus directement doivent procéder à la vérification de leurs pouvoirs.

La première phrase de l'article 211, § 1er, alinéa 1er, proposé doit dès lors être supprimée.

Le législateur pourrait néanmoins fixer un délai dans lequel, après la vérification des pouvoirs, il y a lieu d'engager la procédure pour l'élection des sénateurs communautaires.

.../...

La même critique vaut mutatis mutandis dans la mesure où l'article 213 proposé (article 103 de la proposition) dispose que l'assemblée des sénateurs élus directement et des sénateurs de communauté procède "sans délai" à la vérification des pouvoirs des sénateurs de communauté.

3. Aux termes de l'article 53, § 1er, 3^o à 5^o, proposé, de la Constitution, les sénateurs de communauté sont "désignés par" le Conseil de la Communauté française, le Conseil flamand et le Conseil de la Communauté germanophone "en leur sein". L'article 53, § 4, alinéa 2, dispose en outre que "pour la désignation des sénateurs visés au § 1er, 3^o et 4^o, sont uniquement prises en considération les listes sur lesquelles au moins un sénateur visé au § 1er, 1^o et 2^o, est élu et pour autant qu'un nombre suffisant de membres élus sur ces listes siègent, selon le cas, au sein du Conseil flamand ou du Conseil de la Communauté française".

3.1. La disposition inscrite à l'article 53, § 4, alinéa 2, proposé, de la Constitution, aux termes de laquelle sont uniquement pris en considération pour une désignation comme sénateur de communauté, les membres du Conseil de la Communauté française ou du Conseil flamand qui sont élus sur une liste "sur laquelle au moins un sénateur ... est élu (directement)", ne peut manifestement s'entendre de manière littérale. En effet, les membres du Conseil de la Communauté française et du Conseil flamand sont élus directement, conformément à la réforme proposée, (soit en cette qualité, soit en tant que membre du Conseil

.../...

régional), et il s'ensuit notamment que les listes destinées à l'élection directe de ces membres et celles destinées à l'élection des sénateurs visés à l'article 53, § 1er, 1^o et 2^o, de la Constitution, ne sont en aucune manière identiques. Il s'agit au demeurant d'élections distinctes qui ne seront en général même pas organisées simultanément.

La disposition concernée de la Constitution peut tout au plus signifier qu'afin d'être pris en considération pour être désigné comme sénateur de communauté, le membre concerné du Conseil de la Communauté française ou du Conseil flamand doit être élu sur une liste de la même tendance politique que la liste sur laquelle un sénateur au moins a été élu directement.

L'article 211, § 3, proposé, tente de résoudre ce problème en conférant, aux sénateurs d'une même liste élus directement, le droit de désigner, selon le cas, tous les élus du Conseil de la Communauté française ou du Conseil flamand qui font "partie de la formation politique dont la liste se revendique".

Cette disposition est inadéquate, dès lors qu'il est impossible de déterminer d'un point de vue juridique si les élus de deux organes politiques totalement distincts "font" ou non "partie" de la "formation politique dont la liste se revendique".

Pour être satisfaisante, la disposition devrait pour le moins être complétée par la double condition que tous les élus ainsi désignés soient élus sur une même liste

.../...

et qu'ils confirment tous, ou en tout cas que la majorité d'entre eux confirment leur appartenance "à la même formation politique" que les sénateurs qui les ont désignés.

A fortiori il ne convient pas de faire état, dans les paragraphes 4 et 6 de l'article 211 proposé, de "sénateurs de communauté désignés par la formation politique dont la liste se revendique (sic)".

Reste à savoir, enfin, pour quel motif les désignations visées à l'article 211, § 3, proposé, doivent apparemment être signées par tous les sénateurs élus directement de la liste concernée, alors qu'en ce qui concerne la présentation des candidats sénateurs cooptés, la signature d'une majorité des membres du groupe concerné suffit (voir l'article 220, alinéa 3, proposé - article 106 de la proposition).

3.2. Quant aux cas dans lesquels le nombre d'élus d'un même groupe politique qui siège au Conseil de communauté concerné, excède le nombre de sénateurs de communauté pouvant être désignés parmi ces élus, subsiste par ailleurs la question de savoir comment il faudra procéder à cette désignation.

La prescription figurant à l'article 53, § 1er, 3^o et 4^o, de la Constitution, selon laquelle les sénateurs visés doivent être désignés "par" le Conseil de communauté concerné, implique que la désignation est exclusivement de la compétence du Conseil de communauté, alors que la condition selon laquelle les sénateurs à désigner doivent

.../...

appartenir à un groupe politique déterminé présuppose, quant à elle, que le groupe concerné doit prendre une part importante dans cette désignation.

Il va apparemment sans dire que les propositions devront à tout le moins être faites par le groupe concerné. Il est permis de supposer, par ailleurs, que le groupe statuera à ce propos à la majorité simple. Faudra-t-il toutefois statuer ou non au scrutin secret ? Les propositions d'un groupe devront-elles être ultérieurement entérinées par le Conseil réuni en assemblée plénière ? Et, dans l'affirmative, comment faudra-t-il procéder en cas de rejet d'une proposition par le Conseil ?

Il importe de compléter les dispositions proposées sur tous ces points.

3.3. En poursuivant l'élaboration des dispositions qui doivent être inscrites à l'article 211 proposé, il y aura lieu de veiller cependant à ne pas rendre impossible tant l'application de l'article 53, § 3, de la Constitution que celle des décrets qui seraient édictés conformément à l'article 53, § 6, alinéa 2, de la Constitution. Il s'agit, d'une part, de la disposition constitutionnelle qui réserve un nombre minimum de mandats de sénateur à des personnes ayant leur domicile dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, et d'autre part, des décrets par lesquels le Conseil de la Communauté française ou le Conseil flamand décideraient, en application de l'article 51 de la loi spéciale du 8 août 1980 (article 30 de la proposition de loi spéciale visant à achever la structure fédérale de l'Etat)

.../...

proposé en exécution de l'article 53, § 6, alinéa 2, que les sénateurs de communauté doivent être désignés en partie par les membres élus directement du Conseil et en partie par les membres du Conseil qui sont également membres du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale.

4. Le rôle dévolu aux sénateurs de communauté - qui est d'assurer une liaison entre le Sénat et les Conseils de communauté - emporte la nécessité de les désigner à nouveau non seulement après chaque renouvellement du Sénat, mais également après chaque renouvellement des Conseils de communauté.

Il faudrait faire figurer également cette règle de manière explicite dans l'article 211 proposé.

5. Au paragraphe 2 de l'article 211 proposé, il conviendrait d'écrire chaque fois "collège électoral" au lieu de "collège".

6. Enfin, il importe en outre d'observer que la proposition omet d'exécuter le dernier alinéa de la disposition transitoire de l'article 53 proposé de la Constitution.

Aux termes de cette disposition, il incombe au législateur de fixer les conditions que le Sénat sera appelé à prendre en compte s'il doit pourvoir, après le 31 décembre 1994, au remplacement d'un sénateur qui a été élu par le Conseil provincial du Brabant.

.../...

Article à insérer entre les articles 106 et 107.

Contrairement à l'actuel article 222 du Code électoral, la proposition ne prévoit pas le cas où un sénateur coopté cesse de faire partie du Sénat avant l'expiration de son mandat.

Il convient de compléter la proposition sur ce point.

Article 107.

Il semble opportun de compléter l'article 233 du Code électoral par des règles concernant les membres de la Chambre des Représentants et les sénateurs visés par l'article 53, § 1er, 1^o, 2^o, 6^o et 7^o, proposé, de la Constitution, qui sont élus membres d'un Conseil de communauté ou de région, ainsi que par des règles relatives aux membres d'un Conseil de communauté ou de région qui sont élus membres de la Chambre des Représentants ou sénateurs au sens de l'article 53, § 1er, 1^o, 2^o, 6^o et 7^o, de la Constitution.

Article 110.

La disposition modifiée de l'article 239 du Code électoral n'est pas l'alinéa 2 mais le dernier membre de phrase de l'alinéa unique de cet article. On écrira dès lors : "L'article 239, dernier membre de phrase, du même Code ...".

.../...

Articles 111 et 112.

En ce qui concerne ces articles, on se reportera à la cinquième observation générale formulée à propos de l'ensemble de la proposition.

Par ailleurs, il est à noter que, pour le motif énoncé lors de l'examen de l'article 60, il est souhaitable de mentionner le bureau principal de circonscription avant le bureau principal de collège.

TITRE III. - Modification de la loi du 6 août 1931 établissant des incompatibilités et interdictions concernant les Ministres, (anciens Ministres) et Ministres d'Etat, ainsi que les membres et anciens membres des Chambres législatives.

1. Tant dans l'intitulé du titre III qu'à l'article 115 de la proposition, il y a lieu d'écrire, dans le texte français, "... Ministres, anciens Ministres et Ministres d'Etat ..." et, dans le texte néerlandais, "... de wet van 6 augustus 1931 houdende vaststelling van de onverenigbaarheden ...".

2. Dans le texte que l'article 116 de la proposition insère dans la loi du 6 août 1931, il convient d'écrire "Art. 1er bis" au lieu de "Art. 1er".

.../...

3. A la fin de l'article 1er (lire : de l'article 1er bis) inséré par l'article 116 de la proposition, il convient d'adapter la référence à l'article 222 du Code électoral, abrogé par l'article 112, 2°, de la proposition, en tenant compte de la suite qui aura été donnée à l'observation formulée plus haut - après les observations sous l'article 101 - relativement à cette disposition du Code électoral.

4. Aux termes de la disposition transitoire faisant l'objet de l'article 36 proposé de la Constitution, l'alinéa 2 de cet article, que les articles 115 et 116 de la proposition tendent à mettre en oeuvre, entre en vigueur "à partir du prochain renouvellement intégral de la Chambre des Représentants". Il serait dès lors logique de faire entrer en vigueur à la même date les articles 115 et 116 de la proposition.

TITRE IV.- Modifications de la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone et de la loi du 6 juillet 1990 réglant le mode d'élection (lire : les modalités de l'élection) du Conseil de la Communauté germanophone.

Chapitre Ier.- Modifications de la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone.

Observations générales.

1. Les articles proposés comprennent de nombreuses références à des dispositions de la loi spéciale du 8 août

.../...

1980 de réformes institutionnelles et de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, dont la modification est envisagée par la proposition de loi spéciale visant à achever la structure fédérale de l'Etat. La numérotation des dispositions susmentionnées n'étant dès lors pas encore définitivement arrêtée, il faudra veiller à assurer la concordance entre la numérotation définitive des articles desdites lois spéciales et les dispositions de la présente proposition qui rendent ces articles applicables par analogie.

2. Compte tenu de la technicité des dispositions relatives au financement, il serait utile de compléter les développements par des tableaux chiffrés permettant de mesurer l'impact financier de chacune des mesures proposées (1).

Article 117.

Il convient d'indiquer que l'article 5 de la loi du 31 décembre 1983 a été modifié par la loi du 18 juillet 1990. Il y a lieu de citer par ailleurs, dans le texte français, la loi du 31 décembre 1983 avec son intitulé complet.

(1) Voir dans le même sens l'avis du Conseil d'Etat sur la proposition de loi spéciale visant à achever la structure fédérale de l'Etat (Doc. Sénat, 558 (1992-1993), n° 2, p. 30).

Article 119.

Il y a lieu d'indiquer que l'article 10 de la loi du 31 décembre 1983 a été modifié par la loi du 18 juillet 1990.

Article 123.

Il convient de préciser que l'article 56 de la loi du 31 décembre 1983 a été modifié par la loi du 18 juillet 1990. Dans la phrase liminaire, il peut suffire d'utiliser les mots "de la même loi".

Article 124.

Il y aurait lieu de rédiger la phrase liminaire ainsi qu'il suit : "L'article 58 de la même loi, modifié par la loi du 18 juillet 1990, est ...". Il conviendrait d'aligner le texte néerlandais sur le texte français en insérant à l'alinéa 1er les mots "van 1989" après les mots "In de Rijksbegroting".

Article 125.

La référence au "§ 2, 1º", figurant à l'article 58bis, § 3, proposé, se rapporte sans doute à l'une des deux quotités évoquées au paragraphe 2 de cet article. Ce paragraphe 2 n'étant cependant pas divisé en 1º et 2º, il y a lieu d'écrire "§ 2" au lieu de "§ 2, 1º".

.../...

Article 126.

1. La référence à l'article 58bis, § 2, 2^o, introduite au paragraphe 1er de l'article 58ter proposé, appelle la même observation que celle formulée sous l'article 125. On écrira dès lors "l'article 58bis, § 2".

2. Au début du paragraphe 2, alinéa 2, il conviendrait d'écrire : "Le pourcentage de la croissance réelle du produit national brut visé à l'alinéa précédent ...".

3. Au paragraphe 4, il y a lieu, dans le texte néerlandais, de remplacer systématiquement le mot "bekomen" par le mot "verkregen" et le mot "weerhouden" par les mots "in aanmerking genomen".

Article 127.

1. Dans le texte néerlandais de la phrase liminaire, on écrira "artikel 58quater" au lieu de "artikel 58ter".

2. A l'alinéa 1er de l'article 58quater proposé, il y aurait lieu d'écrire "un montant supplémentaire" afin de mieux souligner la distinction avec l'article précédent. Dans le texte néerlandais, on écrira "vastgesteld" au lieu de "bepaald".

.../...

3. A la fin de la disposition proposée, il convient de supprimer les mots "de cette loi".

Article 128.

Au paragraphe 1er, 1^o, de l'article 58quinquies proposé, il convient d'écrire "article 58bis, § 2" (voyez l'observation formulée sous l'article 125).

Article 129.

1. Il y a lieu d'indiquer que l'article 59 de la loi du 31 décembre 1983 a été modifié par la loi du 18 juillet 1990.

2. Vu les modifications que la proposition de loi spéciale visant à achever la structure fédérale de l'Etat envisage d'apporter à la loi spéciale de financement du 16 janvier 1989, il apparaît que dans l'énumération des articles de la loi de financement précitée rendus applicables à la Communauté germanophone moyennant les adaptations nécessaires, le renvoi à l'article 6, § 1er, alinéa 1er, doit disparaître et que le renvoi à l'article 10 doit être limité au paragraphe 3 de cet article.

.../...

3. L'article 59 proposé déclare notamment les dispositions relatives à la redevance radio et télévision qui feront l'objet de l'article 5bis de la loi spéciale de financement (1) applicables à la Communauté germanophone, moyennant les adaptations nécessaires.

Il serait par conséquent logique de déclarer également applicable l'article 53 de la loi de financement, tel qu'il sera modifié conformément à l'article 79 de la proposition de loi spéciale précitée : aux termes du 1^obis, à insérer dans l'alinéa 1er de cet article 53, le Budget des Voies et Moyens détermine en effet "les montants de l'impôt visé à l'article 5bis, tels qu'ils sont établis par Communauté".

Chapitre II. - Modifications de la loi du 6 juillet 1990 réglant le mode d'élection (lire : les modalités de l'élection) du Conseil de la Communauté germanophone.

Article 131.

Comme l'indiquent les développements (p. 43), la modification que le présent article entend apporter à l'article 3, § 3, de la loi du 6 juillet 1990 précitée vise à mettre fin à "l'anomalie" à laquelle donnait lieu le texte en vigueur de ce paragraphe 3 et qui impliquait "que les

(1) Voyez l'article 66 de la proposition de loi spéciale précitée.

électeurs normalement convoqués sur base de la liste des électeurs et qui, après que cette liste avait été dressée, avaient fixé leur résidence dans une commune ne faisant pas partie de la Communauté germanophone", n'étaient pas admis au vote et s'étaient ainsi déplacés pour rien.

A cet effet, toujours selon les développements, la proposition inclut au paragraphe 3 une disposition analogue à celle du Code électoral; désormais, sont seuls rayés de la liste des électeurs, les électeurs qui, entre la date à laquelle cette liste est dressée et le jour de l'élection, "sont rayés des registres de population en Belgique".

En ce qui concerne cette justification, il convient de souligner que le parallélisme établi entre les élections pour le Conseil de la Communauté germanophone et celles pour les Chambres législatives fédérales ne tient pas et qu'au contraire, le régime actuellement en vigueur, qui n'admet à l'élection pour ce Conseil que les électeurs qui au jour des élections sont inscrits dans les registres de la population d'une commune de la région de langue allemande, s'inscrit entièrement dans le prolongement du principe de la territorialité appliqué aux élections pour l'assemblée législative d'une entité régionale et est par ailleurs conforme aux dispositions de l'article 26, § 1er, proposé de la loi spéciale du 8 août 1980, aux termes duquel les membres du Conseil régional wallon et les membres du Conseil flamand à élire directement sont élus par les Belges qui, au jour de l'élection, sont inscrits respectivement dans les registres de la population d'une commune du territoire de la Région wallonne ou de la Région flamande.

.../...

Le 2^o du paragraphe 3 proposé devrait dès lors être rédigé comme suit :

"2^o soit ont cessé de satisfaire à la condition fixée au § 1er, 3^o;".

En outre, il conviendrait de prévoir la faculté d'ajouter à la liste des électeurs les personnes qui, entre la date de l'établissement de la liste des électeurs et le jour des élections, sont inscrites dans le registre de la population d'une commune de la région de langue allemande et qui viennent de l'extérieur de cette région linguistique (voyez l'observation formulée sous l'article 3 de la proposition).

Article 133.

1. Au 1^o, il convient de préciser que le texte vise le remplacement des alinéas 3 et 4 "du § 1er" de l'article 7.

2. Il y a lieu de profiter de la modification proposée de l'article 7 pour prévoir également à l'alinéa 1er du paragraphe 1er l'hypothèse visée à l'article 6, § 2, alinéa 2, de la loi du 6 juillet 1990 selon laquelle le collège électoral est convoqué sur décision du Conseil.

.../...

Article 134.

Par souci de clarté, il convient de rédiger la phrase liminaire de cet article comme suit :

"Au chapitre Ier du titre III de la même loi, il est inséré un article 7bis (nouveau), rédigé comme suit :".

Article 137.

Dans le texte néerlandais de l'article 10, alinéa 5, proposé, il convient de remplacer les mots "Deze brieven overeenkomstig het model ..." par "Deze brieven, die worden opgemaakt overeenkomstig het model ..."

Article 139.

En ce qui concerne la disposition de l'article 13, § 1er, 1^o, proposé, aux termes de laquelle sont rayées de la liste des électeurs, les personnes qui "ont été rayées des registres de population en Belgique", il est renvoyé à l'observation formulée sous l'article 131 de la disposition.

La présente disposition devra être adaptée compte tenu de la suite qui sera réservée à l'observation relative à l'article 131.

.../...

Article 144.

L'article 22, alinéa 5, proposé prévoit la faculté d'interdire l'utilisation d'un sigle "qui a fait l'objet d'une protection lors d'une élection antérieure pour le renouvellement du Conseil, des Chambres législatives ou du Parlement européen".

Le texte soulève la question de savoir s'il n'y a pas également lieu de prévoir cette même faculté en ce qui concerne un sigle qui a fait l'objet d'une protection lors d'une élection antérieure du Conseil régional wallon.

Article 146.

En ce qui concerne la disposition de l'article 24, § 1er, alinéa 2, 1^o, proposé (article 146, 1^o, de la proposition), aux termes de laquelle il y a lieu de lire, dans les alinéas 1er et 4 de l'article 119 du Code électoral, "bureau principal de la circonscription" au lieu des mots "bureau principal d'arrondissement", il convient de signaler que l'article 111 de la proposition vise à remplacer les mots "bureau principal d'arrondissement" dans la disposition visée du Code électoral par "bureau principal de collège ou de circonscription".

.../...

Une observation analogue peut être formulée quant à l'article 24, § 3, alinéa 2, 1^o, proposé (article 146, 2^o, de la proposition).

Article 150.

A l'alinéa 1er de l'article 29 proposé, il convient de remplacer les mots "Sont à la charge de l'autorité fédérale" par "Sont à la charge de l'Etat".

Article 152.

Dans le texte néerlandais de l'article 45, § 4, proposé (article 152, 2^o, de la proposition), il y a lieu d'écrire "op de dag van de verkiezing" au lieu de "voor de dag van de stemming".

Article 153.

Dans le paragraphe 6 proposé de l'article 49, il y a lieu de remplacer les mots "ne doivent être prises en considération que les élections pour le Conseil" par "ne sont prises en considération que les élections pour le Conseil".

.../...

Articles 154 à 167.

En ce qui concerne ces articles, il est renvoyé à l'observation générale formulée à propos des chapitres III et IV du livre Ier.

Article 155.

Dans le texte néerlandais, il convient de remplacer à la fin de l'article 51 proposé les mots "onder voorbehoud van de modaliteiten die in de onderhavige titel zijn aangegeven" par "onder voorbehoud van de nadere regels vastgesteld in deze titel". Cette observation s'applique également à l'article 162.

Article 156.

A l'instar de l'article 24 de la loi du 12 janvier 1989 réglant les modalités de l'élection du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale, il convient d'adapter la rédaction de l'article 52 proposé de manière telle qu'il soit clair :

- que les bureaux principaux de canton visés à l'article 11 (de la loi du 6 juillet 1990) sont scindés en un bureau A et un bureau B;
- que les bureaux A sont affectés à l'élection du Parlement européen et que les bureaux B le sont à l'élection du

.../...

Conseil de la Communauté germanophone et du Conseil régional wallon;

- que les présidents des bureaux principaux de canton visés à l'article 11, §§ 2 et 3, assurent la présidence des bureaux A : en d'autres termes le président du tribunal de première instance d'Eupen préside le bureau A à Eupen et le juge de paix de Saint-Vith préside le bureau A à Saint-Vith; et
- que le bureau B à Eupen est présidé par le juge de paix d'Eupen et que le bureau B à Saint-Vith l'est par le juge de paix suppléant de Saint-Vith.

Article 157.

L'alinéa 1er de l'article 53 proposé qui prévoit la faculté d'attribuer le même sigle et le même numéro d'ordre que ceux conférés au niveau national à des listes présentées pour l'élection du Parlement européen, soulève la question de savoir si cette possibilité ne doit pas également être prévue en ce qui concerne le sigle et le numéro d'ordre conférés à des listes présentées pour l'élection du Conseil régional wallon.

Une observation analogue peut être formulée à propos de l'alinéa 1er de l'article 59 (nouveau) de la loi du 6 juillet 1990 figurant à l'article 164 de la proposition.

.../...

Article 158.

A l'alinéa 2 du paragraphe 1er de l'article 54 proposé, il convient de remplacer les mots "bureaux de canton" par "bureaux principaux de canton".

Article 159.

Vu l'observation formulée à propos de l'article 131 de la proposition, il y a lieu d'appliquer mutatis mutandis à la présente disposition l'observation 2 formulée à propos des articles 34 et 35 de la proposition.

Cette observation s'applique également à l'article 166 de la proposition.

Article 163.

En ce qui concerne la rédaction de cet article, il est renvoyé aux observations qui ont été formulées à propos de l'article 156 et qui s'appliquent ici mutatis mutandis.

.../...

TITRE V. - Modifications de la loi du 12 janvier 1989
réglant les modalités de l'élection du Conseil
de la Région de Bruxelles-Capitale.

Article 168.

1. Les dispositions visées au 1^o du présent article et appelées à compléter l'article 3 de la loi précitée du 12 janvier 1989 ont pour objet de prévoir les cas dans lesquels la liste des électeurs doit être adaptée en raison de circonstances se produisant entre la date d'établissement de cette liste et la date de l'élection.

Les dispositions proposées ne visent toutefois que les cas où la liste des électeurs doit être adaptée par radiation des électeurs qui, au cours de la période susvisée, ont perdu la nationalité belge ou ont fait l'objet d'une condamnation ou d'une décision emportant dans leur chef soit l'exclusion des droits électoraux, soit la suspension, à la date de l'élection, de ces mêmes droits.

Eu égard à ce que dispose l'article 13 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, aux termes duquel sont électeurs pour le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale, les Belges "inscrits au registre de la population d'une commune de la Région de Bruxelles-Capitale" et compte tenu notamment de l'observation faite ci-avant à propos de l'article 3 de la proposition, il convient de compléter les règles proposées par des dispositions en vertu desquelles, d'une part, sont radiées des listes d'électeurs les personnes qui, entre la

.../...

date où la liste est établie et le jour de l'élection, sont rayées du registre de la population de la commune sans être réinscrites dans une autre commune de la Région, et, d'autre part, sont ajoutées à la liste des électeurs les personnes qui, au cours de ladite période, sont inscrites dans le registre de la population de la commune et qui, au moment de l'établissement des listes d'électeurs, n'étaient pas inscrites au registre de la population d'une autre commune de la Région.

2. Il y a lieu de profiter de la modification envisagée à l'article 3 pour mentionner également, à l'alinéa 2, l'hypothèse visée à l'article 15, alinéa 2, de la loi spéciale précitée du 12 janvier 1989, dans laquelle le collège électoral est convoqué sur la décision du Conseil.

3. Il convient en outre de supprimer au 2° les mots "qui devient l'alinéa 7".

Article 169.

1. Vu la définition de la "loi spéciale" donnée à l'article 1er, 1°, de la loi du 12 janvier 1989, il suffit, au paragraphe 1er de l'article 3bis proposé, de faire référence à "l'article 15 de la loi spéciale", la date et l'intitulé de cette loi pouvant être omis.

.../...

2. A la fin du texte néerlandais du paragraphe 1er, alinéa 1er, de l'article 3bis proposé, il manque les mots "bij aangetekend schrijven een aanvraag richten aan de burgemeester" entre les mots "houdende samenroeping van het kiescollege" et "en die er zich schriftelijk toe verbinden".

3. Dans le texte néerlandais de l'alinéa 4 du paragraphe 1er proposé, les mots "Indien een politieke partij een kandidatenlijst voordraagt" sont à remplacer par "Indien een politieke partij geen kandidatenlijst voordraagt".

Article 171.

Pour des raisons de légistique formelle, il vaudrait mieux rédiger cet article comme suit :

"A l'article 4, alinéa 2, de la même loi, les mots "aux articles 90, alinéa 1er, et 91 du Code électoral" sont remplacés par "aux articles 90 et 91, alinéas 1er à 3, du Code électoral"".

Article 172.

En ce qui concerne l'article 5bis, 1^o, proposé, aux termes duquel sont rayées de la liste des électeurs les personnes qui "ont été rayées des registres de population de la commune par suite d'une mesure de radiation d'office ou pour cause de départ à l'étranger", il est renvoyé à l'observation afférente à l'article 168 de la proposition.

.../...

Il faudra adapter cette disposition en tenant compte de la suite qui devra être donnée à ladite observation afférente à l'article 168.

Article 173.

Il convient d'adapter les références aux articles 95, § 3, 96, alinéa 2, deuxième phrase, et 104, alinéa 1er, du Code électoral, telles que faites à l'article 6, alinéa 2, 1^o, 4^o et 6^o, proposé, en tenant compte des modifications apportées respectivement à ces dispositions du Code électoral par les articles 54, 55 et 56 de la proposition.

Article 174.

1. En ce qui concerne l'alinéa 2 de l'article 7 proposé, qui met certaines dépenses électorales (primes d'assurance (écrire en néerlandais "verzekeringspremies" au lieu de "verkiezingspremies"), frais de déplacement, jetons de présence et indemnités de déplacement) à la charge de la Région de Bruxelles-Capitale, il est renvoyé à la première observation concernant l'article 9 de la proposition.

2. Il y a lieu de remplacer, à l'alinéa 1er, les mots "l'autorité fédérale" par l'"Etat".

.../...

Article 177.

En ce qui concerne le nouvel alinéa 3, 2°, de l'article 9, il y a lieu de souligner au niveau de la numérotation que l'article 175 du Code électoral devient l'article 179 (voir article 98 de la proposition) et que le paragraphe 3 de l'article 16 de la loi du 12 janvier 1989 devient le paragraphe 4 (voir article 183 de la proposition).

Article 179.

Eu égard à ce que dispose l'article 178, 1°, de la proposition, il y a lieu d'écrire "une référence à l'article 10, § 1er, alinéa 1er, deuxième phrase" au lieu de "une référence à l'article 10, alinéa 1er".

Article 181.

Le 1° du présent article tend à compléter l'article 14, § 1er, de la loi du 12 janvier 1989 par une disposition aux termes de laquelle le bulletin visé par cet article 14, § 1er, est formulé "selon le modèle annexé à la présente loi" (lisez : la loi du 12 janvier 1989).

Ce modèle (reproduit à la page 301 de la proposition) devra être joint à la loi du 12 janvier 1989 par le biais d'une disposition distincte de la proposition, laquelle pourrait par exemple devenir le paragraphe 2 de l'article 200 de la proposition.

.../...

Etant donné qu'une annexe est déjà jointe à la loi du 12 janvier 1989 (à savoir les instructions destinées à l'électeur - modèle 1 A, dont question aux articles 8, alinéa 4, 13, § 2, alinéa 2, et 15, § 2, alinéa 1er, de la loi du 12 janvier 1989 ainsi qu'à l'article 200 de la proposition), cette annexe ainsi que l'annexe visée au présent article devraient être numérotées et, en ce qui concerne plus particulièrement la disposition qui tend à ajouter le 1^o de l'article 181 à l'article 14, § 1er, celle-ci devrait s'énoncer comme suit : "selon le modèle joint en annexe 2 à la présente loi".

Article 184.

1. S'il est donné suite à la suggestion formulée ci-avant concernant l'article 77 de la proposition, visant à faire de cette disposition le paragraphe 2 de l'article 156 au lieu de l'article 155 du Code électoral, la référence à l'article "155, § 1er" apparaissant au paragraphe 1er, alinéa 1er, de l'article 17, proposé, devra être remplacée par une référence à l'article "155".

S'il n'est pas donné suite à cette suggestion, la référence précitée pourra être maintenue telle quelle, mais il conviendra de remplacer à l'article 17, § 1er, alinéa 2, 2^o, proposé, les mots "article 155, alinéa 3" par "article 155, § 1er, alinéa 3".

.../...

2. Eu égard à ce que dispose l'alinéa 3 de cet article 155 (§ 1er), il y a d'ailleurs lieu, pour être complet, de rédiger le 2º de l'article 17, § 1er, alinéa 2, proposé, comme suit :

"2º à l'article 155, (§ 1er), alinéa 3, la référence aux articles 143, alinéa 3, et 145, par une référence à l'article 16, § 3, alinéas 3 et 4 de la présente loi".

Article 186.

Il y a lieu de rédiger le 2º du présent article comme suit :

"2º dans le paragraphe 3, alinéa 1er, les mots "articles 143, alinéa 3, et 145 du Code électoral" sont remplacés par "article 16, § 3, alinéas 3 et 4"."

Article 188.

Aux alinéas 1er et 2 de l'article 20bis proposé, il y a lieu de remplacer chaque fois le mot "bureau" par "bureau régional".

Article 190.

1. Eu égard à ce que dispose l'article 178, 1º, de la proposition, il y a lieu de remplacer, à l'article 21, § 2,

.../...

alinéa 1er, proposé, les mots "visées aux articles 10, alinéa 3, et ..." par "visées aux articles 10, § 1er, alinéa 3, et ...".

2. Dans le paragraphe 4 proposé de l'article 21, il y a lieu de remplacer les mots "ne doivent être prises en considération que les élections pour le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale" par les mots "sont prises en considération exclusivement les élections pour le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale".

Nouvel article à faire figurer entre les articles 190 et 191 de la proposition.

Il est à souligner que les articles 23 et 24, alinéa 4, de la loi du 12 janvier 1989, dans la mesure où il y est question du "président du bureau principal de la province de Brabant", devront être adaptés en vue de tenir compte de la scission de la province de Brabant à partir du 1er janvier 1995.

Article 191.

En ce qui concerne la disposition proposée pour l'article 26, § 1er, alinéa 2, qui prévoit une dérogation aux règles en matière de dépenses électorales telles que définies à l'article 7, alinéa 2, 2° et 3°, il est renvoyé

.../...

à l'observation faite ci-dessus à propos de l'article 174 de la proposition, laquelle disposition tend à remplacer l'article 7 précité.

Article 192.

Il y a lieu d'écrire dans le texte néerlandais de la phrase liminaire "In dezelfde wet wordt ..." au lieu de "In dezelfde wordt ...".

Articles 193 à 199.

Les articles 193 à 198 insèrent dans la loi du 12 janvier 1989 les nouveaux articles 28bis à 28septies; l'article 199 abroge l'article 29 de cette loi.

Pour éviter la numérotation "28bis à 28septies", il suffirait de disposer que l'article 30 - qui est le dernier article de la loi - devient l'article 35, de manière à ce que les articles à insérer puissent être numérotés de 29 à 34.

.../...

Article 197.

Aux termes de l'article 28sexies proposé, la liste des électeurs dressée pour l'élection du Conseil tient lieu

de liste des électeurs pour l'élection des Chambres législatives fédérales.

Vu la première observation faite ci-dessus à propos de l'article 168 de la proposition, la présente disposition appelle, mutatis mutandis, la même réserve que celle formulée dans la deuxième observation concernant les articles 34 et 35 de la proposition.

La même réserve doit d'ailleurs être formulée également à propos de l'article 27 de la loi du 12 janvier 1989.

Article 200.

Dans cette disposition qui deviendra le paragraphe 1er s'il est donné suite à la suggestion formulée à propos de l'article 181, il y a lieu de remplacer les mots "par le modèle figurant en annexe à la présente loi" par "par le modèle joint en annexe ... (numéro) ... à la présente loi".

.../...

TITRE VI. - Modifications de la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen.

Observations générales.

1. Ainsi que la Cour d'arbitrage l'a indiqué dans son arrêt n° 26/90 concernant la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen, la législation en question est, à ce jour, une "législation de circonstance" (1). La proposition tend à conférer à cette législation une plus grande permanence, ce qui ne ressort toutefois pas suffisamment du texte même, seule étant prévue l'abrogation de l'article 45 de la loi du 23 mars 1989, disposition aux termes de laquelle cette loi est uniquement d'application pour l'élection du Parlement européen du 18 juin 1989. Il faudrait en principe élaborer une loi entièrement nouvelle ou, à tout le moins, expliciter le caractère permanent de la loi du 23 mars 1989 en remplaçant l'article 45 précité par une disposition aux termes de laquelle cette loi s'applique à l'élection du Parlement européen de juin 1994 et aux élections suivantes.

2. Dans les développements relatifs à la proposition (p. 48), il est précisé que "comme un vingt-cinquième siège est attribué à la Belgique, celui-ci revient (...) à la Communauté germanophone". Il ne s'agit cependant que d'une hypothèse qui ne deviendra une certitude juridique qu'après que les modifications des traités nécessaires à cet

(1) Cour d'arbitrage, arrêt n° 26/90 du 14 juillet 1990, considérant 6.B.7.

effet auront été ratifiées par les Etats membres. Or, l'article 205, 6°, de la proposition tient déjà pour acquis que la Belgique dispose de vingt-cinq sièges au Parlement européen. Pour le motif susévoqué, les auteurs de la proposition devront tenir compte, tant à l'article 205, 6°, que dans les autres modifications apportées à la loi du 23 mars 1989, de la possibilité qu'il ne soit pas attribué de siège supplémentaire à la Belgique pour les élections de juin 1994.

3. Enfin, il conviendra de prêter une plus grande attention à la lisibilité du texte néerlandais et à sa concordance avec le texte français. Il incombera en particulier aux auteurs de veiller à l'uniformité terminologique.

Article 203.

Tant par souci de lisibilité du texte néerlandais qu'eu égard au fait qu'une liste de candidats ne se dépose pas dans une circonscription électorale mais devant un collège électoral, il y a lieu de reformuler entièrement l'alinéa 2 de l'article 8 proposé.

Il convient par ailleurs d'écrire, à la fin du texte néerlandais, "is van overeenkomstige toepassing" au lieu de "is, naar analogie, toepasselijk".

.../...

Article 204.

Dans la phrase liminaire du texte néerlandais, on écrira "van dezelfde wet" au lieu de "van de wet van 23 maart 1989 betreffende de verkiezing van het Europese Parlement".

Article 205.

1. Pour des motifs de légistique, il est recommandé, eu égard aux nombreuses modifications apportées à l'article 10 de la loi du 23 mars 1989, de remplacer cet article dans sa totalité.

2. A l'alinéa 3 de l'article 10 de la loi du 23 mars 1989, modifié par le 3°, il convient de remplacer les mots "de la circonscription électorale bruxelloise" par les mots "de la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde".

3. Sous réserve de l'observation générale formulée ci-dessus, il y a lieu d'apporter au 6° les modifications suivantes.

3.1. Au paragraphe 2 proposé, on remplacera les mots "Pour les élections qui suivent immédiatement la mise en vigueur de la présente loi" par "Pour les élections de juin 1994".

.../...

3.2. A l'alinéa 1er du paragraphe 3 proposé, on écrira, dans le texte néerlandais, "daaropvolgende" au lieu de "volgende"; au même alinéa, il y a lieu de mettre le texte néerlandais en harmonie avec le texte français en remplaçant les mots "tussen de kiescolleges" par "tussen het Nederlandse en het Franse kiescollege".

3.3. A l'alinéa 2 du paragraphe 3 proposé, il conviendrait d'aligner également le texte néerlandais sur le texte français, en inscrivant les mots "te delen door 24" à la suite des mots "van het Duitse taalgebied".

3.4. Les alinéas 3 et 4 du paragraphe 3 proposé doivent se succéder dans le même ordre dans les textes français et néerlandais, c'est-à-dire qu'il y a lieu de les permuter dans l'une des deux versions.

3.5. Il convient de reformuler l'alinéa 2 du paragraphe 4 proposé, dès lors qu'il semble se dégager du texte, dans sa rédaction actuelle, que pour répartir le nombre de sièges en fonction des chiffres de population, le Roi est obligé de tenir compte du résultat d'élections qui n'ont pas encore eu lieu.

Article 206.

1. Le 2^o ne consacre aucune disposition à la composition du bureau principal de la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde.

.../...

2. A la fin du 3^o, on écrira "l'arrondissement administratif de Louvain".

Article 208.

1. Outre le fait que, légistiquement, il ne convient pas d'insérer un membre de phrase entre un mot et "le point", les auteurs de la proposition ont tenu compte du seul texte français de l'article 14 de la loi du 23 mars 1989, le mot "Brussel" n'étant pas suivi d'un point dans le texte néerlandais de cette disposition.

2. Il résulte de la disposition que les bureaux de dépouillement du canton électoral de Bruxelles devront dépouiller des bulletins de vote unilingues en provenance des électeurs belges résidant sur le territoire d'un autre Etat membre, à l'exception des germanophones. La question se pose de savoir si, pour des raisons d'ordre pratique, il ne serait pas préférable de faire dépouiller les bulletins de vote en question respectivement par un bureau de dépouillement des cantons électoraux de Namur et de Malines, selon le collège électoral pour lequel l'électeur a opté.

Article 209.

1. Dans le texte néerlandais du 1^o, il convient de citer l'intégralité du texte à remplacer.

.../...

2. Selon les développements (p. 49) et par suite de la modification apportée à l'article 5 de la loi du 23 mars 1989 par l'article 201 de la proposition, l'électeur qui réside habituellement dans un autre Etat membre reçoit, non plus le bulletin de vote bilingue utilisé pour les électeurs résidant dans la circonscription électorale bruxelloise, mais le bulletin de la circonscription électorale wallonne, flamande ou germanophone.

Il est dès lors recommandé de spécifier que ces bulletins de vote ne sont pas distribués par le bureau principal de la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde, mais par un bureau principal de province de la circonscription électorale wallonne ou flamande, qu'il faudra désigner nommément dans la proposition.

3. Il ressort de l'article 5 de la loi du 23 mars 1989, complété à cet effet par l'article 201 de la proposition, que l'électeur doit opter pour un collège électoral et non pour un modèle de bulletin de vote. Il s'impose dès lors de rédiger le 2^o comme suit :

"dans le § 1er, 2^o, les mots "conforme au modèle II c annexé à la présente loi" sont remplacés par "du collège électoral pour lequel il a opté".

.../...

Article 210.

1. La Cour d'arbitrage ayant, par l'arrêt n° 26/90 du 14 juillet 1990, annulé l'article 21, § 1er, de la loi du 23 mars 1989, il est désormais impossible de modifier cette disposition, si bien que les auteurs de la proposition devront la réintroduire en son entier dans la loi, dans une nouvelle rédaction, et qu'en d'autres termes il ne suffit pas d'y apporter les modifications inscrites aux 1°, 2° et 3° de l'article 210 de la proposition. De plus, l'expression "dans une quelconque des cinq provinces" est ambiguë, dès lors qu'elle ne fait pas apparaître que les cinq mille électeurs visés ne doivent pas appartenir à une même province. La même observation s'applique aux mots "dans l'une quelconque des communes", utilisés au 3°. Enfin, il est inexact d'écrire que des candidats appartiennent à un collège électoral. Pour toutes ces raisons, il convient de réécrire l'ensemble de l'article 21, § 1er, de la loi du 23 mars 1989.

2. Au 5°, il y aurait lieu d'écrire "... les candidats présentés pour être élus par le collège électoral français, néerlandais ou germanophone doivent ..." au lieu de "... les candidats qui se présentent devant le collège électoral français, néerlandais ou germanophone doivent ...".

.../...

Article 212.

A la fin du 2^o, on écrira : "et les mots "la circonscription électorale bruxelloise" (et non : la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde) par les mots "cette circonscription"".

Article 213.

1. En ce qui concerne le 2^o, il y a lieu de renouveler l'observation formulée plus haut sous l'article 212, 2^o.

2. En outre, il y a lieu de remplacer, à l'article 24, § 3, alinéa 2, de la loi du 23 mars 1989, les mots "modèle II c" par les mots "modèle II d".

Article 214.

1. Il convient de tenir compte de l'observation formulée à propos de l'article 209 de la proposition relativement à l'électeur qui réside habituellement dans un autre Etat membre.

.../...

2. Dans le texte néerlandais, il y a lieu de citer tant les membres de phrase à remplacer que les dispositions proposées pour les remplacer de manière exacte et complète (c'est-à-dire sans faire usage de points de suspension, comme c'est le cas au 3^o). Par exemple, il y a lieu, au 2^o, de placer les mots "zendt" et "zenden" au début et non à la fin du membre de phrase. De même, au 3^o, le membre de phrase à remplacer dans le texte actuel doit comprendre également les mots "laat drukken, gelast hij", et il convient de remplacer les mots "en die van het Duitstalig kiescollege ... kieskring laat drukken, gelasten zij" par les mots "en de voorzitter van het Duitstalig kiescollege voor de stemverrichtingen in hun kieskring laten drukken, gelasten zij".

Article 215.

Dans le texte néerlandais, on remplacera le mot "Regering" par le mot "Koning".

Article 216.

Eu égard à l'observation formulée sous l'article 209 de la proposition, il y a lieu de remplacer "le canton de Bruxelles" par un bureau principal de province que la proposition devra désigner respectivement pour les circonscriptions électorales wallonne et flamande.

.../...

Article 217.

Dans le texte néerlandais, il conviendrait de remplacer le mot "periode" par le mot "duur".

Article ...

A la suite de l'article 217 de la proposition, il y a lieu d'insérer un nouvel article pour remplacer les mots "la circonscription électorale bruxelloise" à l'article 34 de la loi du 23 mars 1989.

Article ...

De même, il convient d'insérer un nouvel article dans la proposition afin de modifier l'article 41, alinéa 1er, 3°, de la loi du 23 mars 1989 eu égard à la création, par la proposition, d'un collège électoral germanophone.

.../...

Article 219.

Sur ce point, on se reportera à l'observation générale n° 1 du présent titre.

Article 220.

Il y a lieu de rédiger cette disposition comme suit :

"Le modèle I b joint en annexe I à la même loi est remplacé par les modèles I b-a, I b-b et I b-c joints en annexe(s) ... (n°s) ... à la présente loi".

Article 221.

Les modèles évoqués dans cette disposition se trouvent tous en annexe à la proposition (pp. 312-315). Il conviendrait dès lors que, dans un article distinct, la proposition dispose explicitement que les modèles annexés à la loi du 23 mars 1989 sont remplacés par les modèles figurant dans une annexe numérotée, jointe à la présente proposition. Dans le modèle approprié, il conviendra d'adapter les mots "circonscription électorale bruxelloise".

.../...

Observation préliminaire.

Il est renvoyé, à propos des élections provinciales et communales, aux observations générales et particulières qui ont été formulées à propos des autres scrutins. Une terminologie uniforme doit être adoptée.

TITRE VII. - Modifications de la loi provinciale et de la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales.

Chapitre Ier. - Modification de la loi provinciale.

Article 223.

L'article 2, alinéa 3, deuxième phrase, proposé, dispose que "La répartition des conseillers entre les districts électoraux est révisée tous les dix ans et mise en rapport avec la population par arrêté royal dans les deux années qui suivent soit le recensement de la population soit la détermination du chiffre de celle-ci par tout autre moyen défini par la loi".

.../...

Selon les développements de la proposition, cette rédaction "s'aligne sur la terminologie utilisée par l'article 49 révisé de la Constitution" (1).

Si le législateur devait estimer préférable que la répartition des conseillers soit révisée pour tenir compte de l'évolution démographique en fonction d'autres données que celles résultant des recensements décennaux, ce qui ne semble actuellement pas le cas, il lui appartiendrait alors de modifier en conséquence l'article 2, alinéa 3, de la loi provinciale, afin d'y préciser la nature de ces autres moyens, ainsi que la périodicité des révisions.

Aussi longtemps qu'il ne manifeste pas cette intention, les mots "par tout autre moyen défini par la loi" sont inutiles et doivent être omis pour éviter toute confusion.

Article 226.

Plutôt que de recourir à une fiction, il serait préférable de rédiger l'alinéa proposé comme suit :

"Par dérogation à l'alinéa 2, un des membres au moins de la députation permanente du conseil provincial de la province du Brabant flamand sera pris dans l'arrondissement de Hal-Vilvorde parmi les conseillers élus ou domiciliés dans le ressort".

(1) Doc. Chambre, 724 (1992-1993), n° 6.

Article 231.

1. L'article 140bis, § 2, proposé, serait mieux rédigé comme suit :

"Les charges prévues aux articles ... sont reprises ... respectivement par la province du Brabant wallon, la province du Brabant flamand et la Région de Bruxelles-Capitale, selon le cas, en fonction de la commune où l'intéressé avait sa résidence au moment où il a été élu ou avait sa résidence au 1^{er} janvier de la dernière année au cours de laquelle il a relevé de la province de Brabant".

2. Dans l'article 140quater proposé, alinéa 1er, deuxième tiret, les mots "dans l'arrondissement administratif de Louvain ou" n'ont pas de pendant dans le texte néerlandais.

3. En ce qui concerne l'article 140quater proposé, il faudrait régler dans une autre disposition le sort réservé aux affaires relevant des missions non juridictionnelles des autorités provinciales du Brabant ainsi que les critères de leur répartition entre les deux nouvelles provinces.

.../...

Chapitre II. - Modifications à la loi du 19 octobre 1921
organique des élections provinciales.

Observation préalable.

Pour ce qui concerne les modifications apportées aux articles qui forment les titres Ier et II de la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales, il serait beaucoup plus clair, vu le nombre et l'importance de ces modifications, de procéder au remplacement complet des titres Ier et II, plutôt que de suivre la technique utilisée, à savoir la référence à des dispositions du Code électoral moyennant de nombreuses adaptations (voir notamment le texte sous l'article 238).

L'observation se justifie d'autant plus que les règles proposées devront être appliquées par les présidents et assesseurs des bureaux de vote. Ces règles devraient donc être établies de manière autonome et non par référence au Code électoral.

La même observation vaut pour les modifications apportées à la loi électorale communale.

Article 232.

En ce qui concerne le paragraphe 5, il y a lieu de se reporter à l'observation préalable.

.../...

Article 236.

En ce qui concerne l'article 5, alinéa 1er, proposé, il est fait référence à l'observation préalable.

Article 238.

Il y a lieu de se référer à l'observation préalable.

Article 244.

Il est fait référence à l'observation préalable.

Article 267.

Dans l'article 144, alinéa 1er, proposé, il est fait référence aux articles 9 et 13 de la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile; ces dernières dispositions seraient elles-mêmes remplacées par les articles 328 et 329 de la proposition, auxquels il y a dès lors lieu de se reporter. Subsidiairement, il convient de lire, dans le texte proposé : "... en vertu de l'article 9, § 1er, alinéa 2, ...".

.../...

TITRE VIII. - Modifications de la nouvelle loi communale et de la loi électorale communale, coordonnée le 4 août 1932.

Chapitre II. - Modifications à la loi électorale communale, coordonnée le 4 août 1932.

Article 293.

Le texte du 1^o est obscur. Il y a lieu d'en revoir la rédaction.

TITRE IX. - Modifications de la loi du 2 août 1963 sur l'emploi des langues en matière administrative et modifiant les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966.

Chapitre Ier. - Modifications de la loi du 2 août 1963 sur l'emploi des langues en matière administrative.

Article 319.

Paragraphe 2.

1. L'article 6, § 3bis, proposé, dispose :

"§ 3bis. Les bourgmestres des communes de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale transmettent au gouvernement du vice-gouverneur, dans

.../...

la huitaine, des expéditions des actes des autorités communales qui concernent directement ou indirectement l'application des lois et règlements sur l'emploi des langues en matière administrative et dans l'enseignement".

Dans une région bilingue, tous les actes administratifs de la commune concernent directement ou indirectement l'application des lois et règlements sur l'emploi des langues en matière administrative. Il résulte du texte proposé que les bourgmestres devraient transmettre au vice-gouverneur l'expédition de tous les actes réglementaires et individuels accomplis dans la commune, ce qui alourdirait considérablement les procédures.

Il y aurait lieu de revoir le texte proposé.

L'observation vaut également pour l'article 322 (article 65, § 2, proposé, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966).

2. Dans l'article 6, § 3bis, proposé, il y aurait lieu d'écrire "au vice-gouverneur" au lieu de "au gouvernement du vice-gouverneur".

La même observation vaut pour l'article 322 (article 65, § 2, proposé).

.../...

TITRE X. - Modifications de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles.

Article 323.

Si l'article 107ter bis de la Constitution, actuellement proposé, est adopté tel qu'il figure dans le projet transmis par le Sénat, la loi ordinaire du 9 août 1980 ne pourra plus, dès l'entrée en vigueur de cette modification constitutionnelle et "pour ce qui concerne la prévention et le règlement des conflits d'intérêts", être modifiée que par une loi "adoptée à la majorité prévue à l'article 1er, dernier alinéa", de la Constitution, conformément à la disposition transitoire dont cet article 107ter bis s'assortit (1).

Dans cette hypothèse, l'article 323 proposé doit être omis de la loi ordinaire.

TITRES XII et XIII.

La modification des lois visées aux titres XII et XIII - à savoir la loi relative à la suppression ou à la restructuration d'organismes d'intérêt public et d'autres services de l'Etat, coordonnée le 13 mars 1991, ainsi que la loi du 31 décembre 1963 relative à la protection civile - n'a pas sa place dans une loi ordinaire parachevant la structure fédérale de l'Etat et doit, par conséquent, faire l'objet de lois distinctes.

(1) Doc. Ch. 911, 1992-1993, n° 1.

TITRE XIV. - Modifications de la loi du 23 janvier 1989 portant application de l'article 110, § 2, alinéa 2, de la Constitution.

Articles 330 à 332.

Portée juridique et constitutionnalité des dispositions proposées.

Comme l'expliquent justement les développements de la proposition de loi consacrés à l'article 2 proposé (article 332 de la proposition), celui-ci "impose une restriction aux Communautés et donne dès lors exécution à l'article 110, § 2, alinéa 2, de la Constitution" (1).

Le même commentaire indique encore que cet article "doit être lu (également) comme une restriction à laquelle se soumet l'autorité fédérale qui dispose d'une compétence fiscale en vertu de l'article 110, § 1er, de la Constitution", en ce que cette disposition prévoit que l'Etat n'est pas non plus autorisé à lever des impôts "en matière d'eau ni de déchets".

Si cette disposition législative était adoptée, elle aurait la portée limitée d'une exhortation du législateur d'aujourd'hui, à celui de demain, qui pourrait passer outre à cette recommandation en statuant à la majorité ordinaire.

(1) Doc. Chambre 897, 1992-1993, n° 1, p. 72.

Etant dénuée de signification juridique et sortant des prévisions de la Constitution (1), la mention de l'Etat dans l'article 2 proposé doit être omise.

LIVRE III. - Ecotaxe.

CHAPITRE I^{er}. - Définitions.

Articles 333 à 365.

I. Constitutionnalité des textes proposés.

A. Compétence de l'Etat de régler la matière.

Les objections de constitutionnalité soulevées par la transformation du concept d'"impôt régional" (2) opérée

-
- (1) L'intervention du législateur national statuant à la majorité ordinaire ne peut avoir comme objet, en ce qui concerne la répartition de la matière fiscale, que les attributions communautaires ou régionales en ce domaine, que l'on se place du point de vue de l'organisation des institutions ou de celui de la hiérarchie des normes. (Le législateur national peut déterminer quels impôts ne peuvent pas être levés par les Communautés et les Régions; il peut aussi supprimer ou limiter un impôt institué par une Région ou une Communauté si la nécessité en est démontrée - Cour d'arbitrage, arrêt n° 47 du 25 février 1988, Moniteur belge du 17 mars 1988, Recueil, p. 33, considérant 6.B.2.). Toute autre intervention est sans valeur juridique.
- (2) Au sens de l'article 3 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.

.../...

par l'article 63 de la proposition de loi spéciale, ont été énoncées dans les avis du Conseil d'Etat du 16 septembre 1992 (1) et du 18 décembre 1992 (2) auxquels il y a lieu de se référer.

Cette transformation touche à la fois la création de la norme et le régime financier qui la sous-tend.

En ce qui concerne la création de la norme, l'assemblée générale et les chambres réunies du Conseil d'Etat ont considéré dans les avis précités qu'en tant qu'elle laisse au législateur ordinaire le soin de définir le contenu de la notion d'"écotaxes", y compris celui de déterminer la matière imposable, la proposition de loi spéciale transfère au législateur ordinaire la compétence que l'article 115, alinéa 3, de la Constitution réserve au législateur spécial.

Quant au rendement de l'impôt, il est censé décroître à mesure que les nuisances auxquelles il permettra de remédier diminueront, de sorte qu'on est en réalité en présence d'un impôt permettant l'octroi de subventions fédérales conditionnelles.

Les écotaxes que tend à instaurer la proposition de loi ordinaire présentement examinée, présentent un point

(1) Doc. Chambre, 604, S.E. 1991-1992, n° 2.

(2) Doc. Sénat, 558/2, 1992-1993, n° 2.

commun, aux yeux des auteurs de la proposition : elles sont "d'un montant suffisant pour réduire significativement l'utilisation ou la consommation de produits générateurs de nuisances écologiques ... ou pour réorienter les modes de production et de consommation vers des produits plus acceptables sur le plan de l'environnement et sur le plan de conservation des ressources naturelles. Si le niveau de la taxe est suffisant pour modifier dans le sens indiqué les comportements, les recettes d'une écotaxe doivent progressivement s'épuiser. De toute façon, ces recettes transitoires seront transférées aux Régions qui ... se sont engagées à les affecter à des dépenses additionnelles d'environnement" (1).

Le nouvel instrument fiscal mis en place poursuit ainsi des objectifs qui ne sont pas étrangers à ceux que les Régions peuvent elles aussi chercher à atteindre, en mettant en oeuvre leur compétence matérielle dans le domaine de l'environnement.

Toutefois, comme les compétences matérielles des Régions, déterminées par la loi spéciale adoptée en exécution de l'article 107quater de la Constitution sont indépendantes de leurs compétences fiscales et financières, réglées par les articles 110 et 115 de la Constitution, ainsi que

(1) Doc. Chambre 897, 1992-1993, n° 1, p. 73.

par les lois votées en exécution de ces dispositions constitutionnelles, les écotaxes énumérées dans la proposition de loi, peuvent être levées par le législateur national sans que celui-ci porte atteinte à un domaine de compétence réservé aux autorités régionales par les textes précités.

Des précédents existent (1). Au demeurant, c'est ce principe de distinction des compétences matérielles et fiscales, commun aux Etats à structure fédérale, qui a été retenu par l'assemblée générale et les chambres réunies de la section de législation du Conseil d'Etat, dans les avis déjà cités du 16 septembre et du 18 décembre 1992, qui observaient que les écotaxes visées dans la proposition de loi spéciale étaient insuffisamment déterminées - à défaut d'une législation nationale réglant déjà la matière - pour que le législateur statuant à la majorité spéciale pût les convertir en impôts régionaux. Et c'est la même distinction

(1) Voyez par exemple, le Code des impôts sur les revenus 1992, article 69, alinéa 1er, 2°, l'arrêté royal du 15 décembre 1988 modifiant le régime d'accise des huiles minérales ainsi que le régime d'accise des benzols et des produits analogues (Moniteur belge 30 décembre 1988) et l'article 31 de la loi du 20 juillet 1990 portant des dispositions économiques et fiscales (Moniteur belge du 1er août 1990).

que consacrera le législateur spécial, s'il adopte l'article 63 de la proposition de loi spéciale (1).

-
- (1) Selon la Cour d'arbitrage, le législateur fiscal régional ne peut viser un effet que les compétences qui lui ont été attribuées ne lui permettent pas de rechercher. Il réglementerait, en effet, indirectement une matière non attribuée plutôt qu'il ne prendrait une mesure proprement fiscale (arrêt n° 31/92 du 23 avril 1992, Moniteur belge du 11 juin 1992, considérant 5.B.2.). Si ce raisonnement devait être appliqué au législateur national en matière fiscale, celui-ci resterait néanmoins compétent pour instaurer les écotaxes. En effet, selon le nouvel article 6, § 1er, II, alinéa 2, 1°, de la loi spéciale de réformes institutionnelles, l'autorité fédérale est habilitée à établir des normes de produits (doc. Sénat n° 558, 1992-1993, n° 1, article 2 de la proposition de loi, p. 66). Dans cette perspective, les mesures envisagées tendraient, en réalité, par un système d'incitation fiscale, à encourager le maintien sur le marché des produits qui sont conformes à "l'hygiène de l'environnement" (au sens de l'avis du 16 septembre 1992 du Conseil d'Etat, doc. Chambre 600, S.E. 1992, n° 2, p. 5.) plutôt que de réglementer directement la commercialisation des produits qui n'y satisfont pas. Considérées sous cet aspect, les écotaxes s'apparentent donc à des "normes de produit" (P. VAN ORSHOVEN, "Het groene randje van de vierde staatshervorming", in Recente ontwikkelingen inzake milieuheffingen, éd. K. Deketelaere, Die Keure, 1992, p. 11), dont l'identité sur l'ensemble du territoire national paraît s'imposer.

Le contrôle particulier exercé sur la norme fiscale régionale par la Cour d'arbitrage, comme la faculté parallèle d'intervention du législateur national statuant à la majorité ordinaire en vertu de l'article 110, § 2, alinéa 2, de la Constitution, en vue d'amender la fiscalité régionale autonome, est de nature à permettre la sauvegarde de l'union économique et monétaire, si les effets de la mesure fiscale régionale mettait celle-ci en péril.

.../...

Toutefois, la compétence générale des Régions en matière d'environnement implique que le législateur national ne rende pas impossible ou exagérément difficile la mise en oeuvre de cette compétence (1). C'est à la lumière de ce principe que les Chambres législatives auront à vérifier si le système des écotaxes qui est envisagé se combine harmonieusement avec les accords conclus par les Régions, qui poursuivent des objectifs analogues (2).

B. Principe d'égalité.

Selon la jurisprudence de la Cour d'arbitrage, de la Cour de cassation et du Conseil d'Etat, les articles 6 et 6bis de la Constitution ont une portée générale. Ils interdisent toute discrimination quelle qu'en soit l'origine : les règles constitutionnelles d'égalité et de non-discrimination sont applicables à l'égard de tous les droits

-
- (1) Cour d'arbitrage, arrêt n° 1/91, du 7 février 1991, Moniteur belge du 28 février 1991, considérant B.5.
- (2) Voyez e.a. l'accord du 6 novembre 1990 concernant la gestion des réceptifs de liquides alimentaires en Région de Bruxelles-Capitale (Moniteur belge du 4 juin 1992), l'accord de base du 26 mai 1992 entre les pouvoirs publics et le secteur privé sur la prévention, le réemploi et le recyclage des emballages ménagers en Région de Bruxelles-Capitale (Moniteur belge du 30 juillet 1992), ainsi que les accords du 26 mars 1991 (Région flamande-déchets d'emballage) et du 23 octobre 1991 (Régions flamande, wallonne et bruxelloise - recyclage de l'aluminium) (Codex Milieurecht, Afval, Die Keure).

.../...

et de toutes les libertés reconnus aux Belges. Elles sont également applicables aux matières fiscales. Ce principe est d'ailleurs confirmé par l'article 112 de la Constitution; en effet, cette disposition constitue une application particulière du principe général d'égalité formulé à l'article 6 de la Constitution.

Toutefois, les règles constitutionnelles de l'égalité des Belges devant la loi et de la non-discrimination n'excluent pas qu'une différence de traitement soit établie entre certaines catégories de redevables, pour autant que le critère de différenciation soit susceptible de justification objective et raisonnable. L'existence d'une telle justification doit s'apprécier en tenant compte du but et des effets de la mesure examinée, ainsi que de la nature des principes en cause; le principe d'égalité est violé lorsqu'il est établi qu'il n'existe pas de rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et le but visé.

Mais lorsque la loi fiscale vise en même temps des agents économiques dont les différentes productions ont une incidence variée sur l'environnement, elle doit nécessairement appréhender cette diversité de situations en faisant usage de catégories qui ne correspondent aux réalités que de manière schématique et approximative. Il en est ainsi d'autant plus qu'en droit fiscal, l'efficacité des critères et le coût administratif de leur application doivent être pris en considération pour apprécier s'ils sont susceptibles

.../...

d'une justification raisonnable. Ces éléments sont à prendre en considération pour vérifier si le législateur n'a pas excédé son pouvoir d'appréciation (1).

Dans le cas présent, ce sont à la fois le choix des catégories de produits écotaxés, les taux applicables et les critères d'exonération retenus qui devront satisfaire aux principes prérappelés, ce que devraient faire apparaître à suffisance les développements de la proposition de loi.

C. Légalité de l'impôt.

A plusieurs reprises - principalement à l'article 339 et à l'article 343 -, la proposition de loi donne au Roi le pouvoir de fixer certains éléments qui concourent à la détermination du montant de la dette fiscale des redevables.

En présence des termes formels utilisés dans les articles 110 et 25, alinéa 2, de la Constitution, confirmant une tradition séculaire, le pouvoir de fixer l'impôt ou de le modérer ne peut être attribué au pouvoir exécutif; partant, dans la rigueur des principes, les attributions de compétence en cause ne peuvent s'autoriser des articles 67 ou 78 de la Constitution.

(1) Cour d'arbitrage, arrêt no 20/91 du 4 juillet 1991 (Moniteur belge du 22 août 1991, considérants B.3, B.4 et B.10).

Le correctif imaginé dans certains cas par les auteurs de la proposition, à savoir la confirmation législative des arrêtés royaux, s'inspire sans doute de la pratique suivie en ce qui concerne certains impôts indirects. Elle n'est cependant juridiquement admissible que dans les cas où le risque de spéculation ou de fuite de la matière imposable est avéré, nécessitant une intervention rapide de l'autorité fiscale. Les développements de la proposition de loi ne faisant pas état de tels risques, les règles à arrêter par le Roi, en vertu des articles 339 et 343, devraient l'être directement par le législateur (1).

-
- (1) A supposer, cependant, que de tels risques puissent être établis, le législateur devrait, à tout le moins, prévoir que le Gouvernement saisisrait immédiatement les Chambres législatives d'un projet de loi de confirmation des arrêtés royaux pris en vertu de l'habilitation, si celles-ci sont réunies, sinon dans leur plus prochaine session, et assortir d'une sanction juridique efficace ladite obligation. En effet, en cas de retard important, les Chambres législatives ne pourraient plus exercer pleinement leur mission (Doc. Chambre 609, 1988-1989, n° 1, p. 143; 975, 1989-1990, n° 2, p. 214). Pour garantir pleinement le fonctionnement et la constitutionnalité du système, il devrait être prévu que les arrêtés royaux seraient de plein droit rapportés, c'est-à-dire perdraient ex tunc tous leurs effets, si le projet de loi de confirmation n'était pas déposé dans un délai déterminé. La loi de confirmation serait assortie d'un effet rétroactif, de manière à couvrir l'exécution qui aurait été donnée aux mesures arrêtées provisoirement par le Roi (avis du Conseil d'Etat du 2 février 1987, Doc. Chambre 864, 1986-1987, n° 1).

.../...

II. Conformité au droit européen.

A. Les développements de la proposition de loi ne disent mot de la conformité des écotaxes au traité de Rome ou au droit européen dérivé.

Au cours des travaux parlementaires qui précéderont le vote de la loi, il conviendrait que le Gouvernement, spécialement responsable du respect des engagements internationaux de la Belgique, en vertu de l'article 68 de la Constitution, s'expliquât sur ce point, dont l'examen suppose la connaissance d'éléments de fait qui échappent au Conseil d'Etat.

Cet examen devrait permettre de vérifier in concreto que les articles 30, 34 et 36 du traité de Rome sont respectés, les articles 12 et 95 du traité ne paraissant pas en cause (1) : si la protection de l'environnement constitue un objectif d'intérêt général que peut poursuivre la Belgique par des mesures qui affectent les échanges intracommunautaires, encore faut-il, si tel est le cas, que

(1) Voyez e.a. M. A. DAUSES, Mesures d'effet équivalent à des restrictions quantitatives à la lumière de la jurisprudence de la Cour de Justice des Communautés européennes, R.T.D.E., 1992, pp. 607-629.

ces mesures constituent une réglementation adéquate par rapport aux objectifs poursuivis, et qu'elles soient le moindre obstacle pour la liberté des échanges, si du moins plusieurs solutions s'offrent au législateur pour garantir le niveau de protection qu'il s'est fixé (1).

Le respect des directives en vigueur s'impose également, qu'elles concernent la procédure d'élaboration des règles en projet ou leur substance même (2).

B. Selon les termes de l'article 333 de la proposition de loi, l'écotaxe est une "taxe assimilée aux accises, frappant un produit mis à la consommation en raison des nuisances écologiques qu'il est réputé générer", le montant de la taxe variant selon les produits considérés.

-
- (1) C.J.C.E., 20 septembre 1988, aff. 302/86, Commission c/Danemark, Cah. dr. eur., 1990, pp. 403-442, et la note B. JADOT, Mesures nationales de police de l'environnement, libre circulation des marchandises et proportionnalité.
- (2) Voyez aussi P. THIEFFRY, Les nouveaux instruments juridiques de la politique communautaire de l'environnement, le Traité de l'Union européenne et le cinquième programme communautaire d'action pour l'environnement, R.T.D.E., 1992, pp. 669-685, ainsi que la proposition de directive relative aux emballages et déchets d'emballages, présentée par la Commission le 24 août 1992 (J.O.C.E. C. 263, 1, du 12 octobre 1992).

.../...

En vertu de l'article 3, paragraphe 3, de la directive 92/12/CEE du Conseil du 25 février 1992 relative au régime général, à la détention, à la circulation et aux contrôles des produits soumis à accise (1), les Etats membres conservent la faculté d'introduire des "impositions frappant des produits autres que (les huiles minérales, l'alcool et les boissons alcooliques, les tabacs manufacturés), à la condition toutefois que ces impositions ne donnent pas lieu dans les échanges entre Etats membres à des formalités liées au passage d'une frontière".

Dans la mesure où cette dernière condition est respectée, la proposition de loi semble donc conforme au droit européen.

L'avis du Comité des accises institué par l'article 24 de la directive mériterait cependant d'être recueilli sur cette question d'interprétation.

C. Le régime d'écotaxes imaginé par les auteurs de la proposition s'accompagne d'obligations d'étiquetage et de marquage, auxquelles les producteurs ne pourront pas échapper. La question est de savoir si la directive du Conseil du 28 mars 1983 prévoyant une procédure d'information dans les domaines des normes et réglementations techniques (83/189/CEE) (2), est applicable à de telles obliga-

(1) J.O.C.E., L 76/1 du 23 mars 1992.

(2) J.O.C.E., L 109/8, du 26 avril 1983, modifiée par la directive du Conseil du 22 mars 1988 (88/182/CEE), J.O.C.E., L 81/75, du 26 mars 1988.

tions. Au sens de cette directive, on entend par "spécification technique", la spécification qui figure dans un document définissant les caractéristiques requises d'un produit, tels que les niveaux de qualité ou de propriété d'emploi, ... l'emballage, le marquage et l'étiquetage.

Constituent une "règle technique", au sens de la même directive, les spécifications techniques, y compris les dispositions administratives qui s'y appliquent, dont l'observation est obligatoire, de jure ou de facto, pour la commercialisation ou l'utilisation dans un Etat membre.

Enfin, forme un "projet de règle technique", selon ladite directive, "le texte d'une spécification technique, y compris des dispositions administratives, élaboré avec l'intention de l'établir ... comme une règle technique, et se trouvant à un stade de préparation qui permet encore de lui apporter des amendements substantiels".

En vertu de l'article 8 de la directive, "les Etats membres communiquent immédiatement à la Commission tout projet de règle technique ..., la Commission et les Etats membres (pouvant) adresser à l'Etat membre qui fait part d'un projet de règle technique des observations dont cet Etat membre tiendra compte dans la mesure du possible lors de la mise au point ultérieure de la règle technique".

L'article 9 de la directive enjoint aux Etats membres de reporter l'adoption d'une règle technique, pendant un délai variant de six à douze mois, si la Commission ou un autre Etat membre émet un avis circonstancié

.../...

selon lequel la mesure envisagée doit être modifiée afin d'éliminer ou de limiter les entraves à la libre circulation des biens qui pourraient éventuellement en découler, ou si ladite règle technique porte sur une matière couverte par une proposition de directive. L'Etat membre est tenu de faire rapport à la Commission sur la suite qu'il a l'intention de donner aux avis circonstanciés.

Toutefois, les articles 8 et 9 précités ne sont pas applicables lorsque l'Etat membre s'acquitte de ses obligations découlant d'une directive communautaire.

Or, l'article 342, 3°, de la proposition de loi dispose que les piles doivent porter un signe distinctif visible indiquant que l'objet en cause est consigné, lorsqu'un système de consigne est organisé.

Si l'instauration de cette règle, en ce qui concerne les piles relevant de la directive du Conseil du 18 mars 1991 relative aux piles et accumulateurs contenant certaines matières dangereuses (91/157/CEE) (1), à savoir celles qui sont décrites à l'annexe I de la directive précitée, parce qu'il s'agit d'une faculté ouverte par l'article 7, § 1er, de ladite directive, paraît échapper à l'obligation de notification prévue par la directive 83/189/CEE, les mesures permises par l'article 7 de la directive 91/157/CEE ne peuvent cependant "être mises en place (qu')après consultation des parties concernées", en vertu du texte même de ladite directive.

(1) J.O.C.E., L 78/38, du 26 mars 1991.

La suite des travaux parlementaires consacrés à la proposition de loi devrait faire apparaître que l'exigence de la consultation est satisfaite.

En revanche, pour les piles non consignées, comme pour les autres catégories de piles, ainsi que pour l'ensemble des autres produits visés dans la proposition de loi, la notification prévue par la directive 83/189/CEE paraît s'imposer, sur la base des articles 336, alinéa 2, 3°, 342, 3°, déjà cité, 344, 3°, et 355 de la proposition. Cette dernière disposition, en particulier, prévoit en effet, de façon tout à fait générale, que tous les réipients ou produits soumis à une des écotaxes prévues par la proposition de loi, doivent être munis d'un signe distinctif faisant clairement apparaître soit le fait qu'ils sont écotaxés et le montant de l'écotaxe, soit la cause de l'exonération ou le montant de la consigne. L'"étiquetage" ou le "marquage" visés par la directive sont donc inévitables : le fabricant ne saurait en aucune façon être exonéré de cette obligation.

La généralité de cette disposition, applicable à l'ensemble des produits visés par le livre III de la proposition de loi, implique, semble-t-il, qu'en vertu de la directive précitée, l'ensemble du texte soit notifié à la Commission, en ce qui concerne ces divers produits.

A propos des réipients pour boissons, il convient encore d'avoir égard à la directive du conseil du 27 juin 1985 concernant les emballages pour liquides alimentaires

.../...

(85/339/CEE) (1). En effet, l'article 7, § 2, de la directive prescrit, lui aussi, que, sans préjudice de la directive 83/189/CEE, les Etats membres notifient à la Commission, avant l'adoption de telles mesures, les projets de dispositions législatives tendant "à augmenter les proportions d'emballages reremplis et/ou recyclés et/ou à diminuer la proportion d'emballages non recyclés ou non reremplissables", pour lui permettre "de les examiner (...) et de demander, le cas échéant, qu'il soit sursis à l'introduction desdites mesures".

Enfin, la directive du Conseil du 18 mars 1991 modifiant la directive 75/442/CEE relative aux déchets (91/156/CEE) (2) prévoit en son article 3, § 1er, que les Etats membres prennent des mesures appropriées pour promouvoir (notamment) "... la valorisation des déchets par recyclage, réemploi, récupération".

En vertu du paragraphe 2 du même article, sauf dans les cas auxquels s'applique la directive 83/189/CEE, les Etats membres "informent la Commission des mesures qu'ils envisagent de prendre pour atteindre les objectifs fixés au paragraphe 1er", celle-ci informant les autres Etats membres et un Comité ad hoc.

Ces obligations subsidiaires d'information établissent à suffisance de droit que les dispositions formant le livre III de la proposition de loi relèvent nécessairement des procédures d'information et de consultation prévues par

(1) J.O.C.E., L 176/18, du 6 juillet 1985.

(2) J.O.C.E., L 78/32, du 26 mars 1991.

le droit communautaire, dont l'accomplissement permettra de vérifier leur conformité aux règles du droit européen.

Les mesures législatives proposées ne sauraient donc être adoptées par le législateur sans qu'au préalable, l'information de la Commission et des autres Etats membres n'ait été assurée.

Il serait souhaitable que le déroulement des travaux d'élaboration de la loi soit aménagé de telle façon que les obligations internationales de la Belgique soient respectées.

LIVRE IV.

Dispositions transitoires et d'entrée en vigueur.

Article 366.

Il ne doit pas échapper aux auteurs de la proposition qu'un vide juridique naîtra dans l'hypothèse où le Conseil flamand - qui sera, selon l'article 27 proposé de la loi spéciale du 8 août 1980, l'autorité compétente pour arrêter les circonscriptions électorales pour l'élection du Conseil flamand et qui ne peut, conformément à l'article 35, § 3, proposé, de la même loi spéciale, statuer à ce sujet qu'à la majorité des deux tiers - ne parviendrait pas à arrêter en temps utile une nouvelle réglementation.

.../...

La même observation vaut également, mutatis mutandis, pour l'article 368, § 2, étant entendu qu'en l'espèce le législateur est compétent et que sa décision peut être prise à la majorité ordinaire.

Article 367.

Pour les articles 59 et 98 également, la date d'entrée en vigueur doit être fixée au 1er janvier 1995.

La même observation vaut pour la disposition que, dans la quatrième observation générale relative au titre Ier du livre II, le Conseil d'Etat suggère d'inscrire dans le Code électoral.

Article 368.

Le paragraphe 1er de cet article a manifestement pour but de prévoir un régime transitoire en ce qui concerne les tâches confiées par l'article 94bis proposé (article 52 de la proposition) aux bureaux principaux de province, pour le cas où les élections pour les Chambres législatives auraient lieu avant le 1er janvier 1995.

En ce qui concerne l'hypothèse envisagée, l'intention des auteurs est sans doute de confier les tâches visées au bureau principal de la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde, et il est recommandé, dès lors, d'inscrire expressément cette précision dans le texte,

.../...

plutôt que d'utiliser le terme inhabituel et non directement évident "bureau provincial de la province de Brabant".

Il y aurait lieu de mentionner dans la disposition proposée tous les articles de la proposition qui sont relatifs aux tâches des bureaux principaux de province au sens de l'article 94bis proposé, et rien que ces articles-là. Il serait cependant à la fois plus simple et plus prudent de faire état, sans plus, des tâches confiées aux bureaux précités par le Code électoral.

Il serait aussi plus correct d'écrire que, pour la province de Brabant, les tâches que le Code électoral confie aux bureaux principaux de province, visés à l'article 94bis de ce Code, seront exécutées (et non pas : continue(nt) à être assurée(s), dès lors qu'il s'agit de nouvelles tâches) jusqu'au 31 décembre 1994 par le bureau principal de la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde.

Il est, enfin, superflu de disposer que les circonscriptions électorales de Bruxelles-Hal-Vilvorde, Nivelles et Louvain font partie de la province de Brabant jusqu'au 31 décembre 1994, puisque cette province ne cessera d'exister que le 1er janvier 1995.

Article 369.

Ainsi qu'il a été observé à propos des articles 115 et 116 de la proposition, l'entrée en vigueur de cette disposition doit elle aussi, logiquement, être différée jusqu'à la date du prochain renouvellement complet de la Chambre des Représentants.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

1. Het voor advies voorgelegde voorstel gaat uit van de goedkeuring van een aantal grondwetsbepalingen die op dit ogenblik nog door het Parlement worden besproken, alsmede van de goedkeuring van een deels op die nieuwe grondwetsbepalingen steunend voorstel van bijzondere wet tot vervollediging van de federale Staatsstructuur (Gedr. St., Senaat, 558 (1992-1993), nr. 1).

Het voorbehoud dat de Raad van State in zijn advies over het voornoemde voorstel van bijzondere wet heeft geformuleerd (Gedr. St., Senaat, 558 (1992-1993), nr. 2, pp. 1-2), moet hier dus met des te meer klem worden herhaald.

Het thans aan de Raad voor advies voorgelegde voorstel werd onderzocht vanuit de veronderstelling dat de grondwetsbepalingen en de bijzondere wetsbepalingen die eraan ten grondslag liggen, zullen worden aangenomen in de vorm waarin ze thans voorliggen of op zijn minst in een versie die de juridische conclusies ten aanzien van het voorgelegde voorstel ongemoeid laat.

2. Het voorstel verwijst herhaaldelijk naar artikelen van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 die ingrijpend worden gewijzigd door het voornoemde voorstel van bijzondere wet tot vervollediging van de federale Staatsstructuur.

Het is op dit ogenblik niet alleen onmogelijk te weten hoe die artikelen inhoudelijk zullen luiden (zie : eerste algemene opmerking), maar zelfs hun juiste nummering

.../...

is nog erg onzeker, gelet op de opmerkingen welke de Raad van State in dit verband heeft gemaakt.

Het onderzoek van het wetsvoorstel kan zich derhalve niet uitstrekken tot de al dan niet correctheid van de diverse verwijzingen naar de bijzondere wet van 8 augustus 1980.

Wel kan reeds worden aangestipt dat het thans voorgelegde voorstel niet eens met het voorstel van bijzondere wet in overeenstemming is. Waar verwezen wordt naar de artikelen 31, 31bis, 31ter, enz., worden immers doorgaans - behoudens bijvoorbeeld in de verwijzing opgenomen in artikel 37 - respectievelijk de artikelen 31bis, 31ter, 31quater, enz., bedoeld.

3. Boeken I en II van het wetsvoorstel bevatten voornamelijk regelingen met betrekking tot de kieswetgeving.

In het advies bij het voorontwerp dat de wet van 6 juli 1990 tot regeling van de wijze waarop de Raad van de Duitstalige Gemeenschap wordt verkozen is geworden, maakte de Raad van State de volgende opmerking :

"De ontworpen wet werkt niet langer met verwijzingen. ... Toch moet worden gewezen op enige inconsequentie, doordat in sommige bepalingen van het ontwerp opnieuw gewerkt wordt met verwijzingen naar het Kieswetboek ... Er zal ... bij elke wijziging van het Kieswetboek nagegaan moeten worden of de ontworpen wet niet eveneens behoeft te worden gewijzigd. ... Benevens het Kieswetboek, de wet van 23 maart 1989 betreffende de verkiezing van het Europese Parlement, de voormelde wet van 12 januari 1989 (tot regeling van de wijze waarop de Raad van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest wordt verkozen), de wet tot regeling van de provincie-

.../...

raadsverkiezingen en de gemeentekieswet zal er dus een nieuwe wet komen die van de zoëven aangehaalde wetten verschilt. Een dergelijke handelwijze draagt niet bij tot de vereenvoudiging noch tot de samenhang van de instellingen en zou verwarring kunnen doen ontstaan bij hen die de verschillende wetgevingen moeten toepassen" (Gedr. St., Kamer, 1217 (1989-1990), nr. 1, pp. 41-42).

De multipliciteit en diversificatie van de kieswetgevingen wordt nu nog verder vergroot : voor de verkiezing van de Vlaamse Raad en de Waalse Gewestraad wordt een autonome regeling ingevoerd (artikelen 1 tot 42 van het voorstel) en voor de verkiezing van de provincieraden wordt in een nieuwe combinatie voorzien doordat, enerzijds, de wijze van geldig stemmen afgestemd wordt op die van de gemeenteraadsverkiezingen maar, anderzijds, voor de zetelverdeling de bestaande regeling (dit wil zeggen die geldend voor de Wetgevende Kamers en voor de Gemeenschapsraden, namelijk het zogenaamde stelsel D'Hondt) wordt behouden.

De hiervoren aangehaalde opmerking moet derhalve worden herhaald en zelfs worden aangevuld met de wens dat naar een grotere rationalisering van de onderscheiden regelingen zou worden gestreefd.

Tevens kan eraan worden herinnerd dat de Regering ingevolge de hiervoren aangehaalde opmerking in de memorie van toelichting bij de voornoemde wet van 6 juli 1990 haar intentie te kennen heeft gegeven "alle kieswetten in één enkele tekst te codificeren" (o.c., p. 6).

4. Het wetsvoorstel zou aan leesbaarheid en hanteerbaarheid winnen mochten de opschriften van de boeken, titels en hoofdstukken zo kernachtig mogelijk worden gehouden. Bij wijze van voorbeelden :

.../...

- "De verkiezingen van de Vlaamse Raad en de Waalse Gewestraad" in plaats van "Regeling van de modaliteiten voor de verkiezing van de Vlaamse Raad en de Waalse Gewestraad" (boek I, titel I);
- "Bepalingen betreffende de Duitstalige Gemeenschap" in plaats van "Wijzigingen van de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap en van de wet van 6 juli 1990 tot regeling van de wijze waarop de Raad van de Duitstalige Gemeenschap wordt verkozen" (boek II, titel IV).

5. Indien in een zelfde wet sommige artikelen worden gewijzigd of vervangen en andere artikelen worden opgeheven, is het wetgevingstechnisch gebruikelijk de numerieke orde van de te wijzigen artikelen te volgen. Voorliggend wetsvoorstel wijkt hiervan af, bijvoorbeeld wat de wijzigingen aan het Kieswetboek betreft, door een aantal wijzigende bepalingen en de opheffingsbepalingen aan het einde te groeperen (zie artikelen 111 en 112).

Door het volgen van de numerieke orde zou ook worden voorkomen dat een zelfde wijziging tweemaal wordt geformuleerd, zoals bijvoorbeeld met betrekking tot artikel 169 van het Kieswetboek gebeurt in de artikelen 84 en 111 van het voorstel.

6. Bij het voor advies voorgelegd wetsvoorstel zijn verscheidene tabellen en modellen gevoegd, waarvan sommige

.../...

bedoeld zijn als bijlagen bij de autonome regelingen die door het voorstel worden ingevoerd (namelijk de bijlagen bij titel I van boek I) en andere tot doel hebben bestaande bijlagen bij andere wetten te vervangen.

Al die bijlagen moeten doorlopend worden genummerd en onder ieder ervan zullen dezelfde ondertekeningen moeten voorkomen als onder de wet waarbij zij worden gevoegd.

In de autonome bepalingen van het voorstel (bijvoorbeeld artikel 6) verwijze men naar de betrokken bijlage als volgt : "... overeenkomstig de als bijlage ... bij deze wet gevoegde tabel".

Bepalingen waarbij een bijlage bij een bestaande wet wordt vervangen (bijvoorbeeld artikelen 200 en 220) precisere men als volgt : "... wordt vervangen door het (de) als bijlage(n) ... bij deze wet gevoegde model(len)".

7. De indieners van het wetsvoorstel zullen ook moeten nagaan of de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen niet aan herziening toe is.

BOEK I.

Regeling van de modaliteiten voor de verkiezing van de Vlaamse Raad en de Waalse Gewestraad en bepalingen betref-

.../...

fende de begrenzing van de provincies Vlaams-Brabant en
Waals-Brabant en aanwijzing van hun hoofdplaatsen.

Voorafgaande opmerking.

In boek I van het wetsvoorstel worden bepalingen samengebracht die betrekking hebben, eensdeels, op de "regeling van de modaliteiten voor de verkiezing van de Vlaamse Raad en de Waalse Gewestraad" (titel I, artikelen 1 tot 42) en, anderdeels, op "de begrenzing van de provincies Vlaams-Brabant en Waals-Brabant en (de) aanwijzing van hun hoofdplaatsen" (titel II, artikelen 43 tot 46).

De bepalingen van titel II, die verband houden met de voorgenomen splitsing van de provincie Brabant, verschillen dermate van de in titel I opgenomen regeling dat ze beter niet in één zelfde boek van de voorgestelde wet worden samengebracht. De bepalingen van de artikelen 43 tot 46 horen eerder thuis in boek II, titel VII, van het voorstel, welke titel immers betrekking heeft op de provincies en de provincieraadsverkiezingen.

Als op deze suggestie wordt ingegaan, vervalt de indeling van boek I in titels, dient het opschrift van dat boek te worden aangepast en moeten de verwijzingen in de overige bepalingen van het voorstel daarmee in overeenstemming worden gebracht.

Hoofdstuk I. - Inleidende bepalingen.

.../...

Artikel 1.

Men vervange in de inleidende zin de woorden "Voor de toepassing van deze wet" door "Voor de toepassing (van titel I) van boek I van deze wet".

Artikel 2.

Luidens deze bepaling "(zijn) de artikelen 1, § 1, 5°, en 49 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, ... naar analogie van toepassing op de verkiezing voor de Raad".

Zoals blijkt uit de "algemene toelichting bij titel I" van het voorstel (p. 13), zijn de artikelen 1 tot 42 "geïnspireerd op de wet van 12 januari 1989 tot regeling van de wijze waarop de Brusselse Hoofdstedelijke Raad wordt verkozen" en werden "de bepalingen van die wet ... in het voorstel overgenomen telkens wanneer dat mogelijk bleek".

In de artikelsgewijze toelichting wordt, ter verantwoording van het opnemen van het onderhavige artikel 2 in het voorstel, danook uitsluitend verwezen naar artikel 2 van de voornoemde wet van 12 januari 1989 waarvan het voorgestelde artikel de quasi letterlijke overname is.

Bij die transpositie hebben de indieners van het voorstel blijkbaar uit het oog verloren dat het toepassingsgebied *ratione loci* van de voornoemde wet van 12 januari 1989 en dat van de voorgestelde regeling verschillend zijn, in die zin dat de wet van 12 januari 1989 betrekking heeft

.../...

op verkiezingen die plaatsvinden in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad, terwijl boek I van het voorstel ertoe strekt verkiezingen te regelen die zullen plaatsvinden in het Nederlandse taalgebied, wat de verkiezing van de Vlaamse Raad betreft, en in het Franse en het Duitse taalgebied, wat de verkiezingen van de Waalse Gewestraad betreft (1).

Dat verschil is inzonderheid van essentieel belang voor het aanwijzen van de overheid die bevoegd is om het gebruik van de talen in verkiezingszaken te regelen : wat het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad betreft, berust die bevoegdheid bij de nationale wetgever optredend met een gewone meerderheid; wat evenwel het Nederlandse, het Franse en het Duitse taalgebied betreft, dient - overeenkomstig de rechtspraak van het Arbitragehof - de aanwijzing van de bevoegde overheid te gebeuren aan de hand van het bepaalde in artikel 59bis, § 4, tweede lid, van de Grondwet.

In zijn arrest nr. 26/90 van 14 juli 1990 heeft het Arbitragehof, uitspraak doende over beroepen tot gehele of gedeeltelijke vernietiging van de wet van 23 maart 1989 betreffende de verkiezing van het Europese Parlement, inderdaad geoordeeld :

- dat de bevoegdheid van de nationale wetgever om de verkiezingen te regelen, geenszins de bevoegdheid omvat

(1) Zie de gecombineerde bepalingen van artikel 9 van het voorstel van bijzondere wet tot vervollediging van de federale Staatsstructuur (Gedr. St., Senaat, 558 (1992-1993), nr. 1), artikel 2 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en de artikelen 3, § 1, 4 en 5 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966.

om in die aangelegenheid het gebruik van de talen te regelen (considerans 10.B.9.);

- dat kiesverrichtingen vallen onder het begrip "bestuurszaken" als bedoeld bij artikel 59bis, § 3, van de Grondwet (considerans 10.B.2.), wat meebrengt dat wat het Nederlandse en het Franse taalgebied betreft in beginsel de (Vlaamse en Franse) Gemeenschapsraden, bij uitsluiting van de wetgever, bevoegd zijn om ter zake het gebruik van de talen te regelen;
- dat krachtens artikel 59bis, § 4, tweede lid, de nationale wetgever alleen bevoegd is voor de regeling van het gebruik van de talen voor de bestuurszaken, ten aanzien van :
 - a) de gemeenten of groepen van gemeenten palend aan een ander taalgebied en waar de wet het gebruik van een andere taal dan die van het gebied waarin zij gelegen zijn, voorschrijft of toelaat; hiertoe is een wet met een bijzondere meerderheid vereist;
 - b) de diensten waarvan de werkkring verder reikt dan die van het taalgebied waarin zij gevestigd zijn;
 - c) de door de wet aangewezen nationale en internationale instellingen waarvan de werking gemeen is aan meer dan één gemeenschap (considerans 10.B.2.);
- dat de organisatie van (de Europese) verkiezingen geen dienst is waarvan de werkkring verder reikt dan die van

.../...

het taalgebied waarin zij gevestigd zijn en evenmin een instelling waarvan de werking gemeen is aan meer dan één gemeenschap (considerans 10.B.3.);

- dat voor het gebruik van de talen in de gemeenten die gelegen zijn (respectievelijk) in het Nederlandse (en het Franse) taalgebied, krachtens artikel 59bis, § 4, tweede lid, van de Grondwet, uitsluitend bevoegd is de Vlaamse (en de Franse) Gemeenschap, behalve voor de gemeenten met een bijzonder statuut zoals aangeduid in die grondwetsbepaling, waarvoor uitsluitend de nationale wetgever, optredend met een bijzondere meerderheid, bevoegd is.

De conclusie uit wat voorafgaat blijkt dan ook te moeten zijn dat artikel 2 van het voorstel moet worden geschrapt en dat de regeling van het gebruik van de talen voor de bedoelde kiesverrichtingen zal moeten worden vastgesteld door de Vlaamse en de Franse Gemeenschap voor de gemeenten zonder speciaal taalstatuut gelegen in respectievelijk het Nederlandse en het Franse taalgebied, terwijl, voor de gemeenten met een speciaal taalstatuut, die regeling zal moeten worden vastgesteld door de nationale wetgever optredend met een bijzondere meerderheid.

.../...

Hoofdstuk II. - Algemene bepalingen betreffende de rechtstreekse verkiezing van de leden van de Vlaamse Raad en de Waalse Gewestraad.

Artikel 3.

Luidens het derde lid, 1^o, van dit artikel worden op de kiezerslijst opgenomen, de personen "die op de datum waarop de kiezerslijst opgemaakt wordt" voldoen aan de kiesbevoegdheidsvoorwaarden.

Het vierde, het vijfde en het zesde lid voorzien in de gevallen waarin de aldus vastgestelde lijst van de kiezers moet worden gewijzigd wegens omstandigheden die zich voordoen tussen de datum van het opmaken van de kiezerslijst en de dag van de verkiezing : schrapping van de kiezers die in die periode de Belgische nationaliteit verliezen of het voorwerp zijn van een veroordeling of een beslissing die voor hen ofwel de uitsluiting van het kiesrecht ofwel de schorsing van dat recht op de datum van de verkiezing meebrengt, enerzijds, toevoeging aan de lijst van de personen die ten gevolge van een arrest van het hof van beroep of een beslissing van het college van burgemeester en schepenen weer als kiezers moeten opgenomen worden, anderzijds.

Luidens het voorgestelde artikel 26, § 1, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 (artikel 9 van het voornoemde voorstel van bijzondere wet tot vervollediging van de federale Staatsstructuur) worden de rechtstreeks te verkiezen leden van de Vlaamse Raad en de leden van de

.../...

Waalse Gewestraad gekozen door de Belgen die "op de dag van de verkiezing" zijn ingeschreven in de bevolkingsregisters van een gemeente van het grondgebied van respectievelijk het Vlaamse Gewest en het Waalse Gewest.

Uit die bepaling volgt dat de in artikel 3 van het voorstel opgenomen regeling inzake de aanpassing van de kiezerslijsten zal moeten worden aangevuld met bepalingen krachtens welke, enerzijds, van de kiezerslijsten worden geschrapt, de personen die tussen de datum van het opmaken van de kiezerslijst en de dag van de verkiezing worden afgevoerd van het bevolkingsregister van de gemeente en niet worden ingeschreven in een andere gemeente van het betrokken Gewest, en krachtens welke, anderzijds, aan de kiezerslijst worden toegevoegd, de personen die in de bedoelde periode worden ingeschreven in het bevolkingsregister van de gemeente en die op het ogenblik van het opmaken van de kiezerslijsten niet waren ingeschreven in de bevolkingsregisters van een andere gemeente van het Gewest.

Artikel 4.

Ter wille van de overeenstemming met de terminologie die wordt gehanteerd in het meergenoemde voorstel van bijzondere wet tot vervollediging van de federale Staatsstructuur (zie inzonderheid artikel 10 van dat voorstel), vervange men in het tweede lid van paragraaf 1 het woord "kiesomschrijving" door "kieskring".

.../...

Artikel 5.

In de Nederlandse tekst van het tweede lid schrijven men, zoals in de Franse tekst, "wordt de verwijzing naar artikel 10, § 2, van het Kieswetboek in de artikelen 18 en 19 van dat Wetboek vervangen ..." in plaats van "wordt de verwijzing naar artikel 10, § 2, van het Kieswetboek vervangen ...".

Artikel 6.

1. In het eerste lid van dit artikel wordt verwezen naar "de bij deze wet gevoegde tabel" tot vaststelling van de kieskringen en hun samenstelling.

Rekening houdend met de algemene opmerking 6, vervange men in deze bepaling "de bij deze wet gevoegde tabel" door "de als bijlage 2 bij deze wet gevoegde tabel".

2. In het tweede lid vervange men de woorden "welke vastgesteld zijn in de indelingstabel die bij artikel 87 van het Kieswetboek gevoegd is" door "welke vastgesteld zijn in de indelingstabel bedoeld bij artikel 87 van het Kieswetboek".

Artikel 7.

Rekening houdend met de opmerking die bij artikel 3 van het voorstel werd gemaakt, dient in het onderhavige

.../...

artikel een bepaling te worden opgenomen die voorziet in de mededeling van de aan de kiezerslijst aan te brengen wijzigingen die het gevolg zijn hetzij van het afvoeren van het bevolkingsregister van de gemeente zonder inschrijving in de registers van een andere gemeente van het betrokken Gewest tussen de datum van het opmaken van de kiezerslijst en de dag van de verkiezing, hetzij van de inschrijving in het bevolkingsregister - in die periode - van personen die uit een ander Gewest of uit het buitenland komen.

Artikel 9.

1. Het tweede lid van dit artikel strekt ertoe een aantal verkiezingsuitgaven (verzekeringspremies, reiskosten, presentiegelden en reisvergoedingen) ten laste te leggen van het Vlaamse of het Waalse Gewest naar gelang van het geval.

Gelet op het bepaalde in artikel 115, derde lid, van de Grondwet, kan een dergelijke regeling slechts worden vastgesteld bij een wet aangenomen met de in artikel 1, laatste lid, van de Grondwet bedoelde bijzondere meerderheid.

2. Men vervange in het eerste lid de woorden "de federale overheid" door "de Staat", aangezien de rechtspersoon wordt bedoeld.

Artikel 11.

1. In de laatste volzin van het vierde lid vervangen men de woorden "De bij deze wet gevoegde onderrichtingen

.../...

voor de kiezer ..." door "De als bijlage 1 bij deze wet gevoegde onderrichtingen voor de kiezer (model I) ...".

2. De laatste volzin van het vijfde lid, die een loutere herhaling is van de laatste volzin van het eerste lid, dient te worden weggelaten.

Artikel 12.

Het verdient aanbeveling in het derde lid, 2°, te preciseren dat, voor de toepassing van artikel 131 van het Kieswetboek, de verwijzing in het vijfde lid van dat artikel naar de artikelen 147, 162 en 175 "van het Kieswetboek" wordt vervangen door een verwijzing naar de artikelen 20, § 4, 23, § 2, en 24, § 3, van de voorgestelde wet.

Overigens blijken de indieners van het voorstel uit het oog verloren te hebben dat artikel 175 van het Kieswetboek door artikel 98 van het voorstel wordt vernummerd tot artikel 179. Artikel 131, vijfde lid, van het Kieswetboek - en meteen ook het derde lid, 2°, van het onderhavige artikel - dient daarmee in overeenstemming te worden gebracht.

Artikel 14.

Rekening houdend met de in artikel 1, 2°, van het voorstel opgenomen definitie van "de Raad", vervange men in

.../...

het eerste lid de woorden "vernieuwing van de gewestraden" door "vernieuwing van de Raad".

Artikel 15.

1. Men vervange in het eerste en het tweede lid de woorden "artikel 31, § 1, 1º, van de bijzondere wet" en "artikel 31, § 1, 2º, van de bijzondere wet" door respectievelijk "artikel 31bis, § 1, 1º, van de bijzondere wet" en "artikel 31bis, § 1, 2º, van de bijzondere wet".

2. Ter wille van de overeenstemming met de terminologie gehanteerd in de artikelen 62 en 67 van het voorstel, vervange men in het derde lid de woorden "de woonplaats" door "de hoofdverblijfplaats".

3. In het zevende lid, 1º, vervange men de woorden "artikel 31bis van de bijzondere wet" door "artikel 31ter van de bijzondere wet".

Artikel 17.

1. Men vervange in de Nederlandse tekst van paragraaf 1, eerste lid, en van paragraaf 2, eerste lid, telkens het woord "kandidaat-raadsleden" door "kandidaat-titularissen".

.../...

2. Om de reden vermeld in de tweede opmerking bij artikel 15, vervange men ook in het tweede lid van paragraaf 2 het woord "woonplaats" door "hoofdverblijfplaats".

3. De laatste volzin van paragraaf 2, tweede lid, redigere men als volgt : "De als bijlage 1 bij deze wet gevoegde onderrichtingen voor de kiezer (model I) worden daarop ook overgenomen".

Artikel 18.

1. In paragraaf 1, eerste lid, en in paragraaf 3 vervange men telkens de woorden "artikel 31bis van de bijzondere wet" door "artikel 31ter van de bijzondere wet".

2. In paragraaf 1, eerste lid, schrijve men in fine : "... en volgens de als bijlage 3 bij deze wet gevoegde modellen (modellen A, B en C)".

Artikel 19.

1. In paragraaf 2, eerste lid, vervange men de woorden "alsmede de bij deze wet gevoegde onderrichtingen voor de kiezer en ..." door "alsmede de als bijlage 1 bij deze wet gevoegde onderrichtingen voor de kiezer (model I) en ...".

.../...

2. Wat de bepaling van het tweede lid van paragraaf 2 betreft, luidens welke onder meer een exemplaar van de bijzondere wet en van de voorgestelde wet in het wachtlokaal ter beschikking van de kiezers wordt gelegd, verdient het wellicht aanbeveling te preciseren dat alleen de op de verkiezing betrekking hebbende bepalingen van die wetten moeten worden ter beschikking gesteld.

Artikel 20.

Gelet op de in artikel 1, 2°, opgenomen definitie, vervange men in de inleidende zin van paragraaf 2 de woorden "de Vlaamse Raad en de Waalse Gewestraad" door "de Raad".

Artikel 21.

1. Bij de verwijzing, in paragraaf 1, eerste lid en tweede lid, 2°, naar artikel 155 van het Kieswetboek, werd blijkbaar uit het oog verloren dat artikel 77 van het voorstel de thans geldende tekst van dat artikel 155 in een paragraaf 1 opneemt.

Tenzij wordt ingegaan op de verder in dit advies geformuleerde suggestie om de in artikel 77 van het voorstel opgenomen bepaling als een paragraaf 2 op te nemen in artikel 156 in plaats van in artikel 155, dient in paragraaf 1, eerste lid en tweede lid, 2°, telkens te worden geschreven "artikel 155, § 1," in plaats van "artikel 155".

.../...

2. In de Nederlandse tekst van paragraaf 1, tweede lid, 1^o, vervange men de woorden "naar artikel 16, achtste lid" door "naar artikel 161, achtste lid".

3. Ter wille van de terminologische uniformiteit met de overige bepalingen van paragraaf 2, schrijve men in de Nederlandse tekst van de tweede volzin van het derde lid van die paragraaf "eerste ondercategorie" in plaats van "eerste subcategorie".

Artikel 25.

1. In dit artikel, dat de procedure van lijsten-verbinding regelt, werd geen rekening gehouden met de mogelijkheid, waarin het voorgestelde artikel 31quater (niet : 31ter) van de bijzondere wet voorziet, dat de kieskringen met de provinciegrenzen samenvallen of deze overschrijden, in welk geval de bevoegdheden van de provinciale centrale bureaus worden uitgeoefend door een gewestelijk centraal bureau (zie artikel 9, tweede lid, van het voorgestelde artikel 31sexies van de bijzondere wet).

2. Men vervange in paragraaf 1 en in paragraaf 2, eerste lid, telkens de woorden "artikel 31ter van de bijzondere wet" door "artikel 31quater van de bijzondere wet".

.../...

3. In paragraaf 3, vierde en vijfde lid, van de Nederlandse tekst vervange men respectievelijk de woorden "kiesomschrijvingen" en "omschrijvingen" door "kieskringen". In de Franse tekst schrijve men "circonscription électorale" in plaats van "circonscription".

Artikel 26.

Men schrijve "artikel 31quater" in plaats van "artikel 31ter".

Artikel 27.

In de Nederlandse tekst van het tweede lid schrijve men "op de dag van de verkiezing" in plaats van "voor de dag van de stemming".

Artikel 28.

1. Gelet op de in artikel 1, 2°, van het voorstel opgenomen definitie, vervange men in paragraaf 1 de woorden "voor de Vlaamse Raad en de Waalse Gewestraad" door "voor de Raad".

2. In de Nederlandse tekst van paragraaf 3 schrijve men "in twee of meer stemafdelingen van dezelfde gemeente of in verscheidene gemeenten" in plaats van "in twee of meer

.../...

stemaafdelingen van dezelfde gemeente of in dezelfde gemeente".

3. In paragraaf 4 vervange men de woorden "mogen slechts de verkiezingen voor de Vlaamse Raad of de Waalse Gewestraad, naar gelang van het geval, in aanmerking worden genomen" door "worden slechts de verkiezingen voor de Raad in aanmerking genomen".

Hoofdstuk III. - Bijzondere bepalingen houdende de organisatie van de gelijktijdige verkiezingen van de Vlaamse Raad, de Waalse Gewestraad en het Europese Parlement.

Hoofdstuk IV. - Bijzondere bepalingen houdende organisatie van de gelijktijdige verkiezingen van de Vlaamse Raad, de Waalse Gewestraad en de federale Wetgevende Kamers.

Algemene opmerking.

In de hoofdstukken III en IV (van titel I) van boek I van het voorstel worden de nadere regelen vastgesteld met betrekking tot de gelijktijdige verkiezingen van de Vlaamse Raad en de Waalse Gewestraad, enerzijds, en van het Europese Parlement (hoofdstuk III) of de federale Wetgevende Kamers (hoofdstuk IV), anderzijds.

Luidens het eerste artikel van ieder van die hoofdstukken III en IV (artikelen 29 en 36) zal de in de

.../...

hoofdstukken I en II van boek I van het voorstel opgenomen regeling inzake de verkiezing van de Vlaamse Raad en de Waalse Gewestraad in beginsel toepassing vinden op die gelijktijdige verkiezingen, onder voorbehoud van de nadere (afwijkende) regelen die in de hoofdstukken III en IV zijn bepaald.

Inzonderheid wat de termijnen betreft waarbinnen de onderscheiden verkiezingsverrichtingen moeten plaatsvinden, wijkt de in de hoofdstukken I en II opgenomen regeling inzake de verkiezing van de Raden af van die vastgesteld voor de verkiezing van het Europese Parlement en van de Wetgevende Kamers.

De Raad van State heeft, binnen de hem toegemeten tijd en gelet op de omvang van het voorstel, niet kunnen nagaan in hoeverre die afwijkende regelingen aanleiding kunnen geven tot toepassingsmoeilijkheden.

Artikel 29.

In de Nederlandse tekst van dit artikel dienen de woorden "titels" en "titel" vervangen te worden door respectievelijk "hoofdstukken" en "hoofdstuk".

Men precisere voorts, ook in de Franse tekst, dat bedoeld worden de hoofdstukken I en II "(van titel I) van boek I" van de voorgestelde wet.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 36.

.../...

Artikel 33.

Wat de in het tweede lid van paragraaf 1 opgenomen bepaling betreft, welke voorziet in een afwijking van artikel 9 van het voorstel, wordt verwezen naar de opmerking die hiervoren bij dat artikel 9 werd gemaakt.

Artikelen 34 en 35.

Luidens deze artikelen is de lijst van de Belgische kiezers opgemaakt voor de verkiezing van het Europese Parlement ook die van de kiezers voor de Raad (artikel 34) en gelden de oproepingsbrieven voor de kiezers van de Raad tevens voor de verkiezingen van het Europese Parlement, met dien verstande dat op die oproepingsbrieven de aanvullende vermeldingen worden aangebracht vereist voor de verkiezing van het Europese Parlement (artikel 35).

Bij die voorgestelde regeling moeten de volgende opmerkingen worden gemaakt.

1. Zoals blijkt uit artikel 1 evenals uit de afdelingen I en II van hoofdstuk II van de wet van 23 maart 1989 betreffende de verkiezing van het Europese Parlement, worden er voor die verkiezing twee lijsten van "Belgische kiezers" opgemaakt, met name de "lijst van de kiezers die ingeschreven zijn in de bevolkingsregisters van een Belgische gemeente of hun werkelijke verblijfplaats op het grondgebied van een Belgische gemeente bezitten", enerzijds, en de "lijst van de Belgische kiezers die hun werkelijke

.../...

verblijfplaats op het grondgebied van een andere Lid-Staat van de Europese Gemeenschap hebben gevestigd", anderzijds.

In artikel 34 van het voorstel wordt uiteraard alleen die eerste lijst bedoeld.

2. Zelfs indien in artikel 34 van het voorstel de hiervoren bedoelde precisering wordt aangebracht, moet met betrekking tot die bepaling nog het volgende voorbehoud worden gemaakt.

Luidens artikel 1, § 1, 3°, van de voornoemde wet van 23 maart 1989 moet men, om kiezer te zijn voor het Europese Parlement, ingeschreven zijn in de bevolkingsregisters van een Belgische gemeente.

Uit die bepaling volgt dat wanneer een op een kiezerslijst van een gemeente ingeschreven persoon, tussen de datum van het opmaken van de kiezerslijst en de dag van de verkiezing, wordt afgevoerd van het bevolkingsregister van die gemeente, om te worden ingeschreven in de bevolkingsregisters van een andere Belgische gemeente - ook al is dat een gemeente gelegen op het grondgebied van een ander Gewest -, die omstandigheid geen aanleiding zal geven tot schrapping van de kiezerslijst (en evenmin tot toevoeging aan de kiezerslijst van de gemeente waar de betrokkene zich inmiddels heeft gevestigd).

Zoals werd opgemerkt bij artikel 3 van het voorstel, moet de hiervoren bedoelde omstandigheid echter wel aanleiding geven tot wijziging van de kiezerslijsten

.../...

voor de verkiezing van de Vlaamse Raad en de Waalse Gewestraad.

3. Luidens de artikelen 11, § 1, en 16 van de wet van 23 maart 1989 zijn onder meer de artikelen 89bis en 107bis van het Kieswetboek van toepassing op de verkiezingen voor het Europese Parlement, wat meebrengt dat de kiezers die zijn ingeschreven op de kiezerslijsten van de gemeenten Voeren en Komen-Waasten de mogelijkheid hebben om, wat de verkiezing voor het Europese Parlement betreft, respectievelijk in Aubel en Heuvelland te stemmen en dat aan die kiezers een speciaal model van oproepingsbrief zal worden toegezonden.

De hiervoren bedoelde mogelijkheid bestaat niet voor de verkiezingen van de Vlaamse Raad en de Waalse Gewestraad.

Het voorstel zal moeten worden aangepast om rekening te houden met de vorenstaande opmerkingen, niet alleen wat het opstellen van de oproepingsbrief betreft, maar ook wat de organisatie van de stemverrichtingen en de stemopnemingsverrichtingen betreft.

Artikel 40.

Het verdient aanbeveling, om redenen van conformiteit met de gelijkaardige bepalingen van de artikelen 165, § 2, en 196, § 2, van het voorstel, het in paragraaf 2, eerste lid, bedoelde stemopnemingsbureau A te belasten met

.../...

de verrichtingen voor de verkiezing van de Wetgevende Kamers.

Men redigere de eerste volzin van het eerste lid van paragraaf 2 dan ook als volgt :

"De stemopnemingsverrichtingen geschieden voor de verkiezing van de federale Wetgevende Kamers en voor de verkiezing van de Raad door onderscheiden stemopnemingsbureaus die respectievelijk A en C genoemd worden".

Artikelen 41 en 42.

Met betrekking tot deze artikelen gelden, mutatis mutandis, de opmerkingen 2 en 3 welke bij de artikelen 34 en 35 van het voorstel werden gemaakt.

BOEK II.

Wijzigingen van wetten.

TITEL I.- Wijzigingen van het Kieswetboek.

Algemene opmerkingen.

1. Wetgevingstechnisch dient in een inleidende zin de te wijzigen tekst te worden aangehaald met alle vroegere wijzigingen die nog relevant zijn. Dit wordt bij de artikelen van deze titel niet gedaan. Men zal bijvoorbeeld schrijven in artikel 49 van het voorstel : "Artikel 88 van

.../...

hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 5 juli 1976, wordt vervangen door de volgende bepaling : " en in artikel 52 van het voorstel : "Artikel 94bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 4 juli 1989, ...".

Het gaat uiteraard de taak van de Raad van State te buiten, voor een zo omvangrijk voorstel als datgene dat nu wordt voorgelegd, systematisch al die tekortkomingen op te sporen.

2. De vernummeringen van bestaande teksten welke door de artikelen 83 tot 99 van het voorstel worden doorgevoerd - ook al lijken daarbij geen vergissingen te zijn begaan - roepen vanuit wetgevingstechnisch standpunt bezwaren op.

De herschikking van de artikelen 165 tot 180 van het Kieswetboek gebeurt, gelet op het ingrijpend karakter ervan, best niet door die artikelen stuk voor stuk te vernummeren, te meer wanneer die vernummeringen bovendien gepaard gaan met inhoudelijke wijzigingen van de vernummerde artikelen en het samenbrengen van die artikelen in nieuwe hoofdstukken.

Om de voorgenomen wijzigingen tot hun recht te laten komen - en ze op die manier ook geschikter te maken voor de parlementaire bespreking - is het wenselijk de artikelen 165 tot 180 van het Kieswetboek met één enkel artikel van het voorstel in hun geheel te herschrijven.

.../...

3. In aansluiting bij de terminologie welke in de voorgestelde grondwetsbepalingen wordt gebruikt, worden in het Kieswetboek de termen "kiesarrondissement" en "kiesomschrijvingen" vervangen door "kieskring".

Die nieuwe terminologie wordt echter niet systematisch gehanteerd in de bepalingen van de kieswetgeving die door het voorstel worden gewijzigd (zie bijvoorbeeld artikelen 51, 61 en 87), noch in de nieuwe autonome regelingen (zie bijvoorbeeld artikel 25, § 3). Erger nog : in bepalingen waarbij een artikel van het Kieswetboek met aanpassingen van overeenkomstige toepassing wordt verklaard, wordt de oude terminologie nog gebruikt, hoewel het voorstel de desbetreffende bepaling heeft aangepast (zie bijvoorbeeld artikel 146, 1^o, van het voorstel, dat een term van artikel 119 van het Kieswetboek aanhaalt zonder rekening te houden met de door artikel 111 van het voorstel in dat artikel 119 aangebrachte terminologische wijziging).

Tevens moet worden opgemerkt dat de in de toelichting aangekondigde machtiging van de Koning om het Kieswetboek met de nieuwe terminologie in overeenstemming te brengen (p. 23), nergens in de tekst van het voorstel terug te vinden is.

4. Het voorstel wijzigt sommige bepalingen om rekening te houden met de splitsing van de provincie Brabant en de bijzondere situatie van het arrondissement Brussel-Hoofdstad (zie met name de artikelen 59 en 98 van het voorstel). Niet alle bepalingen van het Kieswetboek maken evenwel het

.../...

voorwerp uit van dergelijke wijzigingen. De artikelen 91 en 93 van het Kieswetboek bijvoorbeeld spreken nog steeds alleen over de provinciegouverneur.

In plaats van het omslachtige procédé dat erin bestaat telkens het woord "provinciegouverneur" aan te vullen met de woorden "en de gouverneur van het arrondissement Brussel-Hoofdstad", kunnen de indieners van het voorstel overwegen in fine van het Kieswetboek een bepaling in te voegen, waarbij gesteld wordt dat de gouverneur van het arrondissement Brussel-Hoofdstad voor dit arrondissement de taken vervult die dit Wetboek toewijst aan de provinciegouverneur.

Artikel 47.

De in het voorgestelde artikel 87 opgenomen woorden "overeenkomstig de tabel gevoegd bij dit wetboek" zouden doen veronderstellen dat wordt verwezen naar een reeds bestaande, bij het Kieswetboek gevoegde tabel, terwijl de bij het onderhavige voorstel opgenomen tabel van de pagina's 278 tot 297 wordt bedoeld.

Naar het voorbeeld van de artikelen 200 en 220, moet titel I van boek II derhalve worden aangevuld met een bepaling waarbij de thans krachtens artikel 87 van het Kieswetboek geldende tabel wordt vervangen door de bij het voorstel gevoegde nieuwe tabel. Aan deze tabel moet tevens een passend opschrift worden gegeven.

.../...

Artikel 48.

1. In het derde, het vierde en het vijfde lid van het voorgestelde artikel 87bis schrijve men telkens "kies-college" of "kiescolleges" in plaats van "college" of "colleges".

2. Het voorgestelde artikel 53 van de Grondwet en het onderhavige artikel 48 dat de genoemde grondwetsbepaling nader uitwerkt, impliceren de opheffing, met ingang van de eerstvolgende algehele vernieuwing van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, van de wet van 7 maart 1984 tot indeling over de kiesarrondissementen van de zetels van de senatoren die rechtstreeks door het kiezerskorps worden gekozen en tot vaststelling van het getal der senatoren die door de provincieraden en door de Senaat worden gekozen overeenkomstig de uitslagen van de algemene volkstelling van 1 maart 1981.

Het verdient aanbeveling de genoemde wet, met een in boek V van het voorstel op te nemen bepaling, formeel op te heffen, en dit met ingang van de eerstvolgende algehele vernieuwing van de Kamer van Volksvertegenwoordigers.

Artikel 49.

De in het voorgestelde artikel 88, eerste lid, voorkomende woorden "die de kieskringen vormen" zijn over-

.../...

bodig en bovendien verwarringscheppend. Zij worden derhalve beter geschrapt.

Artikel 51.

1. Duidelijkheidshalve vervange men het eerste lid van artikel 94 in zijn geheel. Men redigere het dan als volgt :

"In de hoofdplaats van elke kieskring voor de verkiezing van de leden van de Kamer van Volksvertegenwoordigers wordt een hoofdbureau van de kieskring samengesteld".

Verder in het artikel zal, bij de latere aanpassing van de terminologie, dan sprake moeten zijn van "het hoofdbureau van de kieskring", "de kieskringen" en "de hoofdplaats van de kieskring".

2. In het vijfde lid van artikel 94 moeten, gelet op het bepaalde in artikel 48 van het voorstel, de woorden "of de senatoren" worden geschrapt.

Artikel 52.

1. Overeenkomstig een gevestigd gebruik plaatse men, in de Nederlandse tekst van het voorgestelde artikel 94bis, tweede lid, de regeling betreffende het Nederlandse kiescollege vóór die betreffende het Franse kiescollege.

.../...

2. Het voorgestelde artikel 94bis, § 2, voorziet in de oprichting van provinciehoofdbureaus voor de verkiezing van de rechtstreeks te verkiezen senatoren. Het voorstel bepaalt echter nergens de samenstelling van die bureaus.

Indien het de bedoeling is de aan die bureaus opgedragen taken te laten verrichten door het hoofdbureau van de kieskring voor de verkiezing van de leden van de Kamer van Volksvertegenwoordigers dat in de hoofdplaats van de provincie zitting houdt, dan dient - naar het voorbeeld van het voorgestelde artikel 115, derde lid, van het Kieswetboek met betrekking tot de taak van het provinciaal centraal bureau - zulks in het voorgestelde artikel 94bis met zoveel woorden uitdrukkelijk te worden geregeld.

Zoniet, dient het voorstel te worden aangevuld met een bepaling welke de samenstelling van die provinciehoofdbureaus regelt.

Artikel 55.

Men verbeterde deze bepaling als volgt :

"In artikel 96, tweede lid, tweede volzin, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "aan de voorzitter van het arrondissementshoofdbureau" vervangen door de woorden "aan de voorzitter van het hoofdbureau van de kieskring alsmede aan de voorzitter van het collegehoofdbureau".

.../...

Artikel 56.

1. In de Franse tekst van de inleidende zin schrijven men "... la phrase introductive est ...".

2. In de Nederlandse tekst schrijven men "de hoofdbureaus van een (niet : de) kieskring".

3. Indien het niet de bedoeling is dat de taak van de provinciehoofdbureaus door een hoofdbureau van een kieskring zou worden verricht (zie daarover de opmerking bij artikel 53), dan dient de in de voorgestelde bepaling opgenomen opsomming te worden aangevuld met de vermelding van die provinciehoofdbureaus. Deze opmerking geldt ook voor het voorgestelde artikel 116, § 5, derde lid (artikel 62 van het voorstel).

Artikel 57.

In 3° schrijven men "opgeheven" in plaats van "geschrapt".

Artikel 59.

Indien wordt ingegaan op het voorstel geformuleerd in de vierde algemene opmerking bij titel I van boek II, kan dit artikel worden geschrapt.

.../...

Dezelfde opmerking geldt ook voor artikel 98 van het voorstel.

Artikel 60.

Daar in de structuur van het Kieswetboek de bepalingen betreffende de Kamer van Volksvertegenwoordigers doorgaans vóór die betreffende de Senaat aan de orde worden gesteld, is het wenselijk die volgorde ook in de voorgenomen wijzigingen en aanvullingen in acht te nemen.

Men stelde het voorgestelde artikel 115, eerste lid, dan ook beter als volgt :

"De voordrachten van kandidaten worden respectievelijk aan de voorzitter van het hoofdbureau van de kieskring en aan de voorzitter van het collegehoofdbureau ter hand gesteld ...".

Het 2º moet in dezelfde zin worden aangepast.

Artikel 61.

1. In 2º ware het beter te schrijven : "in § 1, derde lid, worden de woorden "in ieder kiesarrondissement" vervangen door de woorden "in iedere kieskring of kiescollege"".

.../...

2. In 3º leze men "de kieskring- en collegehoofdbureaus".

3. In 5º schrijve men "wordt opgeheven" in plaats van "wordt geschrapt".

4. In 9º van de Nederlandse tekst vervange men in fine "de auteur" door "de indiener".

Artikel 62.

1. In paragraaf 1 van het voorgestelde artikel 116 schrijve men in fine van de Nederlandse tekst "hetzij door ten minste drie aftredende leden".

2. De in paragraaf 2 gebruikte uitdrukking "vijfduizend kiezers die zijn ingeschreven in een van de vijf provincies" is dubbelzinnig, omdat er niet uit blijkt dat de bedoelde vijfduizend kiezers niet tot één enkele provincie hoeven te behoren. Bovendien is het onjuist te schrijven dat provincies en kandidaten tot een kiescollege behoren. Om deze redenen dient de voorgestelde paragraaf 2 te worden herschreven.

.../...

3. Men herschrijve de eerste volzin van paragraaf 3 als volgt :

"De voordracht wordt aan de voorzitter van het hoofdbureau van de kieskring of aan de voorzitter van het collegehoofdbureau overhandigd, hetzij door een van de drie daartoe door de kandidaten onder de in § 1 en § 2 aangewezen kiezers, hetzij door een van de twee daartoe door de voordragende parlementsleden aangewezen kandidaten".

Om de reden aangegeven bij de bespreking van artikel 60, vermeldde men ook in de laatste volzin van paragraaf 3 het hoofdbureau van de kieskring vóór het collegehoofdbureau.

4. Ermee rekening houdend dat de bepaling van paragraaf 4, derde lid, ook moet gelden voor letterwoorden waaraan bescherming is verleend ter gelegenheid van verkiezingen voor de Vlaamse Raad en verkiezingen voor de Raad van de Duitstalige Gemeenschap, dient men "Gemeenschaps- en Gewestraden" te schrijven in plaats van "gewestraden".

Artikel 63.

Daar blijktens het voorgestelde artikel 87bis van het Kieswetboek (artikel 48 van het voorstel) de twee kiescolleges voor de Senaat elk twee kieskringen zullen omvatten, is het niet meer correct te bepalen dat "niemand ... tegelijk in meer dan één kiesarrondissement

.../...

(lees overeenkomstig de nieuwe terminologie : kieskring) (mag) voorgedragen worden". Artikel 118, tweede lid, van het Kieswetboek behoeft derhalve aanpassing.

Artikel 66.

Men precisere in het voorgestelde artikel 119quater dat het gaat om de bepaling van "artikel 116, § 4, vijfde lid, tweede volzin".

Artikel 67.

Ter wille van de overeenstemming met het voorgestelde artikel 116, § 4, eerste lid (artikel 62 van het voorstel), moeten in artikel 123, derde lid, 4^o, van het Kieswetboek enkel de woorden "de woonplaats" worden vervangen door "de hoofdverblijfplaats" (en moeten dus de woorden "en het volledig adres" behouden blijven), terwijl in artikel 127, tweede lid, van hetzelfde Wetboek de woorden "hun woonplaats" moeten worden vervangen door de woorden "hun hoofdverblijfplaats".

Artikel 68.

In de tweede volzin van de Nederlandse tekst schrijve men : "Voor de verkiezing voor de Senaat ...".

.../...

Artikel 69.

1. De bij dit artikel ingestelde procedure wordt, volgens de toelichting bij het voorstel (p. 28), ingevoerd in navolging van het bepaalde in de wet van 23 maart 1989 betreffende de verkiezing van het Europese Parlement.

Er moet evenwel worden aangestipt dat, in tegenstelling met de regeling vervat in artikel 22, 5°, van de voornoemde wet van 23 maart 1989 - die voorziet in een procedure tegen beslissingen van het collegehoofdbureau op bezwaarschrift van een kandidaat -, de thans voorgestelde procedure gericht is tegen beslissingen die het collegehoofdbureau ook autonoom kan nemen.

Het komt aan de wetgever toe om te oordelen of de twee regelingen niet meer op elkaar moeten worden afgestemd.

2. Zoals in het voorgestelde artikel 119quater (artikel 66 van het voorstel), precisere men ook in het voorgestelde artikel 125quinquies, eerste lid, dat het gaat om kandidaten die niet hebben voldaan aan de bepaling van "artikel 116, § 4, vijfde lid, tweede volzin".

Overigens ware het juister in het tweede lid te stellen "een Nederlandstalige of een Franstalige kamer van de Raad van State", daar de instelling verscheidene Nederlandstalige en verscheidene Franstalige kamers telt.

.../...

Artikel 70.

1. In paragraaf 1, vierde lid, van het voorgestelde artikel 128, schrijve men in de Nederlandse tekst "opvolgers" (in het meervoud).

2. In paragraaf 2, derde lid, schrijve men "de provinciehoofdbureaus van zijn ambtsgebied" in plaats van "de provinciale centrale bureaus van zijn ambtsgebied" en in paragraaf 2, vierde lid, telkens "kiescollege" in plaats van "college".

3. In paragraaf 2, vierde lid, dient te worden gepreciseerd dat het stembiljet moet worden opgemaakt "overeenkomstig de bij dit Wetboek gevoegde modellen II d), II e) en II f)".

Het voorstel moet bovendien, in fine van titel I van boek I, worden aangevuld met een afzonderlijke bepaling waarbij de bedoelde modellen bij het Kieswetboek worden gevoegd ter vervanging van de huidige modellen.

Dezelfde opmerkingen moeten mutatis mutandis bij paragraaf 3 worden gemaakt met betrekking tot de modellen van de stembiljetten voor de verkiezing van de leden van de Kamer van Volksvertegenwoordigers.

Artikel 73.

Met betrekking tot dit artikel wordt verwezen naar de opmerking bij artikel 9.

.../...

Artikel 74.

Luidens het bestaande artikel 132 van het Kieswetboek kunnen, bij verkiezingen voor de algehele vernieuwing van de Kamer van Volksvertegenwoordigers of van de Senaat, de kandidaten van een lijst, met de instemming van de personen die hen hebben voorgedragen, verklaren dat zij, met het oog op de zetelverdeling, zich verbinden met de bij name aan te wijzen kandidaten van lijsten die in andere kiesarrondissementen (lees thans : andere kieskringen) van dezelfde provincie zijn voorgedragen.

Het voorstel schaft de mogelijkheid van lijstenverbinding voor de verkiezingen van de Senaat terecht af, daar lijstenverbindingen niet meer bestaanbaar zijn met de regeling welke voortaan voor die verkiezingen zal gelden.

Artikel 132 moet evenwel ook worden aangepast in zoverre het betrekking heeft op de verkiezingen voor de Kamer van Volksvertegenwoordigers. Zoniet, zouden verbindingen tussen lijsten ingediend in de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde, enerzijds, met lijsten ingediend in de kieskring Leuven of met lijsten ingediend in de kieskring Nijvel, anderzijds, - mogelijkheden welke de indieners van het voorstel klaarblijkelijk niet willen uitsluiten (zie artikel 60 van het voorstel) - niet meer geoorloofd zijn vanaf 1 januari 1995, omdat vanaf die datum de provincie Brabant in een provincie Vlaams-Brabant en een provincie Waals-Brabant zal worden gesplitst en bovendien het administratief arrondissement Brussel van geen enkele provincie meer deel zal uitmaken.

.../...

Artikel 77.

Het ware logischer de voorgestelde wijzigingen van artikel 155 van het Kieswetboek in artikel 156 van dat Wetboek aan te brengen.

Artikel 79.

In het voorgestelde artikel 161bis, eerste lid, schrijve men "het provinciehoofdbureau" in plaats van "het provinciaal centraal bureau".

Artikel 83.

Indien niet wordt ingegaan op de hiervoren in de tweede algemene opmerking bij titel I van boek II gedane suggestie om de artikelen 165 tot 180 van het Kieswetboek in hun geheel te vervangen, stelle men artikel 83 als volgt :

"In titel IV van hetzelfde Wetboek wordt na artikel 164 het volgende opschrift ingevoegd :

"Hoofdstuk 5.

Zetelverdeling ...".

Merkwaardig zou dan wel zijn dat het eerste artikel van dat nieuwe hoofdstuk het door het voorstel (artikel 112, 2º) opgeheven artikel 165 zou zijn.

.../...

Het met betrekking tot de redactie van artikel 83 gedane voorstel geldt mutatis mutandis ook voor de artikelen 85 (verkeerdelijk als 84 genummerd), 89 en 95.

Artikel 85.

1. Dit artikel moet tot artikel 86 worden vernummerd.

2. Artikel 174 van het Kieswetboek zal tevens moeten worden aangevuld met een voorschrift, luidens hetwelk, vanaf 1 januari 1995, in geval van verbindingen tussen lijsten ingediend in de kieskring van Brussel-Halle-Vilvoorde, enerzijds, en lijsten ingediend in de kieskring Leuven of in de kieskring Nijvel, anderzijds, voor de verkiezing van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, de zetelverdeling en de aanwijzing van de verkozenen niet door een provinciaal centraal bureau zullen worden verricht, maar wel door het hoofdbureau van de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde.

Artikel 87.

In 2^o schrijve men "kieskring" in plaats van "omschrijving".

Artikel 93.

Onverminderd de met betrekking tot de vernummeringen en herschikkingen van de artikelen 165 tot 180 van het Kieswetboek in de tweede algemene opmerking bij titel I

.../...

van boek II geformuleerde kritiek, wordt voorgesteld de redactie van artikel 93 als volgt te verbeteren :

"Artikel 178 van hetzelfde Wetboek wordt vernummerd tot artikel 175 en vervangen door de volgende bepaling :

"Het provinciaal centraal bureau ...".

Artikel 101.

1. Deze bepaling heeft klaarblijkelijk tot doel, ter uitvoering van het voorgestelde artikel 53, § 6, tweede lid, van de Grondwet, de verkiezing te regelen van de senatoren bedoeld in § 1, 3^o tot 5^o, van het genoemde grondwetsartikel, de zogenaamde gemeenschapssenatoren.

2. Gelet op de artikelen 34 en 46 van de Grondwet, luidens welke bepalingen elke Kamer de geloofsbrieven van haar leden onderzoekt en zij, in haar reglement, de wijze bepaalt waarop zij haar bevoegdheid uitoefent, komt het de wetgever niet toe een termijn te bepalen binnen welke de rechtstreeks verkozen senatoren tot het onderzoek van hun geloofsbrieven moeten overgaan.

De eerste volzin van het voorgestelde artikel 211, § 1, eerste lid, dient derhalve te worden geschrapt.

De wetgever zou echter wel een termijn kunnen bepalen binnen welke na het onderzoek van de geloofsbrieven de procedure voor de verkiezing van de gemeenschapssenatoren op gang moet worden gebracht.

.../...

Dezelfde kritiek geldt mutatis mutandis voor zover in het voorgestelde artikel 213 (artikel 103 van het voorstel) wordt bepaald dat de vergadering van de rechtstreeks verkozen senatoren en de gemeenschapssenatoren "zonder verwijl" overgaat tot het onderzoek van de geloofsbrieven van de gemeenschapssenatoren.

3. Luidens het voorgestelde artikel 53, § 1, 3^o tot 5^o, van de Grondwet worden de gemeenschapssenatoren "aangewezen door en uit" respectievelijk de Vlaamse Raad, de Franse Gemeenschapsraad en de Raad van de Duitstalige Gemeenschap. Artikel 53, § 4, tweede lid, bepaalt bovendien dat "voor de aanwijzing van de senatoren bedoeld in § 1, 3^o en 4^o, alleen de lijsten in aanmerking (komen) waarop ten minste één senator bedoeld in § 1, 1^o en 2^o, gekozen is en voor zover voldoende op deze lijsten gekozen leden zitting hebben in, al naar het geval, de Vlaamse Raad of de Franse Gemeenschapsraad".

3.1. De bepaling van het voorgestelde artikel 53, § 4, tweede lid, van de Grondwet luidens welke alleen voor een aanwijzing als gemeenschapssensor in aanmerking komen, de leden van de Vlaamse Raad of van de Franse Gemeenschapsraad die verkozen zijn op een lijst "waarop ten minste één senator ... (rechtstreeks) ... gekozen is", mag kennelijk niet letterlijk worden opgevat. De leden van de Vlaamse Raad en van de Franse Gemeenschapsraad worden immers, overeenkomstig de voorgestelde hervorming, rechtstreeks verkozen (hetzij in die hoedanigheid, hetzij als lid van de Gewestraad), wat onder meer inhoudt dat de lijsten voor de

.../...

rechtstreekse verkiezing van die leden en de lijsten voor de verkiezing van de in artikel 53, § 1, 1^o en 2^o, van de Grondwet bedoelde senatoren geenszins dezelfde zijn. Het gaat overigens om onderscheiden verkiezingen welke in de regel zelfs niet gelijktijdig zullen worden georganiseerd.

Hoogstens kan met de genoemde grondwetsbepaling bedoeld zijn dat, om in aanmerking te komen om als gemeenschapssenator te worden aangewezen, het betrokken lid van de Vlaamse Raad of van de Franse Gemeenschapsraad moet verkozen zijn op een lijst die van dezelfde politieke strekking is als de lijst waarop ten minste één senator rechtstreeks werd verkozen.

In het voorgestelde artikel 211, § 3, wordt gepoogd voor dat probleem een oplossing te vinden door aan de rechtstreeks verkozen senatoren van een zelfde lijst het recht te verlenen om, naar gelang van het geval, al de verkozenen van de Vlaamse Raad of van de Franse Gemeenschapsraad aan te wijzen "die tot dezelfde politieke formatie (behoren)".

Die regeling is ontoereikend, omdat het juridisch niet mogelijk is te bepalen of de verkozenen van twee totaal onderscheiden politieke organen al dan niet "tot dezelfde politieke formatie behoren".

Om sluitend te zijn, zou de regeling op zijn minst moeten worden aangevuld met de dubbele voorwaarde dat al de verkozenen die aldus worden aangewezen, op een zelfde lijst werden verkozen en zij allen, of in ieder geval de meerderheid onder hen, bevestigen "tot dezelfde politieke formatie" te behoren als de senatoren die hen hebben aangewezen.

.../...

A fortiori gaat het niet op in de paragrafen 4 en 6 van het voorgestelde artikel 211 te gewagen van "gemeenschapssenatoren aangewezen door de politieke partij, waarvan de lijst zich opeist (sic)".

Ten slotte kan de vraag worden gesteld waarom de aanwijzingen bedoeld in het voorgestelde artikel 211, § 3, blijkbaar door al de rechtstreeks verkozenen van de betrokken lijst moeten worden ondertekend, terwijl voor de voordracht van de kandidaten-gecoöpteerd senator de ondertekening door een meerderheid van de leden van de betrokken fractie volstaat (zie het voorgestelde artikel 220, derde lid - artikel 106 van het voorstel).

3.2. Voor de gevallen waarin het aantal verkozenen van een zelfde politieke fractie die in de betrokken Gemeenschapsraad zitting heeft, groter is dan het aantal gemeenschapssenatoren dat onder die verkozenen mag worden aangewezen, blijft dan nog de vraag hoe die aanwijzing zal dienen te gebeuren.

Het voorschrift van artikel 53, § 1, 3^o en 4^o, van de Grondwet dat de bedoelde senatoren "door" de betrokken Gemeenschapsraad moeten worden aangewezen, impliceert dat de aanwijzing uitsluitend zaak is van de Gemeenschapsraad, terwijl de eis dat de aan te wijzen senatoren tot een bepaalde politieke fractie moeten behoren, zijnerzijds veronderstelt dat de betrokken fractie een belangrijke inspraak bij die aanwijzing moet hebben.

Het lijkt vanzelfsprekend dat op zijn minst de voorstellen van de betrokken fractie zullen moeten uitgaan. Tevens kan men aannemen dat de fractie daarover bij gewone

.../...

meerderheid zal beslissen. Doch, zal al dan niet bij geheime stemming moeten worden beslist ? Zullen de voorstellen van een fractie naderhand door de voltallige Raad moeten worden bekrachtigd ? En, zo ja, hoe zal er moeten worden gehandeld wanneer de Raad een voorstel afwijst ?

De voorgestelde regeling zal op al deze punten moeten worden aangevuld.

3.3. Bij het verder uitwerken van de in het voorgestelde artikel 211 op te nemen regeling zal men er wel oog moeten voor hebben, zowel de toepassing van artikel 53, § 3, van de Grondwet als die van de decreten die overeenkomstig artikel 53, § 6, tweede lid, van de Grondwet zouden worden uitgevaardigd, niet onmogelijk te maken. Bedoeld worden, enerzijds, de grondwetsbepaling die een minimum aantal mandaten van senator voorbehoudt voor personen die hun woonplaats in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad hebben en, anderzijds, de decreten waarbij de Vlaamse Raad of de Franse Gemeenschapsraad met toepassing van het ter uitvoering van artikel 53, § 6, tweede lid, voorgestelde artikel 51 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 (artikel 30 van het voorstel van bijzondere wet tot vervollediging van de federale Staatsstructuur) zou beslissen dat de gemeenschapssenatoren deels door de rechtstreeks verkozen leden van de Raad moeten worden aangewezen en deels door de leden van de Raad die tevens lid zijn van de Brusselse Hoofdstedelijke Gewestraad.

.../...

4. De aan de gemeenschapssenatoren toegewezen rol - namelijk een band te zijn tussen de Senaat en de Gemeenschapsraden - brengt mee dat zij niet alleen na elke vernieuwing van de Senaat, maar ook na elke vernieuwing van de Gemeenschapsraden opnieuw zullen moeten worden aangewezen.

Ook deze regel zou in het voorgestelde artikel 211 uitdrukkelijk moeten worden opgenomen.

5. In paragraaf 2 van het voorgestelde artikel 211 schrijve men telkens "kiescollege" in plaats van "college".

6. Ten slotte moet er ook nog worden op gewezen dat het voorstel nalaat het laatste lid van de overgangsbepaling van het voorgestelde artikel 53 van de Grondwet uit te voeren.

Luidens die bepaling komt het aan de wetgever toe om de voorwaarden te bepalen welke de Senaat in acht zal moeten nemen wanneer hij, na 31 december 1994, een senator die door de provincieraad van Brabant werd gekozen, moet vervangen.

Artikel in te voegen tussen de artikelen 106 en 107.

In tegenstelling tot het bepaalde in het huidige artikel 222 van het Kieswetboek, voorziet het voorstel niet in een regeling voor het geval dat een gecoöpteerd senator

.../...

vóór het verstrijken van zijn mandaat ophoudt deel uit te maken van de Senaat.

Het voorstel dient op dit punt te worden aangevuld.

Artikel 107.

Het lijkt wenselijk artikel 233 van het Kieswetboek aan te vullen met regelingen betreffende de volksvertegenwoordigers en de in het voorgestelde artikel 53, § 1, 1º, 2º, 6º en 7º, van de Grondwet bedoelde senatoren die tot lid van een Gemeenschaps- of Gewestraad worden gekozen, alsmede met regelingen betreffende de leden van een Gemeenschaps- of Gewestraad die tot volksvertegenwoordiger of tot senator als bedoeld in artikel 53, § 1, 1º, 2º, 6º en 7º, van de Grondwet worden gekozen.

Artikel 110.

De bepaling van artikel 239 van het Kieswetboek die wordt gewijzigd, is niet het tweede lid doch het laatste zinsdeel van het enige lid van dat artikel. Men schrijve dus : "Artikel 239, laatste zinsdeel, van hetzelfde Wetboek ...".

Artikelen 111 en 112.

Wat deze artikelen betreft, wordt verwezen naar de vijfde algemene opmerking die met betrekking tot het gehele voorstel werd gemaakt.

.../...

Er moet overigens worden opgemerkt dat, om de reden vermeld bij de bespreking van artikel 60, het wenselijk is het hoofdbureau van de kieskring vóór het collegehoofdbureau te vermelden.

TITEL III. - Wijziging van de wet van 6 augustus 1931 houdende de vaststelling van onverenigbaarheden en ontzeggingen betreffende de Ministers, gewezen Ministers en Ministers van Staat, alsmede de leden en gewezen leden van de Wetgevende Kamers.

1. Zowel in het opschrift van titel III als in artikel 115 van het voorstel van wet schrijve men in de Nederlandse tekst "... de wet van 6 augustus 1931 houdende vaststelling van de onverenigbaarheden ..." en in de Franse tekst "... Ministres, anciens Ministres et Ministres d'Etat ...".

2. In de door artikel 116 van het voorstel in de wet van 6 augustus 1931 ingevoegde tekst schrijve men "Art. 1bis" in plaats van "Art. 1".

3. In fine van het bij artikel 116 van het voorstel ingevoegde artikel 1 (lees : artikel 1bis) moet de verwijzing naar artikel 222 van het Kieswetboek, dat wordt opgeheven bij artikel 112, 2°, van het voorstel, worden

.../...

aangepast rekening houdend met het gevolg dat zal worden gegeven aan de opmerking die hiervoren - na de opmerkingen bij artikel 101 - met betrekking tot die bepaling van het Kieswetboek werd gemaakt.

4. Luidens de overgangsbepaling van het voorgestelde artikel 36 van de Grondwet, treedt het tweede lid van dat artikel, waaraan de artikelen 115 en 116 van het voorstel beogen uitvoering te geven, in werking "vanaf de eerstkomende algehele vernieuwing van de Kamer van Volksvertegenwoordigers". Het ware dan ook logisch de artikelen 115 en 116 van het voorstel op dezelfde datum in werking te laten treden.

TITEL IV. - Wijzigingen van de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap en van de wet van 6 juli 1990 tot regeling van de wijze waarop de Raad van de Duitstalige Gemeenschap wordt verkozen.

Hoofdstuk I. - Wijzigingen van de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap.

Algemene opmerkingen.

1. In de voorgestelde artikelen komen talrijke verwijzingen voor naar bepalingen van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en van de

.../...

bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, waarvan de wijziging wordt beoogd door het voorstel van bijzondere wet tot vervollediging van de federale Staatsstructuur. Omdat de nummering van voormelde bepalingen derhalve nog niet definitief vaststaat, zal er zorg moeten worden gedragen voor het verzekeren van de concordantie tussen de definitieve nummering van de artikelen in voormelde bijzondere wetten en de bepalingen van dit voorstel die deze artikelen van overeenkomstige toepassing verklaren.

2. Rekening houdend met het technisch karakter van de bepalingen die de financiering betreffen, zou het dienstig zijn de toelichting aan te vullen met cijfertabellen om de financiële weerslag van elk van de voorgestelde maatregelen te meten (1).

Artikel 117.

Men vermeldde dat artikel 5 van de wet van 31 december 1983 werd gewijzigd bij de wet van 18 juli 1990. Ook dient in de Franse tekst de wet van 31 december 1983 met haar volledig opschrift te worden vermeld.

(1) Zie in dezelfde zin het advies van de Raad van State bij het voorstel van bijzondere wet tot vervollediging van de federale Staatsstructuur (Gedr. St., Senaat, 558 (1992-1993), nr. 2, p. 30).

Artikel 119.

Men vermeldde dat artikel 10 van de wet van 31 december 1983 werd gewijzigd bij de wet van 18 juli 1990.

Artikel 123.

Men vermeldde dat artikel 56 van de wet van 31 december 1983 werd gewijzigd bij de wet van 18 juli 1990. In de inleidende zin kan men zich beperken tot het gebruik van de woorden "van dezelfde wet".

Artikel 124.

Men stelde de inleidende zin als volgt : "Artikel 58 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 18 juli 1990, wordt ...". Men brenge de Nederlandse tekst in overeenstemming met de Franse, door in het eerste lid achter de woorden "In de Rijksbegroting" de woorden "van 1989" in te voegen.

Artikel 125.

Met de verwijzing naar "§ 2, 1°" in het voorgestelde artikel 58bis, § 3, wordt blijkbaar een van de twee gedeelten waarvan sprake in paragraaf 2 van dat artikel bedoeld. Daar deze paragraaf 2 echter niet ingedeeld is in

.../...

1^o en 2^o, dient men "§ 2" te schrijven in plaats van "§ 2, 1^o".

Artikel 126.

1. Voor de in paragraaf 1 van het voorgestelde artikel 58ter opgenomen verwijzing naar artikel 58bis, § 2, 2^o, geldt dezelfde opmerking als bij artikel 125. Men schrijve derhalve "artikel 58bis, § 2".

2. In het begin van paragraaf 2, tweede lid, schrijve men : "Het in het vorige lid bedoelde procentueel gedeelte ...".

3. In paragraaf 4 vervange men in de Nederlandse tekst telkenmale het woord "bekomen" door het woord "verkre-gen" en het woord "weershouden" door de woorden "in aanmer-king genomen".

Artikel 127.

1. In de Nederlandse tekst van de inleidende zin schrijve men "artikel 58quater" in plaats van "artikel 58ter".

.../...

2. In het eerste lid van het voorgestelde artikel 58quater schrijve men "een bijkomend bedrag" om beter het onderscheid met het vorige artikel tot uiting te doen komen. In de Nederlandse tekst schrijve men "vastgesteld" in plaats van "bepaald".

3. In fine van de voorgestelde bepaling schrappe men de woorden "van deze wet".

Artikel 128.

In paragraaf 1, 1°, van het voorgestelde artikel 58quinquies schrijve men "artikel 58bis, § 2" (zie de opmerking bij artikel 125).

Artikel 129.

1. Men vermeldde dat artikel 59 van de wet van 31 december 1983 werd gewijzigd bij de wet van 18 juli 1990.

2. Gelet op de door het voorstel van bijzondere wet tot vervollediging van de federale Staatsstructuur voorgestelde wijzigingen aan de bijzondere financieringswet van 16 januari 1989, lijkt in de opsomming van de op de Duitstalige Gemeenschap van overeenkomstige toepassing verklaarde artikelen van voormelde financieringswet de verwijzing naar artikel 6, § 1, eerste lid, te moeten vervallen, en de

.../...

verwijzing naar artikel 10 te moeten worden beperkt tot paragraaf 3 van dat artikel.

3. Het voorgestelde artikel 59 verklaart onder meer de in artikel 5bis van de bijzondere financieringswet op te nemen regeling inzake het kijk- en luistergeld (1) van overeenkomstige toepassing op de Duitstalige Gemeenschap.

Het ware dan ook logisch eveneens artikel 53 van de financieringswet, zoals te wijzigen overeenkomstig artikel 79 van het voormelde voorstel van bijzondere wet, toepasselijk te verklaren : luidens het in het eerste lid van dat artikel 53 in te voegen 1°bis bepaalt de Rijksmiddelenbegroting immers "de bedragen vastgesteld, per Gemeenschap, van de belasting bedoeld in artikel 5bis".

Hoofdstuk II. - Wijzigingen van de wet van 6 juli 1990 tot regeling van de wijze waarop de Raad van de Duitstalige Gemeenschap wordt verkozen.

Artikel 131.

Zoals in de toelichting (p. 43) wordt gesteld, komt de wijziging welke dit artikel beoogt aan te brengen in artikel 3, § 3, van de voornoemde wet van 6 juli 1990 hierop neer dat een einde wordt gemaakt aan de "anomalie" waartoe

(1) Zie artikel 66 van het voormelde voorstel van bijzondere wet.

de geldende tekst van die paragraaf 3 aanleiding gaf en die erin bestond "dat de kiezers die normaal opgeroepen werden op basis van de kiezerslijst en die, nadat deze lijst opgemaakt was, hun verblijfplaats in een gemeente vestigden die niet tot de Duitstalige Gemeenschap behoort, niet tot de stemming werden toegelaten en zich aldus tevergeefs verplaatsten".

Daartoe, zo wordt voorts in de toelichting gesteld, wordt in paragraaf 3 een gelijkaardige bepaling opgenomen als die van het Kieswetboek en worden thans slechts van de kiezerslijst geschrapt, de kiezers die tussen de datum waarop deze lijst wordt opgemaakt en de dag van de verkiezing "van de bevolkingsregisters in België afgevoerd worden".

Met betrekking tot die verantwoording dient te worden opgemerkt dat de parallel die erin wordt getrokken tussen de verkiezingen voor de Raad van de Duitstalige Gemeenschap en die voor de federale Wetgevende Kamers, niet opgaat en dat integendeel de thans geldende regeling, die alleen tot de verkiezing voor die Raad toelaat, de kiezers die op de dag van de verkiezingen in de bevolkingsregisters van een gemeente van het Duitse taalgebied zijn ingeschreven, volledig aansluit bij het op de verkiezingen voor de wetgevende vergadering van een deelgebied betrokken territorialiteitsbeginsel en overigens overeenstemt met het voorschrift van het voorgestelde artikel 26, § 1, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, luidens hetwelk de rechtstreeks te verkiezen leden van de Vlaamse Raad en de leden van de Waalse Gewestraad gekozen worden door de Belgen

.../...

die op de dag van de verkiezing zijn ingeschreven in de bevolkingsregisters van een gemeente van het grondgebied van respectievelijk het Vlaamse Gewest en het Waalse Gewest.

Het 2° van de voorgestelde paragraaf 3 zou dan ook als volgt moeten worden geredigeerd :

"2° hetzij hebben opgehouden te voldoen aan de voorwaarde bepaald in § 1, 3°;".

Bovendien zou moeten worden voorzien in de mogelijkheid van toevoeging aan de kiezerslijst van personen die tussen de datum van het opstellen van de kiezerslijst en de dag van de verkiezing worden ingeschreven in het bevolkingsregister van een gemeente van het Duitse taalgebied en die van buiten dat taalgebied komen (vergelijk met de opmerking bij artikel 3 van het voorstel).

Artikel 133.

1. In het 1° dient te worden verduidelijkt dat het de vervanging beoogt van het derde en het vierde lid "van § 1" van artikel 7.

2. Er dient van de voorgestelde wijziging van artikel 7 gebruik te worden gemaakt om in het eerste lid van paragraaf 1 ook de in artikel 6, § 2, tweede lid, van de wet van 6 juli 1990 bedoelde hypothese te vermelden dat het kiescollege bij besluit van de Raad wordt opgeroepen.

.../...

Artikel 134.

Men redigere de inleidende zin van dit artikel duidelijkheidshalve als volgt :

"In hoofdstuk I van titel III van dezelfde wet wordt een (nieuw) artikel 7bis ingevoegd, luidend als volgt :".

Artikel 137.

Men vervange in de Nederlandse tekst van het voorgestelde artikel 10, vijfde lid, de woorden "Deze brieven overeenkomstig het model ..." door "Deze brieven, die worden opgemaakt overeenkomstig het model ...".

Artikel 139.

Wat de bepaling van het voorgestelde artikel 13, § 1, 1^o, betreft, luidens welke van de kiezerslijst worden geschrapt, de personen die "van de bevolkingsregisters in België" afgevoerd zijn, wordt verwezen naar de opmerking bij artikel 131 van het voorstel.

De onderhavige bepaling zal moeten worden aangepast rekening houdend met het gevolg dat aan die opmerking bij artikel 131 zal worden gegeven.

.../...

Artikel 144.

Het voorgestelde artikel 22, vijfde lid, voorziet in de mogelijkheid dat het gebruik wordt verboden van een letterwoord "waaraan ter gelegenheid van een vorige verkiezing met het oog op de vernieuwing van de Raad, van de Wetgevende Kamers of van het Europese Parlement bescherming is verleend".

De vraag rijst of niet in diezelfde mogelijkheid moet worden voorzien met betrekking tot een letterwoord waaraan bij een vorige verkiezing van de Waalse Gewestraad bescherming werd verleend.

Artikel 146.

Wat de bepaling van het voorgestelde artikel 24, § 1, tweede lid, 1^o, betreft (artikel 146, 1^o, van het voorstel), luidens welke in het eerste en het vierde lid van artikel 119 van het Kieswetboek in plaats van het woord "arrondissementshoofdbureau" de woorden "hoofdbureau van de kieskring" moeten worden gelezen, dient erop te worden gewezen dat artikel 111 van het voorstel het woord "arrondissementshoofdbureau" in de bedoelde bepaling van het Kieswetboek beoogt te vervangen door "collegehoofdbureau of hoofdbureau van de kieskring".

Een analoge opmerking geldt voor het voorgestelde artikel 24, § 3, tweede lid, 1^o (artikel 146, 2^o, van het voorstel).

.../...

Artikel 150.

Men vervange in het eerste lid van het voorgestelde artikel 29 de woorden "Ten laste van de federale overheid" door "Ten laste van de Staat".

Artikel 152.

In de Nederlandse tekst van het voorgestelde artikel 45, § 4 (artikel 152, 2°, van het voorstel), schrijve men "op de dag van de verkiezing" in plaats van "voor de dag van de stemming".

Artikel 153.

In de voorgestelde paragraaf 6 van artikel 49 vervange men de woorden "moeten slechts de verkiezingen voor de Raad in aanmerking worden genomen" door "worden slechts de verkiezingen voor de Raad in aanmerking genomen".

Artikelen 154 tot 167.

Met betrekking tot deze artikelen wordt verwezen naar de algemene opmerking die bij de hoofdstukken III en IV van boek I werd gemaakt.

.../...

Artikel 155.

Men vervange in de Nederlandse tekst in fine van het voorgestelde artikel 51 de woorden "onder voorbehoud van de modaliteiten die in de onderhavige titel zijn aangegeven" door "onder voorbehoud van de nadere regels vastgesteld in deze titel". Dezelfde opmerking geldt voor artikel 162.

Artikel 156.

De redactie van het voorgestelde artikel 52 behoort, naar het voorbeeld van artikel 24 van de wet van 12 januari 1989 tot regeling van de wijze waarop de Brusselse Hoofdstedelijke Raad wordt verkozen, derwijze te worden aangepast dat duidelijk wordt :

- dat de kantonhoofdbureaus bedoeld in artikel 11 (van de wet van 6 juli 1990) worden gesplitst in een bureau A en een bureau B;
- dat de bureaus A fungeren voor de verkiezing van het Europese Parlement en de bureaus B voor de verkiezing van de Raad van de Duitstalige Gemeenschap en van de Waalse Gewestraad;
- dat de in artikel 11, §§ 2 en 3, aangewezen voorzitters van de kantonhoofdbureaus het voorzitterschap waarnemen van de bureaus A, met andere woorden de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg van Eupen, wat het bureau A

.../...

te Eupen betreft, en de vrederechter van Sankt-Vith, wat het bureau A te Sankt-Vith betreft; en

- dat het bureau B te Eupen wordt voorgezeten door de vrederechter van Eupen en het bureau B te Sankt-Vith door de plaatsvervangende vrederechter van Sankt-Vith.

Artikel 157.

Bij het eerste lid van het voorgestelde artikel 53, dat voorziet in de mogelijkheid van toekenning van hetzelfde letterwoord en hetzelfde volgnummer als die welke op nationaal niveau zijn toegekend aan de lijsten voorgedragen voor de verkiezing van het Europese Parlement, rijst de vraag of die mogelijkheid ook niet moet worden geboden met betrekking tot het letterwoord en het volgnummer die werden toegekend aan de lijsten voorgedragen voor de verkiezing van de Waalse Gewestraad.

Een analoge opmerking geldt voor het eerste lid van het in artikel 164 van het voorstel opgenomen nieuw artikel 59 van de wet van 6 juli 1990.

Artikel 158.

Men vervange in het tweede lid van paragraaf 1 van het voorgestelde artikel 54 het woord "kantonbureaus" door "kantonhoofdbureaus".

.../...

Artikel 159.

Gelet op de opmerking welke bij artikel 131 van het voorstel werd gemaakt, geldt voor onderhavige bepaling, mutatis mutandis, de opmerking 2 die bij de artikelen 34 en 35 van het voorstel werd gemaakt.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 166 van het voorstel.

Artikel 163.

Wat de redactie van dit artikel betreft, wordt verwezen naar de opmerkingen die bij artikel 156 werden gemaakt en die hier mutatis mutandis gelden.

TITEL V. - Wijzigingen van de wet van 12 januari 1989 tot regeling van de wijze waarop de Brusselse Hoofdstedelijke Raad wordt verkozen.

Artikel 168.

1. De in het 1^o van dit artikel beoogde aanvulling van artikel 3 van de voornoemde wet van 12 januari 1989 strekt ertoe te voorzien in de gevallen waarin de kiezerslijst moet worden aangepast wegens omstandigheden die zich voordoen tussen de datum van het opmaken van die lijst en de dag van de verkiezing.

.../...

De voorgestelde regeling viseert evenwel uitsluitend de gevallen waarin de kiezerslijst moet worden aangepast door schrapping van de kiezers die in de hiervoren bedoelde tussenperiode hetzij de Belgische nationaliteit verliezen, hetzij het voorwerp zijn van een veroordeling of een beslissing die voor hen ofwel de uitsluiting van het kiesrecht ofwel de schorsing van dat recht op de datum van de verkiezing meebrengt.

Gelet op het bepaalde in artikel 13 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, naar luid waarvan kiezers voor de Brusselse Hoofdstedelijke Raad zijn, de Belgen die "in de bevolkingsregisters van een gemeente van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest zijn ingeschreven", en rekening houdend onder meer met de opmerking die hiervoren bij artikel 3 van het voorstel is gemaakt, behoort de voorgestelde regeling te worden aangevuld met bepalingen krachtens welke, enerzijds, van de kiezerslijsten worden geschrapt, de personen die tussen de datum van het opmaken van de lijst en de dag van de verkiezing worden afgevoerd van het bevolkingsregister van de gemeente en niet worden ingeschreven in een andere gemeente van het Gewest, en krachtens welke, anderzijds, aan de kiezerslijst worden toegevoegd, de personen die in de bedoelde periode worden ingeschreven in het bevolkingsregister van de gemeente en die op het ogenblik van het opmaken van de kiezerslijsten niet waren ingeschreven in het bevolkingsregister van een andere gemeente van het Gewest.

.../...

2. Er dient van de voorgenomen wijziging van artikel 3 gebruik te worden gemaakt om, in het tweede lid, ook de in artikel 15, tweede lid, van de voornoemde bijzondere wet van 12 januari 1989 bedoelde hypothese te vermelden dat het kiescollege bij beslissing van de Raad wordt opgeroepen.

3. In 2º dienen de woorden "dat het zevende lid wordt" te worden geschrapt.

Artikel 169.

1. Gelet op de definitie van "bijzondere wet" in artikel 1, 1º, van de wet van 12 januari 1989, volstaat het in paragraaf 1 van het voorgestelde artikel 3bis te verwijzen naar "artikel 15 van de bijzondere wet" en kunnen de datum en het opschrift van die wet worden weggelaten.

2. In fine van de Nederlandse tekst van paragraaf 1, eerste lid, van het voorgestelde artikel 3bis ontbreken tussen de woorden "houdende samenroeping van het kiescollege" en "en die er zich schriftelijk toe verbinden" de woorden "bij aangetekend schrijven een aanvraag richten aan de burgemeester".

3. In de Nederlandse tekst van het vierde lid van de voorgestelde paragraaf 1 dienen de woorden "Indien een

.../...

politieke partij een kandidatenlijst voordraagt" te worden vervangen door "Indien een politieke partij geen kandidatenlijst voordraagt".

Artikel 171.

Men redigere dit artikel, om formeel wetgevings-technische redenen, beter als volgt :

"In artikel 4, tweede lid, van dezelfde wet worden de woorden "de artikelen 90, eerste lid, en 91 van het Kieswetboek" vervangen door "de artikelen 90 en 91, eerste tot derde lid, van het Kieswetboek"".

Artikel 172.

Wat de bepaling van het voorgestelde artikel 5bis, 1^o, betreft, luidens welke van de kiezerslijst worden geschrapt, de personen die "van de bevolkingsregisters van de gemeente geschrapt zijn ten gevolge van een maatregel van schrapping van ambtswege of wegens vertrek naar het buitenland", wordt verwezen naar de opmerking bij artikel 168 van het voorstel.

Die bepaling zal moeten worden aangepast rekening houdend met het gevolg dat aan die opmerking bij artikel 168 dient te worden gegeven.

.../...

Artikel 173.

De verwijzingen, in het voorgestelde artikel 6, tweede lid, 1^o, 4^o en 6^o, naar de bepalingen van de artikelen 95, § 3, 96, tweede lid, tweede zin, en 104, eerste lid, van het Kieswetboek, behoren te worden aangepast rekening houdend met de wijzigingen welke in die bepalingen van het Kieswetboek worden aangebracht door respectievelijk de artikelen 54, 55 en 56 van het voorstel.

Artikel 174.

1. Wat het tweede lid van het voorgestelde artikel 7 betreft, waarbij bepaalde verkiezingsuitgaven (verzekeringspremies (niet : verkiezingspremies), reiskosten, presentiegelden en reisvergoedingen) ten laste van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest worden gelegd, wordt verwezen naar de eerste opmerking bij artikel 9 van het voorstel.

2. Men vervange in het eerste lid de woorden "de federale overheid" door "de Staat".

Artikel 177.

Wat de bepaling van het nieuwe derde lid, 2^o, van artikel 9 betreft, dient erop te worden gewezen dat artikel 175 van het Kieswetboek wordt vernummerd tot artikel 179 (zie artikel 98 van het voorstel) en dat paragraaf 3 van

.../...

artikel 16 van de wet van 12 januari 1989 wordt vernummerd tot paragraaf 4 (zie artikel 183 van het voorstel).

Artikel 179.

Gelet op het bepaalde in artikel 178, 1^o, van het voorstel, schrijve men "een verwijzing naar artikel 10, § 1, eerste lid, tweede volzin" in plaats van "een verwijzing naar artikel 10, eerste lid".

Artikel 181.

Het 1^o van dit artikel strekt ertoe artikel 14, § 1, van de wet van 12 januari 1989 aan te vullen met een bepaling luidens welke het in dat artikel 14, § 1, bedoelde stembiljet wordt opgemaakt "volgens het bij deze wet (lees : de wet van 12 januari 1989) gevoegde model".

Dat model (opgenomen op p. 301 van het voorstel) zal middels een afzonderlijke bepaling van het voorstel bij de wet van 12 januari 1989 moeten worden gevoegd, welke bepaling bijvoorbeeld als paragraaf 2 kan worden opgenomen in artikel 200 van het voorstel.

Aangezien bij de wet van 12 januari 1989 reeds een bijlage is gevoegd (met name de richtlijnen aan de kiezer - model 1 A, waarvan sprake is in de artikelen 8, vierde lid, 13, § 2, tweede lid, en 15, § 2, eerste lid, van de wet van 12 januari 1989 en in artikel 200 van het

.../...

voorstel), zou die bijlage evenals de in het onderhavige artikel bedoelde bijlage moeten worden genummerd en zou inzonderheid de bepaling die het 1^o van artikel 181 beoogt toe te voegen aan artikel 14, § 1, als volgt moeten luiden : "volgens het als bijlage 2 bij deze wet gevoegde model".

Artikel 184.

1. Indien wordt ingegaan op de hiervoren bij artikel 77 van het voorstel gedane suggestie om de in dat artikel opgenomen bepaling als een paragraaf 2 op te nemen in artikel 156 in plaats van in artikel 155 van het Kieswetboek, dan dient de verwijzing naar artikel "155, § 1" in de voorgestelde paragraaf 1, eerste lid, van artikel 17 te worden vervangen door een verwijzing naar artikel "155".

Wordt op die suggestie niet ingegaan dan kan de hiervoren bedoelde verwijzing ongewijzigd worden behouden, maar dan moeten in het voorgestelde artikel 17, § 1, tweede lid, 2^o, de woorden "artikel 155, derde lid" worden vervangen door "artikel 155, § 1, derde lid".

2. Gelet op het bepaalde in het derde lid van dat artikel 155 (§ 1), dient het 2^o van het voorgestelde artikel 17, § 1, tweede lid, overigens volledigheidshalve als volgt te worden geredigeerd :

"2^o in artikel 155, (§ 1), derde lid, de verwijzing naar de artikelen 143, derde lid, en 145 vervangen te worden door een verwijzing naar artikel 16, § 3, derde en vierde lid, van deze wet".

.../...

Artikel 186.

Men redigere het 2° van dit artikel als volgt :

"2° in paragraaf 3, eerste lid, worden de woorden "artikel 143, derde lid, en 145 van het Kieswetboek" vervangen door "artikel 16, § 3, derde en vierde lid"."

Artikel 188.

Men vervange in het eerste en het tweede lid van het voorgestelde artikel 20bis telkens het woord "bureau" door "gewestbureau".

Artikel 190.

1. Gelet op het bepaalde in artikel 178, 1°, van het voorstel, vervange men in het voorgestelde artikel 21, § 2, eerste lid, de woorden "bedoeld in artikelen 10, derde lid, en ..." door "bedoeld in de artikelen 10, § 1, derde lid, en ...".

2. In de voorgestelde paragraaf 4 van artikel 21 vervange men de woorden "mogen slechts de verkiezingen voor de Brusselse Hoofdstedelijke Raad in aanmerking worden genomen" door "worden slechts de verkiezingen voor de Brusselse Hoofdstedelijke Raad in aanmerking genomen".

.../...

Nieuw artikel op te nemen tussen de artikelen 190 en 191 van het voorstel.

Er kan worden opgemerkt dat de artikelen 23 en 24, vierde lid, van de wet van 12 januari 1989, in zoverre erin sprake is van "de voorzitter van het hoofdbureau van de provincie Brabant", zullen moeten worden aangepast om rekening te houden met de splitsing, met ingang van 1 januari 1995, van de provincie Brabant.

Artikel 191.

Wat de voorgestelde bepaling van artikel 26, § 1, tweede lid, betreft, welke voorziet in een afwijking van de regeling inzake de verkiezingsuitgaven zoals bepaald in artikel 7, tweede lid, 2° en 3°, wordt verwezen naar de opmerking die hiervoren werd gemaakt bij artikel 174 van het voorstel, welke bepaling het bedoelde artikel 7 beoogt te vervangen.

Artikel 192.

Men schrijve in de Nederlandse tekst van de inleidende zin "In dezelfde wet wordt ..." in plaats van "In dezelfde wordt ...".

Artikelen 193 tot 199.

De artikelen 193 tot 198 voegen in de wet van 12 januari 1989 de nieuwe artikelen 28bis tot 28septies in; artikel 199 heft artikel 29 van die wet op.

.../...

Om de nummering "28bis tot 28septies" te vermijden, zou het volstaan artikel 30 van de wet - het enige nog resterende artikel - te vernummen tot artikel 35 en de in te voegen artikelen te nummeren van 29 tot 34.

Artikel 197.

Luidens het voorgestelde artikel 28sexies is de lijst van de Belgische kiezers opgemaakt voor de verkiezingen van de federale Wegevende Kamers ook die van de kiezers voor de Raad.

Gelet op de eerste opmerking welke hiervoren bij artikel 168 van het voorstel werd gemaakt, geldt voor de onderhavige bepaling mutatis mutandis hetzelfde voorbehoud als datgene dat werd gemaakt in de tweede opmerking bij de artikelen 34 en 35 van het voorstel.

Hetzelfde voorbehoud moet overigens ook bij artikel 27 van de wet van 12 januari 1989 worden gemaakt.

Artikel 200.

Men vervange in deze bepaling, die als wordt ingegaan op de bij artikel 181 gedane suggestie paragraaf 1 zou vormen, de woorden "door het bij deze wet gevoegde model" door "door het als bijlage ... (nummer) ... bij deze wet gevoegde model".

.../...

TITEL VI.- Wijzigingen aan (lees : van) de wet van
23 maart 1989 betreffende de verkiezing van het
Europese Parlement.

Algemene opmerkingen.

1. Zoals het Arbitragehof in zijn arrest nr. 26/90 heeft gesteld met betrekking tot de wet van 23 maart 1989 betreffende de verkiezing van het Europese Parlement, is de desbetreffende wetgeving tot nu toe "gelegenheids-wetgeving" (1). Het voorstel strekt ertoe aan deze wetgeving een meer permanent karakter te verlenen, hetgeen evenwel niet voldoende uit de tekst zelf blijkt aangezien enkel wordt voorzien in de opheffing van artikel 45 van de wet van 23 maart 1989, luidens welke bepaling die wet alleen van toepassing is voor de verkiezing van het Europese Parlement van 18 juni 1989. In beginsel zou een volledig nieuwe wet moeten worden uitgewerkt of, op zijn minst, het verlenen van een permanent karakter aan de wet van 23 maart 1989 tot uitdrukking moeten worden gebracht door het voornoemde artikel 45 te vervangen door een bepaling luidens welke deze wet van toepassing is op de verkiezing van het Europese Parlement van juni 1994 en op de daaropvolgende verkiezingen.

2. In de toelichting bij het voorstel (p. 48) leest men dat "indien de Europese overheden aan België een

(1) Arbitragehof, arrest nr. 26/90, van 14 juli 1990, considerans 6.B.7.

bijkomende (vijfentwintigste) zetel zouden toekennen, die aan de Duitstalige Gemeenschap toekomt". Het gaat derhalve om een hypothese die pas een juridische zekerheid zal worden, nadat de daartoe noodzakelijke verdragswijzigingen door de Lid-Staten zullen zijn geratificeerd. Nochtans gaat het voorstel er in artikel 205, 6°, reeds van uit dat België over vijfentwintig zetels in het Europese Parlement beschikt. De indieners van het voorstel zullen om voornoemde reden, zowel in artikel 205, 6°, als in de overige wijzigingen van de wet van 23 maart 1989, rekening moeten houden met de mogelijkheid dat aan België voor de verkiezingen van juni 1994 geen bijkomende zetel wordt toegekend.

3. Ten slotte zal ook een grotere aandacht moeten worden besteed aan de leesbaarheid van de Nederlandse tekst en de concordantie ervan met de Franse. De indieners zullen inzonderheid zorg moeten dragen voor een uniform woordgebruik.

Artikel 203.

Zowel ter wille van de leesbaarheid van de Nederlandse tekst als ter wille van het feit dat een kandidatenlijst niet bij een kieskring doch wel bij een kiescollege wordt ingediend, dient het tweede lid van het voorgestelde artikel 8 volledig te worden herschreven.

Ook schrijve men in fine "is van overeenkomstige toepassing" in plaats van "is, naar analogie, toepasselijk".

.../...

Artikel 204.

In de inleidende zin van de Nederlandse tekst schrijve men "van dezelfde wet" in plaats van "van de wet van 23 maart 1989 betreffende de verkiezing van het Europese Parlement".

Artikel 205.

1. Om wetgevingstechnische redenen verdient het aanbeveling, gelet op de talrijke wijzigingen die in artikel 10 van de wet van 23 maart 1989 worden aangebracht, dit artikel volledig te vervangen.

2. In het door het 3^o gewijzigde derde lid van artikel 10 van de wet van 23 maart 1989, dienen de woorden "van de Brusselse kieskring" te worden vervangen door de woorden "van de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde".

3. Onder het voorbehoud van de desbetreffende algemene opmerking, brenge men in 6^o de volgende wijzigingen aan.

3.1. In de voorgestelde paragraaf 2 vervange men de woorden "Voor de verkiezingen die onmiddellijk volgen op de inwerkingtreding van deze wet" door "Voor de verkiezingen van juni 1994".

3.2. In het eerste lid van de voorgestelde paragraaf 3 schrijve men in de Nederlandse tekst "daaropvolgende" in plaats van "volgende"; in hetzelfde lid brenge men de

.../...

Nederlandse tekst met de Franse tekst in overeenstemming door de woorden "tussen de kiescolleges" te vervangen door "tussen het Nederlandse en het Franse kiescollege".

3.3. Ook in het tweede lid van de voorgestelde paragraaf 3 brengt men de Nederlandse tekst in overeenstemming met de Franse, door de woorden "te delen door 24" te laten volgen op de woorden "van het Duitse taalgebied".

3.4. Het derde en het vierde lid van de voorgestelde paragraaf 3 dienen in de Nederlandse en in de Franse tekst in dezelfde volgorde te worden opgenomen, wat betekent dat ze in een van beide teksten onderling van plaats moeten worden verwisseld.

3.5. Het tweede lid van de voorgestelde paragraaf 4 dient te worden herschreven, daar de tekst zoals hij nu luidt er lijkt op neer te komen dat de Koning, bij de verdeling van het aantal zetels in verhouding tot de bevolkingscijfers, verplicht wordt rekening te houden met de uitslag van verkiezingen die nog moeten plaatshebben.

Artikel 206.

1. In 2° is niets bepaald met betrekking tot de samenstelling van het hoofdbureau van de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde.

.../...

2. In fine van 3° schrijve men "administratief arrondissement Leuven".

Artikel 208.

1. Naast het feit dat het niet van gedegen wetgevings-techniek getuigt om tussen een woord en "de punt" een zinsdeel in te voegen, hebben de indieners van het voorstel alleen rekening gehouden met de Franse tekst van artikel 14 van de wet van 23 maart 1989, daar in de Nederlandse tekst van deze bepaling het woord "Brussel" niet gevolgd wordt door een punt.

2. De bepaling heeft voor gevolg dat de stemopnemingsbureaus van het kieskanton Brussel eentalige stembiljetten, afkomstig van de op het grondgebied van een andere Lid-Staat verblijvende Belgische kiezers, de Duitstalige uitgezonderd, zullen moeten tellen. De vraag rijst of het om praktische redenen niet verkieslijk ware de bedoelde stembiljetten te laten tellen door een stemopnemingsbureau van respectievelijk het kieskanton Mechelen en het kieskanton Namen, naargelang het kiescollege waarvoor de kiezer gekozen heeft.

.../...

Artikel 209.

1. In de Nederlandse tekst van het 1^o dient de te vervangen tekst volledig te worden vermeld.

2. Volgens de toelichting (p. 49) en ingevolge de wijziging van artikel 5 van de wet van 23 maart 1989 bij artikel 201 van het voorstel, ontvangt de kiezer die gewoonlijk in een andere Lid-Staat verblijft, niet meer het tweetalig stembiljet dat gebruikt wordt voor kiezers die in de Brusselse kieskring verblijven, maar het stembiljet van de Vlaamse, de Waalse of de Duitstalige kieskring.

Het verdient derhalve aanbeveling te bepalen dat die stembiljetten niet worden bezorgd door het hoofdbureau van de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde, maar wel door een in het voorstel nader aan te wijzen provinciaal hoofdbureau van de Vlaamse en de Waalse kieskring.

3. Uit het bij artikel 201 van het voorstel daartoe aangevulde artikel 5 van de wet van 23 maart 1989 blijkt dat de kiezer voor een kiescollege moet opteren, en niet voor een model van stembiljet. Men redigere het 2^o dan ook als volgt :

"in § 1, 2^o, worden de woorden "conform het bij deze wet gevoegd model II c" vervangen door "van het kiescollege waarvoor hij geopteerd heeft".

.../...

Artikel 210.

1. Vermits het Arbitragehof, bij arrest nr. 26/90 van 14 juli 1990, artikel 21, § 1, van de wet van 23 maart 1989 heeft vernietigd, kan deze bepaling onmogelijk nog worden gewijzigd, zodat de indieners van het voorstel ze in haar geheel in een nieuwe lezing in de wet zullen moeten opnemen en het met andere woorden niet volstaat er de in 1^o, 2^o en 3^o van artikel 210 van het voorstel opgenomen wijzigingen in aan te brengen. Bovendien is de uitdrukking "in om het even welke van de vijf provincies" dubbelzinnig omdat er niet uit blijkt dat de bedoelde vijfduizend kiezers niet tot één enkele provincie hoeven te behoren. Dezelfde opmerking geldt voor de woorden "in om het even welke gemeente" die in 3^o worden gebruikt. Ten slotte is het onjuist te schrijven dat kandidaten tot een kiescollege behoren. Om al deze redenen dient artikel 21, § 1, van de wet van 23 maart 1989 in zijn geheel te worden herschreven.

2. In het 5^o schrijve men "... de kandidaten die worden voorgedragen om te worden verkozen door het Nederlandse, het Franse of het Duitstalige kiescollege bevestigen ..." in plaats van "... de kandidaten die zich voor het Nederlandse, het Franse of het Duitstalig kiescollege voordragen bevestigen ...".

.../...

Artikel 212.

In fine van het 2^o schrijve men : "en de woorden "Brusselse kieskring" (niet : kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde) door de woorden "deze kieskring"".

Artikel 213.

1. Wat het 2^o betreft, geldt dezelfde opmerking als die welke hierboven bij artikel 212, 2^o, is gemaakt.

2. Bovendien moeten in artikel 24, § 3, tweede lid, van de wet van 23 maart 1989 de woorden "model II c" vervangen worden door de woorden "model II d".

Artikel 214.

1. Men houde rekening met de opmerking bij artikel 209 van het voorstel met betrekking tot de kiezer die gewoonlijk in een andere Lid-Staat verblijft.

2. Men vermeldde in de Nederlandse tekst zowel de te vervangen zinsdelen als de voorgestelde vervangingen op een juiste én een volledige manier (dit is zonder het gebruik van puntjes, zoals in het 3^o wordt gedaan). Zo dienen in het 2^o de woorden "zendt" en "zenden" in het begin in plaats van op het einde van het zinsdeel te worden geplaatst.

.../...

Evenzo dient in het 3^o het in de oorspronkelijke tekst te vervangen zinsdeel ook de woorden "laat drukken, gelast hij" te omvatten, en vervange men "en die van het Duitstalig kiescollege ... kieskring laat drukken, gelasten zij" door "en de voorzitter van het Duitstalig kiescollege voor de stemverrichtingen in hun kieskring laten drukken, gelasten zij".

Artikel 215.

In de Nederlandse tekst vervange men het woord "Regering" door het woord "Koning".

Artikel 216.

Gelet op de bij artikel 209 van het voorstel gemaakte opmerking, dient "het kanton Brussel" te worden vervangen door een, respectievelijk voor de Vlaamse en de Waalse kieskring, door het voorstel aan te wijzen provincie-hoofdbureau.

Artikel 217.

In de Nederlandse tekst vervange men het woord "periode" door het woord "duur".

.../...

Artikel

Na artikel 217 van het voorstel, voege men een nieuw artikel in om in artikel 34 van de wet van 23 maart 1989 de woorden "de Brusselse kieskring" te vervangen.

Artikel

Evenzo voege men in het voorstel een nieuw artikel in teneinde artikel 41, eerste lid, 3°, van de wet van 23 maart 1989 aan te passen aan de oprichting bij het voorstel van een Duitstalig kiescollege.

Artikel 219.

Ter zake wordt verwezen naar de algemene opmerking 1 bij deze titel.

Artikel 220.

Men redigere deze bepaling als volgt :

"Het model I b dat als bijlage I bij dezelfde wet is gevoegd, wordt vervangen door de modellen I b-a, I b-b en I b-c die als bijlage(n) ... (nummer(s)) ... bij deze wet zijn gevoegd".

.../...

Artikel 221.

De modellen waarvan sprake in deze bepaling bevinden zich alle in bijlage bij het voorstel (pp. 312-315). Derhalve dient het voorstel in een afzonderlijk artikel de bij de wet van 23 maart 1989 gevoegde modellen expliciet te vervangen, onder verwijzing naar een genummerde bijlage bij dit voorstel. In het desbetreffende model zullen de woorden "Brusselse kieskring" dienen te worden aangepast.

Voorafgaande opmerking.

In verband met de provincie- en de gemeenteraadsverkiezingen wordt verwezen naar de algemene en bijzondere opmerkingen die zijn gemaakt over de andere verkiezingen. Er behoort een eenvormige terminologie te worden ingevoerd.

TITEL VII. - Wijzigingen van de provinciewet en van de wet van 19 oktober 1921 tot regeling van de provincieraadsverkiezingen.

Hoofdstuk I. - Wijziging van de provinciewet.

Artikel 223.

Het voorgestelde artikel 2, derde lid, tweede volzin, bepaalt : "De verdeling van de raadsleden over de kiesdistricten wordt om de tien jaar herzien en bij konink-

.../...

lijk besluit met het bevolkingscijfer in overeenstemming gebracht binnen twee jaar volgend op hetzij de volkstelling hetzij de vaststelling van het bevolkingscijfer door een ander middel bepaald door de wet".

Volgens de toelichting bij het voorstel, "ligt de tekst in de lijn van de terminologie die gebruikt werd in het herziene artikel 49 van de Grondwet" (1).

Mocht de wetgever het verkieslijk achten dat de verdeling van de raadsleden wordt herzien om rekening te houden met de demografische ontwikkeling op grond van andere gegevens dan die welke blijken uit de tienjaarlijkse volkstellingen, hetgeen thans niet het geval lijkt te zijn, dan zal het aan hem staan artikel 2, derde lid, van de provinciewet dienovereenkomstig aan te passen om er de aard van die andere middelen in te vermelden alsmede de periodiciteit van de herzieningen.

Zolang hij die bedoeling niet te kennen geeft, zijn de woorden "door een ander middel bepaald door de wet" overbodig en moeten ze vervallen om elke verwarring te vermijden.

Artikel 226.

Veeleer dan te werken met een fictie zou het verkieslijk zijn het ontworpen lid als volgt te redigeren :

(1) Gedr. St., Kamer, 724 (1992-1993), nr. 6.

"In afwijking van het tweede lid, wordt ten minste één lid van de bestendige deputatie van de provincieraad van de provincie Vlaams-Brabant in het arrondissement Halle-Vilvoorde genomen uit de raadsleden die in het gebied gekozen zijn of aldaar hun woonplaats hebben".

Artikel 231.

1. Het zou beter zijn het voorgestelde artikel 140bis, § 2, als volgt te stellen :

"De in de artikelen ... bedoelde lasten worden ... overgenomen door respectievelijk de provincie Vlaams-Brabant, de provincie Waals-Brabant en het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, naar gelang van het geval, afhankelijk van de gemeente waar de betrokkene verbleef op het tijdstip van zijn verkiezing of verbleef op 1 januari van het laatste jaar in de loop waarvan hij door de provincie Brabant werd tewerkgesteld".

2. In het voorgestelde artikel 140quater, eerste lid, tweede streepje, worden de woorden "dans l'arrondissement administratif de Louvain ou" niet weergegeven in de Nederlandse tekst.

3. Wat het voorgestelde artikel 140quater betreft zou hetgeen wordt beslist voor de zaken die tot de niet rechtspreekende taak van de provinciale overheden van Brabant

.../...

behoren alsmede de criteria aan de hand waarvan zij worden verdeeld over de twee nieuwe provincies, in een andere bepaling moeten worden opgenomen.

Hoofdstuk II. - Wijzigingen van de wet van 19 oktober 1921 tot regeling van de provincieraadsverkiezingen.

Voorafgaande opmerking.

Voor wat de wijzigingen betreft die worden aangebracht in de artikelen die de titels I en II vormen van de wet van 19 oktober 1921 tot regeling van de provincieraadsverkiezingen, zou het, gelet op het aantal en de omvang van die wijzigingen, veel duidelijker zijn de titels I en II volledig te vervangen veeleer dan de gebruikte techniek aan te wenden, te weten het verwijzen naar bepalingen van het Kieswetboek met talrijke aanpassingen (zie onder meer de tekst onder artikel 238).

De opmerking is des te meer verantwoord daar de voorgestelde bepalingen zullen moeten worden toegepast door de voorzitters en bijzitters van de stembureaus. Die bepalingen moeten dus worden vastgesteld op autonome wijze en niet door verwijzing naar het Kieswetboek.

Dezelfde opmerking geldt voor de wijzigingen die in de gemeentekieswet worden aangebracht.

.../...

Artikel 232.

Wat paragraaf 5 betreft, wordt verwezen naar de voorafgaande opmerking.

Artikel 236.

Wat het voorgestelde artikel 5, eerste lid, betreft, wordt verwezen naar de voorafgaande opmerking.

Artikel 238.

Er wordt verwezen naar de voorafgaande opmerking.

Artikel 244.

Er wordt verwezen naar de voorafgaande opmerking.

Artikel 267.

In het voorgestelde artikel 144, eerste lid, wordt verwezen naar de artikelen 9 en 13 van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming; die laatste bepalingen zouden zelf vervangen worden door de artikelen 328 en 329 van het voorstel, waarnaar bijgevolg wordt verwezen. In de voorgestelde tekst leze men subsidiair : "... krachtens artikel 9, § 1, tweede lid, ...".

.../...

TITEL VIII. - Wijzigingen van de nieuwe gemeentewet en van de gemeentekieswet, gecoördineerd op 4 augustus 1932.

Hoofdstuk II. - Wijziging van de gemeentekieswet, gecoördineerd op 4 augustus 1932.

Artikel 293.

De tekst onder 1^o is onduidelijk. De redactie ervan behoort te worden herzien.

TITEL IX. - Wijzigingen van de wet van 2 augustus 1963 op het gebruik van de talen in bestuurszaken en van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966.

Hoofdstuk I. - Wijzigingen van de wet van 2 augustus 1963 op het gebruik van de talen in bestuurszaken.

Artikel 319.

Paragraaf 2.

1. Het ontworpen artikel 6, paragraaf 3bis, bepaalt :

"§ 3bis. De burgemeesters van de gemeenten van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad

.../...

sturen binnen acht dagen aan het gouvernement van de vice-gouverneur afschriften van de besluiten der gemeenteverheden die rechtstreeks of onrechtstreeks de toepassing van de wetten en verordeningen over het gebruik der talen in bestuurszaken of in het onderwijs betreffen".

In een tweetalig gebied hebben alle administratieve handelingen van een gemeente rechtstreeks of onrechtstreeks betrekking op de toepassing van de wetten en verordeningen op het gebruik van de talen in bestuurszaken. Uit de ontworpen tekst blijkt dat de burgemeesters aan de vice-gouverneur het afschrift zouden moeten toezenden van alle in de gemeente gestelde verordenende en individuele handelingen, hetgeen de procedures behoorlijk ingewikkelder zou maken.

De voorgestelde tekst zou moeten worden herzien.

De opmerking geldt eveneens voor artikel 322 (ontworpen artikel 65, § 2, van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966).

2. In het voorgestelde artikel 6, § 3bis, schrijve men "aan de vice-gouverneur" in plaats van "aan het gouvernement van de vice-gouverneur".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 322 (voorgesteld artikel 65, § 2).

.../...

TITEL X. - Wijzigingen van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Artikel 323.

Als het thans voorgestelde artikel 107ter bis van de Grondwet wordt goedgekeurd zoals het voorkomt in het door de Senaat toegezonden ontwerp, zal de gewone wet van 9 augustus 1980, zodra die grondwetswijziging in werking treedt en "wat de voorkoming en de regeling van de belangenconflicten betreft", alleen kunnen worden gewijzigd bij een wet "aangenomen met de meerderheid bepaald in artikel 1, laatste lid" van de Grondwet, overeenkomstig de overgangsbepaling die verbonden is aan dat artikel 107ter bis (1).

In dat geval moet het voorgestelde artikel 323 uit de gewone wet worden weggelaten.

TITELS XII en XIII.

De wijziging van de in de titels XII en XIII bedoelde wetten - te weten de wet betreffende de afschaffing of de herstructurering van instellingen van openbaar nut en andere overheidsdiensten, gecoördineerd op 13 maart 1991, alsmede de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming - hoort niet thuis in een gewone wet waarmee de afwerking van de federale staatsstructuur wordt beoogd en moet bijgevolg in afzonderlijke wetten worden opgenomen.

(1) Gedr. St. Kamer, 911, 1992-1993, nr. 1.

TITEL XIV. - Wijzigingen van de wet van 23 januari 1989 houdende uitvoering van artikel 110, § 2, tweede lid, van de Grondwet.

Artikelen 330 tot 332.

Juridische draagwijdte en grondwettigheid van de voorgestelde bepalingen.

Zoals terecht wordt gesteld in de toelichting bij het voorgestelde artikel 2 (artikel 332 van het voorstel) van het wetsvoorstel, "legt het een beperking op aan de gemeenschappen en is het als dusdanig een uitvoering van artikel 110, § 2, tweede lid, van de Grondwet" (1).

In diezelfde toelichting staat tevens te lezen dat dit artikel (tevens) moet worden begrepen "als een beperking waaraan de federale overheid, die krachtens artikel 110, § 1, van de Grondwet over belastingsbevoegdheid beschikt, zich zelf onderwerpt", doordat die bepaling voorschrijft dat de Staat evenmin gemachtigd is om belastingen te heffen op de "materies water en afval".

Indien die wetsbepaling wordt aangenomen, zou ze de beperkte draagwijdte hebben van een aansporing van de huidige aan de toekomstige wetgever, die aan deze aanbeveling voorbij zou kunnen gaan door met een gewone meerderheid te beslissen.

(1) Gedr. St. Kamer 897, 1992-1993, nr. 1, blz. 72.

De vermelding van de Staat in het voorgestelde artikel 2 moet vervallen, aangezien ze geen juridische betekenis heeft en buiten het bepaalde in de Grondwet valt (1).

BOEK III. - Milieutaksen.

HOOFDSTUK I. - Definities.

Artikelen 333 tot 365.

I. Grondwettigheid van de voorgestelde teksten.

A. Bevoegdheid van de Staat om die materie te regelen.

De bezwaren die op het stuk van de grondwettigheid zijn gemaakt met betrekking tot de omvorming van het concept

(1) De bemoeiing van de nationale wetgever kan, op het stuk van de verdeling van het belastingobject, wanneer hij met een gewone meerderheid beslist, alleen betrekking hebben op de bevoegdheden van gemeenschappen en gewesten ter zake, ongeacht of men de zaak bekijkt uit het oogpunt van de organisatie van de instellingen dan wel uit dat van de hiërarchie van de rechtsregels. (De nationale wetgever vermag te bepalen welke belastingen door de Gemeenschap en de Gewesten niet mogen worden geheven; hij kan ook een door een Gemeenschap of een Gewest ingestelde belasting afschaffen of beperken indien daartoe de noodzakelijkheid blijkt - Arbitragehof, arrest nr. 47 van 25 februari 1988, Belgisch Staatsblad van 17 maart 1988, considerans 6.B.2.). Iedere andere bemoeiing ontbreekt het aan juridische waarde.

"gewestelijke belasting" (1), bewerkstelligd bij artikel 63 van het voorstel van bijzondere wet, zijn aangegeven in de adviezen dd. 16 september 1992 (2) en 18 december 1992 (3) van de Raad van State, waarnaar behoort te worden verwezen.

Die omvorming betreft zowel de instelling van de rechtsregel als de financiële regeling die eraan ten grondslag ligt.

Wat de instelling van de rechtsregel betreft, hebben de algemene vergadering en de verenigde kamers van de Raad van State in de voorgaande adviezen geoordeeld dat in zoverre het voorstel van bijzondere wet het aan de gewone wetgever overlaat om het begrip "milieutaksen" inhoudelijk in te vullen, met inbegrip van het bepalen van het belastingobject, het aan de gewone wetgever de bevoegdheid overdraagt welke artikel 115, derde lid, van de Grondwet alleen aan de bijzondere wetgever heeft willen verlenen.

Het rendement van de belasting wordt zijnerzijds geacht af te nemen naarmate de milieuhinder die het zal kunnen verhelpen, afneemt; bijgevolg hebben wij in werkelijkheid te maken met een belasting die de toekenning van

(1) In de zin van artikel 3 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten.

(2) Gedr. St. Kamer, 604, B.Z, 1991-1992, nr. 2.

(3) Gedr. St. Senaat, 558/2, 1992-1993, nr. 2.

subsidies door de federale overheid, gekoppeld aan bepaalde voorwaarden, mogelijk maakt.

De milieubelastingen die het thans onderzochte voorstel van gewone wet tot doel heeft in te voeren, hebben volgens de stellers van het voorstel een gemeenschappelijk kenmerk : ze zijn "van een voldoende hoog niveau om het gebruik van milieubelastende produkten aanzienlijk te verminderen en/of om de produktie en verbruikspatronen om te buigen naar produkten die aanvaardbaarder zijn op het gebied van het milieu en inzake het behoud van de natuurlijke hulpbronnen". Indien het niveau van de taks voldoende hoog is om het gedrag in de aangegeven zin te wijzigen, zullen de ontvangsten uit een doeltreffende milieutaks geleidelijk opdrogen. Die overgangsontvangsten zullen in ieder geval worden overgedragen aan de Gewesten, die zich ertoe verbonden hebben ze (...) aan te wenden voor extra-uitgaven inzake milieu" (1).

Het nieuw ingevoerde belastinginstrument streeft aldus doelstellingen na die niet vreemd zijn aan die welke ook de Gewesten kunnen nastreven door hun bevoegdheid *ratione materiae* uit te oefenen op het gebied van het milieu.

Aangezien de bevoegdheid *ratione materiae* van de Gewesten, zoals zij is bepaald bij de bijzondere wet aangenomen ter uitvoering van artikel 107quater van de

(1) Gedr. St. Kamer 897, 1992-1993, nr. 1, blz. 73.

Grondwet, evenwel onafhankelijk is van de fiscale en de financiële bevoegdheid van de Gewesten, geregeld bij de artikelen 110 en 115 van de Grondwet en bij de ter uitvoering van die grondwetsbepalingen goedgekeurde wetten, kunnen de in het voorstel van wet opgesomde milieu-belastingen door de nationale wetgever worden geheven zonder dat deze inbreuk maakt op een bevoegdheidsgebied dat volgens voornoemde teksten uitsluitend onder de gewestelijke overheden ressorteert.

Er bestaan precedentes (1). Voor het overige is dit beginsel van onderscheid tussen de bevoegdheid *ratione materiae* en de fiscale bevoegdheid, dat de Staten met een federale structuur gemeenschappelijk hebben, door de algemene vergadering en de verenigde kamers van de afdeling wetgeving van de Raad van State in aanmerking genomen in de reeds genoemde adviezen van 16 september en 18 december 1992, waarin erop gewezen werd dat de in het voorstel van bijzondere wet bedoelde milieubelastingen niet duidelijk genoeg bepaald waren - bij ontstentenis van een nationale wetgeving die deze aangelegenheid reeds regelt - wil de wetgever, die daarover met een bijzondere meerderheid beslist, ze tot gewestelijke belastingen kunnen omvormen. Indien de bijzondere wetgever artikel 63 van het voorstel

(1) Zie bijvoorbeeld het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, artikel 69, eerste lid, 2°, het koninklijk besluit van 15 december 1988 tot wijziging van het accijnsstelsel van minerale olie alsmede van het accijnsstelsel van benzol en van soortgelijke produkten (Belgisch Staatsblad van 30 december 1988) en artikel 31 van de wet van 20 juli 1990 houdende economische en fiscale bepalingen (Belgisch Staatsblad van 1 augustus 1990).

van bijzondere wet aanneemt, zal hij datzelfde onderscheid huldigen (1).

-
- (1) Volgens het Arbitragehof mag de gewestelijke wetgever in belastingzaken geen effect beogen dat hij binnen de perken van de hem toegewezen bevoegdheden niet zou vermogen na te streven. Daardoor zou hij immers indirect een niet toegewezen materie regelen, veeleer dan dat hij een zuiver fiscale maatregel zou nemen (arrest nr. 31/92 van 23 april 1992, Belgisch Staatsblad van 11 juni 1992, considerans 5.B.2.). Indien die redenering zou worden toegepast op de nationale wetgever in belastingzaken, zou deze nochtans bevoegd blijven om de milieubelastingen in te voeren. Krachtens het nieuwe artikel 6, § 1, II, tweede lid, 1^o, van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen is de federale overheid immers bevoegd voor het vaststellen van de produktnormen (Gedr. St. Senaat nr. 558, 1992-1993, nr. 1, artikel 2 van het wetsvoorstel, blz. 66). In dat perspectief beogen de voorgenomen maatregelen in werkelijkheid door middel van een regeling van fiscale stimulansen de handhaving op de markt te bevorderen van produkten die conform de "milieuhygiëne" zijn (in de zin van het advies dd. 16 september 1992 van de Raad van State, Gedr. St. Kamer 600, B.Z. 1992, nr. 2, blz. 5), veeleer dan rechtstreeks het verhandelen te reglementeren van produkten die er niet aan voldoen. Uit dat oogpunt beschouwd lijken de milieubelastingen dus op "produktnormen" (P. VAN ORSHOVEN, "Het groene randje van de vierde staatshervorming", in Recente ontwikkelingen inzake milieuheffingen, uitg. K. Deketelaere, Die Keure, 1992, blz. 11), waarvan het nodig lijkt dat zij volkomen gelijk zouden zijn over het hele grondgebied.

Het bijzondere toezicht dat het Arbitragehof op de gewestelijke fiscale rechtsregel uitoefent, kan net als de daaraan parallelle mogelijkheid tot bemoeiing door de nationale wetgever om krachtens artikel 110, § 2, tweede lid, van de Grondwet bij een gewone meerderheid de autonome gewestelijke fiscaliteit te wijzigen, zorgen voor de instandhouding van de economische en monetaire unie mochten de gevolgen van de gewestelijke fiscale maatregel ze in het gedrang doen komen.

.../...

De algemene bevoegdheid van de Gewesten op het stuk van het milieu houdt evenwel in dat de nationale wetgever de uitoefening van die bevoegdheid niet onmogelijk of overdreven moeilijk maakt (1). Het is in het licht van dat beginsel dat de Wetgevende Kamers zullen moeten nagaan of de voorgenomen regeling inzake milieubelastingen harmonisch kan samengaan met de akkoorden die de Gewesten welke analoge doelstellingen nastreven, hebben gesloten (2).

B. Gelijkheidsbeginsel.

Volgens de rechtspraak van het Arbitragehof, van het Hof van Cassatie en van de Raad van State hebben de artikelen 6 en 6bis van de Grondwet een algemene draagwijdte. Zij verbieden iedere discriminatie, ongeacht de oorsprong ervan : de grondwettelijke regels van gelijkheid en van niet-discriminatie zijn van toepassing ten aanzien van alle rechten en vrijheden die aan de Belgen zijn toegekend. Die regels gelden ook in fiscale aangelegen-

(1) Arbitragehof, arrest nr. 1/91 van 7 februari 1991, Belgisch Staatsblad van 28 februari 1991, considerans B.5.

(2) Zie onder meer de overeenkomst van 6 november 1990 betreffende het beheer van recipiënten voor vloeibare levensmiddelen in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest (Belgisch Staatsblad van 4 juni 1992), de basisovereenkomst van 26 mei 1992 tussen de overheid en de privé-sector betreffende de preventie, het hergebruik en het recycleren van huishoudelijk verpakkingsafval in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest (Belgisch Staatsblad van 30 juli 1992) en de overeenkomsten van 26 maart 1991 (Vlaamse Gewest - verpakkingsafval) en 23 oktober 1991 (Vlaamse, Waalse en Brusselse Gewest - recycling van aluminium) (Codex Milieurecht, Afval, Die Keure).

heden. Artikel 112 van de Grondwet bevestigt dit trouwens; deze bepaling is immers een bijzondere toepassing van het in artikel 6 van de Grondwet geformuleerde algemene gelijkheidsbeginsel.

De grondwettelijke regels van de gelijkheid van de Belgen voor de wet en van niet-discriminatie sluiten echter niet uit dat een verschil in behandeling tussen bepaalde categorieën belastingplichtigen wordt ingesteld, voor zover voor het criterium van onderscheid een objectieve en redelijke verantwoording bestaat. Het bestaan van een zodanige verantwoording moet worden beoordeeld met inachtneming van het doel en de gevolgen van de onderzochte maatregel, en van de aard van de in het geding zijnde beginselen; het gelijkheidsbeginsel is geschonden wanneer vaststaat dat de aangewende middelen redelijkerwijze niet evenredig zijn met het beoogde doel.

Wanneer de fiscale wet echter tegelijk economische subjecten betreft waarvan de onderscheiden produkten een verschillende weerslag hebben op het milieu, dient zij deze verscheidenheid aan toestanden noodzakelijkerwijs op te vangen in categorieën die slechts schematisch en bij benadering met de werkelijkheid overeenstemmen. Dit is des te meer het geval daar in het fiscale recht de doeltreffendheid van de criteria en de administratieve kosten van de toepassing ervan in aanmerking moeten worden genomen bij de beoordeling van de vraag of zij op redelijke wijze kunnen worden verantwoord. Aan de hand van die gegevens moet

.../...

worden nagegaan of de wetgever zijn beoordelingsbevoegdheid niet te buiten is gegaan (1).

In het onderhavige geval moeten zowel de keuze van de categorieën van produkten waarop een milieubelasting wordt geheven, de toepasselijke tarieven en de vastgestelde criteria van vrijstelling in overeenstemming zijn met voornoemde beginselen, wat uit de toelichting bij het wetsvoorstel genoegzaam moet blijken.

C. Wettigheid van de belasting.

Verscheidene bepalingen van het wetsvoorstel - inzonderheid de artikelen 339 en 343 - verlenen de Koning bevoegdheid om bepaalde elementen vast te stellen die bijdragen tot de bepaling van het bedrag van de belastingsschuld van de belastingplichtigen.

Gelet op de uitdrukkelijke formulering die wordt gebruikt in de artikelen 110 en 25, tweede lid, van de Grondwet, waarmee een vast gebruik wordt bekrachtigd, mag de bevoegdheid om de belasting vast te stellen of te beperken niet aan de uitvoerende macht worden verleend; als gevolg daarvan kunnen, gelet op de logica van de aangegeven beginselen, de artikelen 67 of 78 van de Grondwet niet als grondslag dienen voor de betrokken bevoegdverklaringen.

(1) Arbitragehof, arrest nr. 20/91 van 4 juli 1991 (Belgisch Staatsblad van 22 augustus 1991, considerans B.3, B.4 en B.10).

De correctie die de stellers van het voorstel in bepaalde gevallen hebben bedacht, te weten de wettelijke bekrachtiging van de koninklijke besluiten, is wellicht ingegeven door de handelwijze die wordt gevolgd op het stuk van bepaalde indirecte belastingen. Die handelwijze is juridisch echter alleen aanvaardbaar in de gevallen waarin het risico van speculatie of van ontduiking van het belastingobject bewezen is, wat een snel ingrijpen van de fiscale overheid noodzakelijk maakt. Aangezien in de toelichting bij het wetsvoorstel van zulke risico's geen gewag gemaakt wordt, zouden de regels die de Koning overeenkomstig de artikelen 339 en 343 moet vaststellen, rechtstreeks door de wetgever moet worden vastgesteld. (1).

-
- (1) Gesteld evenwel dat zulke risico's kunnen worden aangetoond, behoort de wetgever op zijn minst erin te voorzien dat de regering bij de Wetgevende Kamers dadelijk een ontwerp van wet tot bekrachtiging van de koninklijke besluiten vastgesteld krachtens de machtiging zal indienen zo zij vergaderd zijn, zo niet tijdens de eerstvolgende zittingstijd, en aan die verplichting een doeltreffende juridische straf zal verbinden. In geval van ernstige vertraging is het immers mogelijk dat de Wetgevende Kamers hun opdracht niet meer ten volle kunnen vervullen (Gedr. St. Kamer 609, 1988-1989, nr. 1, blz. 143; 975, 1989-1990, nr. 2, blz. 214). Om de werking en de grondwettigheid van de regeling ten volle te waarborgen, behoort erin te worden voorzien dat de koninklijke besluiten van rechtswege worden ingetrokken, met andere woorden dat al hun gevolgen ex tunc wegvallen, indien het ontwerp van bekrachtigingswet niet binnen een bepaalde termijn wordt ingediend. Aan de bekrachtigingswet zou terugwerking worden gekoppeld ten einde de tenuitvoerlegging te dekken van de door de Koning voorlopig vastgestelde maatregelen (advies dd. 2 februari 1987 van de Raad van State, Gedr. St. Kamer 864, 1986-1987, nr. 1).

.../...

II. Overeenstemming met het Europese recht.

A. In de toelichting bij het wetsvoorstel wordt niets gezegd over de overeenstemming van de milieubelastingen met het verdrag van Rome of met het afgeleide Europese recht.

Tijdens de parlementaire voorbereiding die zal voorafgaan aan de goedkeuring van de wet, zal het aangewezen zijn dat de Regering, die krachtens artikel 68 van de Grondwet in het bijzonder verantwoordelijk is voor de naleving van de internationale verbintenissen van België, uitleg verschaft over dat punt, voor het onderzoek waarvan de kennis vereist is van feitelijke gegevens die de Raad van State ontgaan.

Dat onderzoek zou het mogelijk moeten maken om concreet na te gaan of de artikelen 30, 34 en 36 van het Verdrag van Rome in acht worden genomen, terwijl de artikelen 12 en 95 van het verdrag niet in het geding lijken te zijn (1) : al is de bescherming van het leefmilieu een doelstelling van algemeen belang die België kan nastreven door middel van maatregelen die een weerslag hebben op het handelsverkeer tussen de Lid-Staten, toch dienen die maatregelen in dat geval een regelgeving te vormen die aangepast is aan de nagestreefde doeleinden en het vrije

(1) Zie onder meer M. A. DAUSES, Mesures d'effet équivalent à des restrictions quantitatives à la lumière de la jurisprudence de la Cour de Justice des Communautés européennes, R.T.D.E., 1992, blz. 607-629.

handelsverkeer zo min mogelijk te belemmeren, althans wanneer de wetgever de keuze heeft uit verschillende maatregelen om de graad van bescherming die hij op het oog heeft, te waarborgen (1).

Ook de vigerende richtlijnen moeten worden nageleefd, ongeacht of zij betrekking hebben op de procedure van uitwerking van de ontworpen voorschriften of op de inhoud zelf ervan (2).

B. Luidens artikel 333 van het wetsvoorstel is de milieubelasting een "taks die gelijkgesteld is met accijnzen welke wordt geheven op een in het verbruik gebracht produkt, wegens de schade die het aan het milieu geacht wordt te berokkenen", waarbij het bedrag van de belasting varieert naargelang van de in aanmerking genomen produkten.

-
- (1) H.v.J., 20 september 1988, zaak 302/86, Commissie/Denemarken, Cah. dr. eur., 1990, blz. 403-442, en de noot B. JADOT, Mesures nationales de police de l'environnement, libre circulation des marchandises et proportionnalité.
- (2) Zie ook P. THIEFFRY, Les nouveaux instruments juridiques de la politique communautaire de l'environnement, le Traité de l'Union européenne et le cinquième programme communautaire d'action pour l'environnement, R.T.D.E., 1992, blz. 669-685, alsook het voorstel voor een richtlijn betreffende verpakking en verpakkingsafval, door de Commissie ingediend op 24 augustus 1992 (PB nr. C. 263, 1, van 12 oktober 1992).

.../...

Krachtens artikel 3, lid 3, van de richtlijn 92/12/EEG van de Raad van 25 februari 1992 betreffende de algemene regeling voor accijnsprodukten, het voorhanden hebben en het verkeer daarvan en de controles daarop (1), blijven de Lid-Staten bevoegd "belastingen op andere produkten dan (minerale oliën, alcohol en alcoholhoudende dranken, tabaksfabrikaten) in te stellen (...), mits deze belastingen in het handelsverkeer tussen de Lid-Staten geen aanleiding geven tot formaliteiten die verband houden met het overschrijden van een grens".

In zoverre die laatste voorwaarde in acht wordt genomen, lijkt het wetsvoorstel dus in overeenstemming te zijn met het Europees recht.

Het zou echter goed zijn het advies van het bij artikel 24 van de richtlijn ingestelde Accijnscomité in te winnen over die interpretatiekwestie.

C. De regeling inzake milieubelasting die is uitgedacht door de stellers van het voorstel gaat gepaard met verplichtingen inzake etiketteren en merken, waaraan de producenten zich niet zullen kunnen onttrekken. De vraag is of de richtlijn van de Raad van 28 maart 1983 betreffende een informatieprocedure op het gebied van normen en tech-

(1) PB nr. L. 76/1 van 23 maart 1992.

nische voorschriften (83/189/EEG) (1) toepasselijk is op dergelijke verplichtingen. In die richtlijn betekent "technische specificatie" de specificatie die voorkomt in een document ter omschrijving van de vereiste kenmerken van een produkt, zoals kwaliteitsniveaus, prestatie, ... verpakking, het merken of etiketteren.

Een "technisch voorschrift" betekent in dezelfde richtlijn de technische specificaties, met inbegrip van de hierop toepasselijke bestuursrechtelijke bepalingen die de jure of de facto moeten worden nageleefd voor het verhandelen of het gebruik in een Lid-Staat.

Een "ontwerp voor een technisch voorschrift" ten slotte betekent volgens voormelde richtlijn "de tekst van een technische specificatie, met inbegrip van de bestuursrechtelijke bepalingen, uitgewerkt met de bedoeling deze ... als technisch voorschrift vast te stellen, en zich bevindend in een zodanig stadium van voorbereiding dat er nog ingrijpende wijzigingen in kunnen worden aangebracht".

Krachtens artikel 8 van de richtlijn "delen (de Lid-Staten) de Commissie onmiddellijk ieder ontwerp voor een technisch voorschrift mede ..., (waarbij) de Commissie en de Lid-Staten bij de Lid-Staat die een ontwerp voor een technisch voorschrift ter kennis heeft gebracht, opmerkingen (kunnen) indienen, waarmee deze Lid-Staat, bij de verdere

(1) PB nr. L. 109/8 van 26 april 1983, gewijzigd bij de richtlijn van de Raad van 22 maart 1988 (88/182/EEG), PB nr. L. 81/75 van 26 maart 1988.

uitwerking van het technisch voorschrift, zoveel mogelijk rekening dient te houden".

Artikel 9 van de richtlijn beveelt de Lid-Staten de goedkeuring van een technisch voorschrift zes tot twaalf maanden uit te stellen, indien de Commissie of een andere Lid-Staat een uitvoerig gemotiveerde mening te kennen geeft dat de beoogde maatregel moet worden gewijzigd teneinde eventuele belemmeringen voor het vrije verkeer van goederen die uit die maatregel kunnen voortvloeien op te heffen of te beperken, of indien het genoemde technische voorschrift betrekking heeft op een aangelegenheid die behandeld wordt in een voorstel voor een richtlijn. De Lid-Staat behoort bij de Commissie verslag uit te brengen over het gevolg dat hij wil geven aan de uitvoerig gemotiveerde mening.

De zoëven genoemde artikelen 8 en 9 zijn echter niet van toepassing wanneer de Lid-Staat voldoet aan zijn verplichtingen die voortvloeien uit communautaire richtlijnen.

Artikel 342, 3°, van het wetsvoorstel bepaalt evenwel dat op de batterijen een duidelijk zichtbaar kenteken moet voorkomen, waaruit blijkt dat er voor het voorwerp in kwestie statiegeld wordt gevraagd, wanneer een stelsel van statiegeld bestaat.

Al lijkt voor de invoering van die regeling in zoverre het gaat om de batterijen die vallen onder de richtlijn van de Raad van 18 maart 1991 inzake batterijen en

.../...

accu's die gevaarlijke stoffen bevatten (91/157/EEG) (1), zijnde die beschreven in bijlage I bij die richtlijn, geen verplichte mededeling te gelden bepaald bij richtlijn 83/189/EEG, doordat het gaat om een mogelijkheid geboden door artikel 7, lid 1, van richtlijn 91/157/EEG, kunnen krachtens de tekst zelf van deze richtlijn de maatregelen die bij artikel 7 ervan mogelijk worden gemaakt echter "alleen worden ingevoerd na overleg met de betrokken partijen".

Uit de verdere parlementaire voorbereiding van het wetsvoorstel zou moeten blijken dat voldaan is aan het verplichte overleg.

Voor de batterijen daarentegen waarvoor geen statiegeld wordt gevraagd, zoals voor alle andere categorieën van batterijen, alsook voor alle andere produkten die in het wetsvoorstel vermeld worden, lijkt de mededeling voorgeschreven bij richtlijn 83/189/EEG verplicht op grond van de artikelen 336, tweede lid, 3°, het reeds vermelde 342, 3°, 344, 3°, en 355 van het voorstel. Dat laatste voorschrift inzonderheid bepaalt immers geheel algemeen dat op alle verpakkingen of produkten die vallen onder één van de in het wetsvoorstel bepaalde milieubelastingen, een kenteken moet voorkomen waaruit duidelijk blijkt, ofwel dat zij onderhevig zijn aan een milieubelasting alsook het bedrag van die milieubelasting, ofwel de reden van de vrijstelling of het bedrag van het statiegeld. Het in de richtlijn bedoelde "etiketteren" of "merken" is dus onver-

(1) PB nr. L. 78/38 van 26 maart 1991.

mijdbaar : de producent kan geenszins van die verplichting ontheven worden.

De algemene aard van die bepaling, toepasselijk op alle produkten bedoeld in boek III van het wetsvoorstel, lijkt in te houden dat krachtens voornoemde richtlijn de hele tekst inzake die verschillende produkten aan de Commissie ter kennis wordt gebracht.

Wat de verpakkingen voor drank betreft, behoort de richtlijn van de Raad van 27 juni 1985 betreffende verpakkingen voor vloeibare levensmiddelen (85/339/EEG) nog in aanmerking te worden genomen (1). Ook artikel 7, lid 2, van de richtlijn bepaalt immers dat de Lid-Staten, onverminderd richtlijn 83/189/EEG, vóór de aanneming van dergelijke maatregelen de Commissie de ontwerpen van wetsbepalingen die erop gericht zijn "het aandeel van de opnieuw gevulde en/of gerecycleerde verpakkingen (...) te verhogen en/of het aandeel van de niet gerecycleerde of niet opnieuw vulbare verpakkingen te verlagen" dienen mede te delen om haar in staat te stellen "deze (...) te onderzoeken en, in voorkomend geval, te vragen om de invoering van deze maatregelen uit te stellen".

Artikel 3, lid 1, van de richtlijn van de Raad van 18 maart 1991 tot wijziging van richtlijn 75/442/EEG betreffende afvalstoffen (91/156/EEG) (2) ten slotte bepaalt

(1) PB nr. L. 176/18 van 6 juli 1985.

(2) PB nr. L 78/32 van 26 maart 1991.

dat de Lid-Staten passende maatregelen nemen ter bevordering van (inzonderheid) "... de nuttige toepassing van de afvalstoffen door recycling, hergebruik, terugwinning".

Krachtens lid 2 van hetzelfde artikel "stellen de Lid-Staten", behoudens indien richtlijn 83/189/EEG van toepassing is, "de Commissie in kennis van de maatregelen die ter verwezenlijking van de doelstellingen van lid 1 worden overwogen". De Commissie stelt de andere Lid-Staten en een comité ad hoc in kennis van deze maatregelen.

Die aanvullende verplichtingen tot kennisgeving tonen ten genoegen van recht aan dat de bepalingen van boek III van het wetsvoorstel zeker afhankelijk zijn van de informatie- en overlegprocedures voorgeschreven in het communautaire recht. Door die procedures te vervullen zal nagegaan kunnen worden of die bepalingen in overeenstemming zijn met de voorschriften van het Europese recht.

De voorgestelde wetgevende maatregelen kunnen dus niet door de wetgever worden aangenomen, zonder dat de Commissie en de andere Lid-Staten vooraf geïnformeerd zijn.

Het zou wenselijk zijn dat de werkzaamheden van de totstandkoming van de wet aldus verlopen dat de internationale verplichtingen van België worden nagekomen.

.../...

BOEK IV.Overgangs- en inwerkingtredingsbepalingen.Artikel 366.

De indieners van het voorstel dienen er zich rekenschap van te geven dat er een rechtsvacuüm zal ontstaan indien de Vlaamse Raad - die krachtens het voorgestelde artikel 27 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 de bevoegde overheid zal zijn om de kieskringen voor de verkiezing van de Vlaamse Raad vast te stellen en daarover overeenkomstig het voorgestelde artikel 35, § 3, van dezelfde bijzondere wet enkel bij tweederde meerderheid kan beslissen - er niet zou in slagen tijdig een nieuwe regeling vast te stellen.

Dezelfde opmerking geldt mutatis mutandis ook voor het bepaalde in artikel 368, § 2, met dien verstande dat ter zake de wetgever bevoegd is en die beslissing bij gewone meerderheid kan worden genomen.

Artikel 367.

Ook voor de artikelen 59 en 98 moet de datum van inwerkingtreding op 1 januari 1995 worden bepaald.

Hetzelfde geldt voor de bepaling waarvan door de Raad van State het opnemen in het Kieswetboek wordt gesug-

.../...

gereerd in de vierde algemene opmerking bij titel I van boek II.

Artikel 368.

Het voorschrift van paragraaf 1 van dit artikel is kennelijk een overgangsregeling met betrekking tot de taken die door het voorgestelde artikel 94bis (artikel 52 van het voorstel) aan de provinciehoofdbureaus worden opgedragen, voor het geval dat er verkiezingen voor de Wetgevende Kamers zouden worden gehouden vóór 1 januari 1995.

Blijkbaar is het de bedoeling in die hypothese de bedoelde taken op te dragen aan het hoofdbureau van de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde, en het verdient dan ook aanbeveling zulks met zoveel woorden te zeggen, liever dan de ongewone en niet direct duidelijke term "provinciaal bureau van de provincie Brabant" te gebruiken.

In de voorgestelde bepaling dienen al de artikelen van het voorstel te worden vermeld die betrekking hebben op de taken van de provinciehoofdbureaus in de zin van het voorgestelde artikel 94bis, en alleen die. Eenvoudiger en tevens veiliger ware het zonder meer te gewagen van de taken die door het Kieswetboek aan de voornoemde bureaus zijn opgedragen.

Het zou ook juister zijn te schrijven dat de taken welke door het Kieswetboek aan de in artikel 94bis van dat Wetboek bedoelde provinciehoofdbureaus zijn opgedragen, in

.../...

de provincie Brabant tot 31 december 1994 zullen worden verricht (niet : blijft verzekerd, want het gaat om nieuwe taken) door het hoofdbureau van de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde.

Het is ten slotte overbodig te bepalen dat de kieskringen Brussel-Halle-Vilvoorde, Leuven en Nijvel tot 31 december 1994 deel uitmaken van de provincie Brabant, vermits de genoemde provincie pas op 1 januari 1995 zal ophouden te bestaan.

Artikel 369.

Zoals werd opgemerkt met betrekking tot de artikelen 115 en 116 van het voorstel, moet ook de inwerking-treding van deze bepaling logischerwijze worden uitgesteld tot de dag van de eerstkomende algehele vernieuwing van de Kamer van Volksvertegenwoordigers.

Les chambres réunies étaient composées de

De verenigde kamers waren samengesteld uit

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS,
de Heren : J. NIMMEGEERS,

présidents de chambre,
kamervoorzitters,

W. DEROOVER,
J. VERMEIRE,
Y. BOUCQUEY,
Y. KREINS,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

J. GIJSSELS,
J. DE GAVRE,
F. DELPEREE,
P. GOTHOT,
J. van COMPERNOLLE,
A. ALEN,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Mesdames : R. DEROY,
Mevrouwen : F. LIEVENS,

greffiers,
griffiers.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de MM. J.-J. STRYCKMANS, J. NIMMEGEERS et W. DEROOVER.

Les rapports ont été présentés par MM. J. REGNIER, D. BATSELE, B. SEUTIN et J. DRIJKONINGEN, auditeurs. Les notes du Bureau de coordination ont été rédigées et exposées par MM. G. VAN HAEGENDOREN, P. ERNOTTE et J.-L. PAQUET, référendaires adjoints.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de HH. J.-J. STRYCKMANS, J. NIMMEGEERS en W. DEROOVER.

De verslagen werden uitgebracht door de HH. J. REGNIER, D. BATSELE, B. SEUTIN en J. DRIJKONINGEN, auditeurs. De nota's van het Coördinatiebureau werden opgesteld en toegelicht door de HH. G. VAN HAEGENDOREN, P. ERNOTTE en J.-L. PAQUET, adjunct-referendarissen.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY.

J.-J. STRYCKMANS.